



BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 224\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo carimbo a óleo ou selo branco.

O preço dos anúncios é de 1200\$ a lauda. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

O mínimo de cobrança pela inserção no Boletim Oficial de qualquer anúncio ou outro assunto sujeito a pagamento é de 600\$.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

Os demais actos referente à publicação no Boletim Oficial estão regulamentados pelo Decreto n.º 74/92, publicado no Suplemento ao Boletim Oficial n.º 26/92, de 30 de Junho

ASSINATURAS

Para o país:			Para países de expressão portuguesa:		
	Ano	Semestre		Ano	Semestre
I Série	1 800\$00	1 200\$00	I Série	2 400\$00	1 800\$00
II Série.....	1 000\$00	600\$00	II Série.....	1 600\$00	1 200\$00
I e II Séries	2 500\$00	1 500\$00	I e II Séries	3 100\$00	2 100\$00
AVULSO por cada página ..	4\$00		Para outros países:		
Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.			I Série	2 800\$00	2 200\$00
			II Série.....	2 000\$00	1 600\$00
			I e II Séries	3 500\$00	2 500\$00

SUPLEMENTO

SUMÁRIO

ASSEMBLEIA NACIONAL:

Resolução n.º 98/IV/95:

Que aprova a Convenção das Nações Unidas Sobre a Luta Contra a Desertificação nos Países gravemente afectados pela seca e/ou pela desertificação.

ASSEMBLEIA NACIONAL

Resolução n.º 98/IV/95

de 8 de Março

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea f) do n.º 3 do artigo 191.º da Constituição, a seguinte resolução:

Artigo único

É aprovada para adesão a Convenção das Nações Unidas sobre a Luta contra a Desertificação nos Países gravemente afectados pela seca e/ou desertificação, particularmente em África, de 14 de Outubro de 1994 e cujo texto original em francês e a respectiva tradução para o português se publica em anexo.

Aprovada em 14 de Fevereiro de 1995.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Amlcar Fernandes Spencer Lopes*.

CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION DANS LES PAYS GRAVEMENT TOUCHES PAR LA SECHERESSE ET/OU LA DESERTIFICATION, EN PARTICULIER EN AFRIQUE

Les Parties à la présente Convention,

Affirmant que les êtres humains dans les zones touchées ou manacées sont au centre des préoccupations dans la lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse.

Se faisant l'écho de la vive préoccupation que suscitent dans la communauté internationale y compris les Etats et les organisations internationales, les conséquences néfastes de la désertification et de la sécheresse.

Conscientes que les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches prises ensemble constituent une part importante de la surface émergée du globe, ainsi que l'habitat et la toute source de subsistance d'une grande partie de la population mondiale.

Reconnaissant que la désertification et la sécheresse constituent un problème de dimension mondiale puisqu'elles touchent toutes les régions du monde, et qu'une action commune de la communauté internationale s'impose pour lutter, contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse.

Notant la forte proportion de pays en développement, notamment de pays les moins avancés, parmi ceux qui sont gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, et les conséquences particulièrement tragiques de ces phénomènes en Afrique.

Notant aussi que la désertification est causée par des interactions complexes entre facteurs physiques, biologiques, politiques, sociaux, culturels et économiques.

Considérant les effets du commerce et de certains aspects pertinents des relations économiques internationales sur la capacité des pays affectés de lutter de façon adéquate contre la désertification.

Conscientes qu'une croissance économique durable, le développement social et l'élimination de la pauvreté constituent des priorités pour les pays en développement touchés, en particulier en Afrique, et sont indispensables pour atteindre les objectifs de durabilité.

Ayant à l'esprit que la désertification et la sécheresse compromettent le développement durable en raison de la corrélation qui existe entre ces phénomènes et d'importants problèmes sociaux comme la pauvreté, une mauvaise situation sanitaire et nutritionnelle et l'insécurité, ainsi que ceux qui découlent des migrations, des déplacements de populations et de la dynamique démographique.

Appréciant l'importance des efforts que les États et les organisations internationales ont déployés par le passé pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, et de l'expérience qu'ils ont acquise en la matière, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification qui a été adopté par la Conférence des Nations Unies sur la désertification en 1977.

Conscientes que, malgré les efforts déployés par le passé, les progrès enregistrés dans la lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse ont été décevants et qu'une nouvelle approche plus efficace est nécessaire à tous les niveaux dans le cadre d'un développement durable.

Reconnaissant la validité et la pertinence des décisions adoptées à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, et en particulier du programme Action 21 et de son chapitre 12, qui fournissent une base pour la lutte contre la désertification,

Réaffirmant dans ce contexte les engagements des pays développés tels qu'ils sont formulés au paragraphe 13 du chapitre 33 d'Action 21,

Rappelant la résolution 47/188 de l'Assemblée générale, et en particulier la priorité qu'elle a assignée à l'Afrique, et tous les autres résolutions, décisions et programmes pertinents des Nations Unies concernant la désertification et la sécheresse, ainsi que les déclarations pertinentes des pays africains et celles des pays d'autres régions,

Réaffirmant la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement qui énonce, dans son principe 2 qu'en vertu de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique en matière d'environnement et de développement et le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent de dommages à l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale,

Reconnaissant que les gouvernements nationaux jouent un rôle crucial dans la lutte contre la désertification et dans l'atténuation des effets de la sécheresse et que les progrès à cet égard dépendent de la mise en œuvre, dans les zones touchées, de programmes d'action au niveau local,

Reconnaissant également l'importance et la nécessité d'une coopération internationale et d'un partenariat dans la lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse,

Reconnaissant en outre qu'il importe de fournir aux pays en développement touchés, en particulier en Afrique, des moyens efficaces, notamment des ressources financières importantes, y compris des fonds nouveaux et supplémentaires et un accès à la technologie, faute de quoi il leur sera difficile de s'acquitter pleinement des obligations que leur impose la présente Convention

Préoccupées par les effets de la désertification et de la sécheresse sur les pays touchés d'Asie centrale et transcaucasie

Soulignant le rôle important que jouent les femmes dans les régions touchées par la désertification et/ou la sécheresse, en particulier dans les zones rurales des pays en développement, et l'importance d'une pleine participation tant des hommes que des femmes à tous les niveaux aux programmes de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse,

Insistant sur le rôle spécial joué par les organisations non gouvernementales et autres grands groupes dans les programmes de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse.

Ayant présent à l'esprit les rapports entre la désertification et d'autres problèmes environnementaux de dimension mondiale avec lesquels la communauté internationale et les communautés nationales sont aux prises,

Ayant aussi présente à l'esprit la contribution que la lutte contre la désertification peut offrir pour atteindre les objectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la Convention sur la diversité biologique et d'autres conventions connexes relatives à l'environnement,

Estimant que les stratégies de lutte contre la désertification et pour l'atténuation des effets de la sécheresse seront des plus efficaces si elles reposent sur une observation systématique sérieuse et sur des connaissances scientifiques rigoureuses, et si elles sont continuellement réévaluées,

Reconnaissant le besoin urgent d'améliorer l'efficacité et la coordination de la coopération internationale pour faciliter la mise en œuvre des plans et priorités nationaux,

Résolues à prendre des mesures appropriées pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, dans l'intérêt des générations présentes et futures.

Sont convenues de ce qui suit:

PREMIERE PARTIE

Introduction

Article premier

Emploi des termes

Aux fins de la présente Convention:

- (a) Le terme "désertification" désigne la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines;
- (b) L'expression "lutte contre la désertification" désigne les activités qui relèvent de la mise en valeur intégrée des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, en vue d'un développement durable et qui visent à:
- (i) prévenir et/ou réduire la dégradation des terres;
 - (ii) remettre en état les terres partiellement dégradées, et ;
 - (iii) restaurer les terres désertifiées.
- (c) Le terme "sécheresse" désigne le phénomène naturel qui se produit lorsque les précipitations ont été sensiblement inférieures aux niveaux normalement enregistrés et qui entraîne de graves déséquilibres hydrologiques préjudiciables aux systèmes de production des ressources en terres;
- (d) L'expression "atténuation des effets de la sécheresse" désigne les activités liées à la prévention de la sécheresse et visant à réduire la vulnérabilité de la société et des systèmes naturels face à la sécheresse dans le cadre de la lutte contre la désertification;
- (e) Le terme "terres" désigne le système bioproduitif terrestre qui comprend le sol, les végétaux, les autres êtres vivants et les phénomènes écologiques et hydrologiques qui se produisent à l'intérieur de ce système;
- (f) L'expression "dégradation des terres" désigne la diminution ou la disparition, dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, de la productivité biologique ou économique et de la complexité des terres cultivées non irriguées, des terres cultivées irriguées, des parcours, des pâturages, des forêts ou des surfaces boisées du fait de l'utilisation des terres ou d'un ou de plusieurs phénomènes, notamment de phénomènes, dus à l'activité de l'homme et à ses modes de peuplement, tels que:
- (i) L'érosion des sols causée par le vent et/ou l'eau,
 - (ii) La détérioration des propriétés physiques, chimiques et biologiques ou économiques des sols, et

(iii) La disparition à long terme de la végétation naturelle;

- (g) L'expression "zones arides, semi-arides et subhumides sèches" désigne les zones, à l'exclusion des zones arctiques et subarctiques, dans lesquelles le rapport entre les précipitations annuelles et l'évapotranspiration possible se situe dans une fourchette allant de 0,05 à 0,65;
- (h) L'expression "zones touchées" désigne les zones arides, semi-arides et/ou subhumides sèches touchées ou menacées par la désertification;
- (i) L'expression "pays touchés" désigne les pays dont la totalité ou une partie des terres sont touchées;
- (j) L'expression "organisation d'intégration économique régionale" désigne une organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée, qui a compétence à l'égard des questions régies par la présente Convention et qui a été dûment habilitée, selon ses procédures internes, à signer, ratifier, accepter ou approuver la Convention ou à y adhérer;
- (k) L'expression "pays développés Parties" désigne les pays développés Parties et les organisations d'intégration économique régionale composées de pays développés.

Article 2

Objectif

1. La présente Convention a pour objectif de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux, appuyées par des arrangements internationaux de coopération et de partenariat, dans le cadre d'une approche intégrée compatible avec le programme Action 21, en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées.

2. Pour atteindre cet objectif, il faudra appliquer des stratégies intégrées à long terme axées simultanément, dans les zones touchées, sur l'amélioration de la productivité des terres ainsi que sur la remise en état, la conservation et une gestion durable des ressources en terres et en eau, et aboutissant à l'amélioration des conditions de vie, en particulier au niveau des collectivités.

Article 3

Principes

Pour atteindre les objectifs de la présente Convention et pour en appliquer les dispositions, les Parties sont guidées, entre autres, par les principes suivants:

- (a) Les Parties devraient s'assurer que les décisions concernant la conception et l'exécution des programmes de lutte contre la désertification et/ou d'atténuation des effets de la sé-

cheresse soient prises avec la participation des populations et des collectivités locales, et qu'un environnement porteur soit créé aux échelons supérieurs pour faciliter l'action aux niveaux national et local;

(b) Les Parties devraient, dans un esprit de solidarité et de partenariat internationaux, améliorer la coopération et la coordination aux niveaux sous-régional, régional et international, et mieux concentrer les ressources financières, humaines, organisationnelles et techniques là où elles sont nécessaires;

(c) Les Parties devraient, dans un esprit de partenariat, instituer une coopération entre les pouvoirs publics à tous les niveaux, les collectivités, les organisations non gouvernementales et les exploitants des terres pour faire mieux comprendre, dans les zones touchées, la nature et la valeur de la terre et des rares ressources en eau, et pour promouvoir une utilisation durable de ces ressources; et

(d) Les Parties devraient prendre pleinement en considération la situation et les besoins particuliers des pays en développement touchés Parties, tout spécialement des moins avancés d'entre eux.

DEUXIEME PARTIE

Dispositions Generales

Article 4

Obligations générales

1. Les parties s'acquittent des obligations que leur impose la présente Convention, individuellement ou conjointement, au moyen d'accords bilatéraux et multilatéraux existants ou à venir ou grâce à la combinaison de ces différents types d'accords, selon qu'il convient, l'accent étant mis sur la nécessité de coordonner les efforts et de mettre au point une stratégie à long terme cohérente à tous les niveaux.

2. En vue d'atteindre l'objectif de la présente Convention, les Parties:

- (a) Adoptent une approche intégrée visant les aspects physiques, biologiques et socio-économiques de la désertification et de la sécheresse;
- (b) Prêtent dûment attention, au sein des organes internationaux et régionaux compétents, à la situation des pays en développement touchés parties du point de vue des échanges internationaux, des arrangements de commercialisation et de l'endettement, afin de créer un environnement économique international porteur, de nature à promouvoir un développement durable;
- (c) Intègrent des stratégies d'élimination de la pauvreté dans l'action menée pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;

(d) Encouragent la coopération entre les pays touchés Parties dans les domaines de la protection de l'environnement et de la conservation des ressources en terres et en eau qui ont un rapport avec la désertification et la sécheresse;

(e) Renforcent la coopération sous-régionale, régionale et internationale;

(f) Coopèrent au sein des organisations intergouvernementales compétentes;

(g) Arrêtent des mécanismes institutionnels, s'il y a lieu, en gardant à l'esprit la nécessité d'éviter les doubles emplois; et

(h) Encouragent le recours aux mécanismes et arrangements financiers multilatéraux et bilatéraux existants qui mobilisent et affectent des ressources financières importantes aux pays en développement touchés Parties pour les aider à lutter contre la désertification et à atténuer les effets de la sécheresse.

3. Les pays en développement touchés parties peuvent prétendre à une aide pour appliquer la Convention.

Article 5

Obligations des pays touchés parties

Outre les obligations que leur impose l'article 4, les pays touchés Parties s'engagent:

- (a) À accorder la priorité voulue à la lutte contre la désertification et à l'atténuation de la sécheresse, et à y consacrer des ressources suffisantes en rapport avec leur situation et leurs moyens;
- (b) À établir des stratégies et des priorités, dans le cadre des plans ou des politiques de développement durable, pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;
- (c) À s'attaquer aux causes profondes de la désertification et à accorder une attention particulière aux facteurs socio-économiques qui contribuent à ce phénomène;
- (d) À sensibiliser les populations locales, en particulier les femmes et les jeunes, et à faciliter leur participation, avec l'appui des organisations non gouvernementales, à l'action menée pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse; et
- (e) À créer un un environnement porteur en renforçant, selon qu'il convient, la législation pertinente et, s'il n'en existe pas, en adoptant de nouvelles lois, et en élaborant de nouvelles politiques à long terme et de nouveaux programmes d'action.

Article 6

Obligations des pays Parties développées

Outre les obligations générales que leur impose l'article 4, les pays développés Parties s'engagent:

- (a) À appuyer activement, comme convenu, individuellement ou conjointement, l'action menée par les pays en développement touchés Parties, en particulier ceux qui se trouvent en Afrique, et les pays les moins avancés, pour combattre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;
- (b) À fournir des ressources financières importantes et d'autres formes d'appui pour aider les pays en développement touchés Parties, en particulier ceux d'Afrique, à mettre au point et appliquer de façon efficace leurs propres plans et stratégies à long terme pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;
- (c) À favoriser la mobilisation de fonds nouveaux et additionnels, en application du paragraphe 2 (b) de l'article 20;
- (d) À encourager la mobilisation de fonds provenant du secteur privé et d'autres sources non gouvernementales; et
- (e) À favoriser et à faciliter l'accès des pays touchés Parties, en particulier des pays en développement Parties, à la technologie, aux connaissances et au savoir-faire appropriés.

Article 7

Priorité à l'Afrique

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la présente Convention, les parties accordent la priorité aux pays touchés Parties d'Afrique, compte tenu de la situation particulière qui prévaut dans cette région, sans négliger pour autant les pays en développement touchés Parties dans d'autres régions.

Article 8

Liens avec d'autres conventions

1. Les Parties encouragent la coordination des activités menées en vertu de la Convention et, si elles y sont Parties, en vertu d'autres accords internationaux pertinents, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique, afin de tirer le meilleur profit des activités prévues par chaque accord tout en évitant les doubles emplois. Les Parties encouragent l'exécution de programmes communs, en particulier dans les domaines de la recherche, de la formation, de l'observation systématique ainsi que de la collecte et de l'échange d'informations, dans la mesure où ces activités peuvent aider à atteindre les objectifs des accords en question.

2. Les dispositions de la présente Convention ne portent nullement atteinte aux droits et obligations de toute Partie découlant d'un accord bilatéral, régional ou international par lequel celle-ci s'est liée avant l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cette Partie.

TROISIEME PARTIE

Programmes d'action, Cooperation Scientifique et Technique et Mesures d'appui

SECTION 1

Programmes d'action

Article 9

Approche générale

1. Pour s'acquitter des obligations que leur impose l'article 5, les pays en développement touchés Parties et, dans le cadre de l'annexe pertinente concernant la mise en oeuvre au niveau régional ou dans un autre cadre, tout autre pays touchés Partie qui a informé le secrétariat permanent par écrit de son intention d'élaborer un programme d'action national élaborent, rendent publics et exécutent, selon qu'il convient, des programmes d'action nationaux, en se servant ou en tirant parti, autant que possible, des plans et programmes en cours qui donnent de bons résultats, et des programmes d'action sous-régionaux et régionaux, pour en faire l'élément central de la stratégie de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse. Ces programmes seront mis à jour, dans le cadre d'un processus participatif permanent, compte tenu des enseignements tirés de l'action menée sur le terrain ainsi que des résultats de la recherche. La préparation des programmes nationaux se fera en étroite coordination avec les autres travaux d'élaboration de politiques nationales de développement durable.

2. Dans le cadre des différentes formes d'aide qu'ils apportent conformément à l'article 6, les pays développés parties accordent en priorité, comme convenu, un appui aux programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux des pays en développement touchés parties, en particulier de ceux qui se trouvent en Afrique, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organisations multilatérales compétentes, soit les deux à la fois.

3. Les Parties encouragent les organes, fonds et programmes du système des Nations Unies et les autres organisations intergouvernementales compétentes, les établissements d'enseignement, la communauté scientifique et les organisations non gouvernementales en mesure de coopérer, conformément à leur mandat et à leurs capacités, à appuyer l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi des programmes d'action.

Article 10

Programmes d'action nationaux

1. Les programmes d'action nationaux ont pour but d'identifier les facteurs qui contribuent à la désertification et les mesures concrètes à prendre pour lutter contre celle-ci et atténuer les effets de la sécheresse.

2. Les programmes d'action nationaux précisent le rôle revenant respectivement à l'État, aux collectivités locales et aux exploitants des terres ainsi que les ressources disponibles et nécessaires. Ils doivent, entre autres:

- (a) Définir des stratégies à long terme pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, mettre l'accent sur la mise en oeuvre et être intégrés aux politiques nationales de développement durable;
- (b) Pouvoir être modifiés en fonction de l'évolution de la situation et être suffisamment souples au niveau local pour s'adapter aux différentes conditions socio-économiques, biologiques et géophysiques;
- (c) Accorder une attention particulière à l'application de mesures préventives pour les terres qui ne sont pas encore dégradées ou qui ne le sont que légèrement;
- (d) Renforcer les capacités climatologiques, météorologiques et hydrologiques nationales et les moyens de lancer des alertes précoces de sécheresse;
- (e) Promouvoir des politiques et renforcer les cadres institutionnels propres à permettre de développer la coopération et la coordination, dans un esprit de partenariat, entre la communauté des donateurs, les pouvoirs publics à tous les niveaux, les populations locales et les groupements communautaires, et faciliter l'accès des populations locales à l'information et aux technologies appropriées;
- (f) Prévoir la participation effective aux niveaux local, national et régional d'organisations non gouvernementales et des populations locales, et en particulier des utilisateurs des ressources, notamment des cultivateurs et des pasteurs et des organisations qui les représentent, en faisant une place aussi large aux femmes qu'aux hommes, à la planification des politiques, à la prise des décisions ainsi qu'à la mise en oeuvre et à l'examen des programmes d'action nationaux; et
- (g) Prévoir l'obligation de faire le point, à intervalles réguliers, sur la mise en oeuvre de ces programmes et d'établir des rapports sur l'état d'avancement des travaux.

3. Les programmes d'action nationaux peuvent prévoir notamment tout ou partie des mesures ci-après pour prévenir et atténuer les effets de la sécheresse:

- (a) La création de système d'alerte précoce, y compris d'installations locales et nationales et de systèmes communs aux niveaux sous-régional et régional, ainsi que de mécanismes pour aider les personnes déplacées pour des raisons écologiques, et/ ou leur renforcement, selon qu'il convient;
- (b) Le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion des situations de sécheresse, y compris des plans d'intervention d'urgence aux niveaux local, national, sous-régional et régional, tenant compte à la fois des prévisions climatiques saisonnières et des prévisions d'une année à l'autre;

(c) La mise en place et/ ou le renforcement, selon qu'il convient, de systèmes de sécurité alimentaire, y compris d'installations d'entreposage et de commercialisation, en particulier en milieu rural;

(d) L'élaboration de projets visant à promouvoir de nouveaux moyens d'existence susceptibles d'assurer des revenus dans les zones sujettes à la sécheresse; et

(e) L'élaboration de programmes d'irrigation durables pour les cultures et l'élevage.

4. Compte tenu de la situation de chaque pays touché Partie et de ses besoins propres, les programmes d'action nationaux prévoient, entre autres, selon qu'il convient, des mesures dans tout ou partie des domaines prioritaires ci-après, qui ont un rapport avec la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse dans les zones touchées et concernent leurs populations: promotion de nouveaux moyens d'existence et amélioration de l'environnement économique national en vue de renforcer les programmes d'élimination de la pauvreté et de sécurité alimentaire, dynamique démographique, gestion durable des ressources naturelles, pratiques agricoles écologiquement durables, mise en valeur et utilisation efficace de diverses sources d'énergie, cadres institutionnels et juridiques, renforcement des moyens d'évaluation et d'observation systématique, avec notamment la création de services hydrologiques et météorologiques, et renforcement des capacités, éducation et sensibilisation du public.

Article 11

Programmes d'action sous-régionaux et régionaux

Les pays touchés Parties se consultent et coopèrent pour élaborer, selon qu'il conformément aux annexes pertinentes concernant la mise en oeuvre au niveau régional, des programmes d'action sous-régionaux ou régionaux en vue d'harmoniser, de compléter et de rendre plus efficaces les programmes nationaux. Les dispositions de l'article 10 s'appliquent *mutatis mutandis* aux programmes sous-régionaux. Cette coopération peut s'étendre aussi à l'application de programmes conjoints arrêtés d'un commun accord pour la gestion durable des ressources naturelles transfrontières, la collaboration scientifique et technique et le renforcement des institutions compétentes.

Article 12

Coopération internationale

Les pays touchés Parties devraient, en collaboration avec les autres Parties et la communauté internationale, coopérer pour promouvoir un environnement international porteur aux fins de la mise en oeuvre de la Convention. Cette coopération devrait s'étendre au transfert de technologie, ainsi qu'à la recherche-développement scientifique, à la collecte et à la diffusion d'informations et aux ressources financières.

Article 13

Appui à l'élaboration et à la mise oeuvre des programmes d'action.

1. Les mesures destinées à appuyer les programmes d'action en application de l'article 9 comprennent, entre autres:

- (a) Une coopération financière visant à assurer aux programmes d'action une prévisibilité de nature à permettre la planification à long terme nécessaire;
- (b) L'élaboration et l'utilisation de mécanismes de coopération offrant de meilleures possibilités d'appui à l'échelon local, y compris par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales, afin de favoriser la reproduction, s'il y a lieu, des activités couronnées de succès menées dans le cadre de programmes pilotes;
- (c) Une souplesse accrue dans la conception, le financement et la mise en oeuvre des projets, conformément à l'approche expérimentale, itérative, qui convient à une action à l'échelon des collectivités locales basée sur la participation; et.
- (d) Selon qu'il convient, des procédures administratives et budgétaires propres à renforcer l'efficacité de la coopération et des programmes d'appui.

2. Cet appui aux pays en développement Parties est accordé en priorité aux pays africains Parties est aux pays les moins avancés Parties.

Article 14

Coordination aux stades de l'élaboration et de la mise en oeuvre des programmes d'action

1. Les Parties collaborent étroitement, directement et par l'intermédiaire des organisations intergouvernementales compétentes, pour élaborer et mettre en oeuvre les programmes d'action.

2. Les Parties mettent au point, en particulier aux niveaux national et local, des mécanismes opérationnels propres à garantir la coordination la plus poussée possible entre les pays développés Parties, les pays en développement Parties et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, afin d'éviter les doubles emplois, d'harmoniser les interventions et les approches et de maximiser l'effet de l'aide. Dans les pays en développement Parties, on s'attachera en priorité à coordonner les activités relatives à la coopération internationale afin de parvenir à une efficacité maximale dans l'utilisation des ressources, d'assurer une aide adaptée et de faciliter la mise en oeuvre des programmes nationaux et le respect des priorités ax termes de la présente Convention.

Article 15

Annexes concernant la mise en oeuvre au niveau régional

Les éléments à incorporer dans les programmes d'action sont choisis et adaptés en fonction des caractéristiques socio-économiques, géographiques et climatiques des pays Parties ou régions touchés, ainsi que de leur niveau de développement. Des directives pour l'élaboration des programmes d'action, précisant l'orientation et le contenu de ces derniers pour les différentes sous-régions et régions, sont formulées dans les annexes concernant la mise en oeuvre au niveau régional.

SECTION 2

Coopération scientifique et technique

Article 16

Collecte, analyse et échange d'informations

Les Parties conviennent, selon leurs capacités respectives, d'intégrer et de coordonner la collecte, l'analyse et l'échange de données et d'informations pertinentes portant sur des périodes de courte et de longue durée pour assurer l'observation systématique de la dégradation des terres dans les zones touchées et mieux comprendre et évaluer les phénomènes et les effets de la sécheresse et de la désertification. Cela contribuerait notamment à la mise sur pied d'un système d'alerte précoce et de planification préalable pour les périodes de variations climatiques défavorables sous une forme se prêtant à une application pratique par les utilisateurs à tous les niveaux, notamment par les populations locales. A cet effet, les Parties, selon qu'il convient:

- (a) Facilitent et renforcent le fonctionnement du réseau mondial d'institutions et d'installations pour la collecte, l'analyse et l'échange d'informations ainsi que l'observation systématique à tous les niveaux, ledit réseau devant:
 - (i) Chercher à utiliser des normes et des systèmes compatibles,
 - (ii) Inclure les données et stations appropriées, y compris dans les zones reculées,
 - (iii) Utiliser et diffuser les technologies modernes de collecte, de transmission et d'évaluation des données sur la dégradation des terres, et
 - (iv) Resserrer les liens entre les centres de données et d'information nationaux, sous-régionaux et régionaux et les sources d'information mondiales;
- (b) S'assurent que les activités de collecte, d'analyse et d'échange d'informations répondent aux besoins des collectivités locales et à ceux des décideurs, en vue de résoudre des problèmes spécifiques, et veillent à ce que les collectivités locales y participent;
- (c) Appuient et développent les programmes et projets bilatéraux et multilatéraux visant à définir, entreprendre, évaluer et financer la collecte, l'analyse et l'échange de données et d'informations, y compris, entre autres, de séries intégrées d'indicateurs physiques, biologiques, sociaux et économiques;
- (d) Mettent pleinement à profit le savoir-faire des organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, en particulier pour diffuser les informations et les résultats d'expériences pertinents auprès de groupes cibles dans différentes régions;

- (e) Accordent toute l'importance voulue à la collecte, l'analyse et l'échange de données socio-économiques, ainsi qu'à leur intégration aux données physiques et biologiques;
- (f) Échangent et communiquent ouvertement et promptement l'intégralité des informations émanant de toutes les sources publiques qui concernent la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse; et
- (g) Sous réserve des dispositions de leur législation et/ou de leurs politiques nationales, échangent des informations sur les connaissances traditionnelles et locales en veillant à en assurer dûment la protection et en faisant profiter de manière appropriée les populations locales concernées des avantages qui en découlent, de façon équitable et selon des modalités arrêtées d'un commun accord.

Article 17

Recherche-développement

1. Les Parties s'engagent, selon leurs capacités respectives, à favoriser la coopération technique et scientifique dans les domaines de la lutte contre la désertification et de l'atténuation des effets de la sécheresse par l'intermédiaire des institutions compétentes aux niveaux national, sous-régional, régional et international. A cet effet, elles appuient les activités de recherche qui:

- (a) Aident à mieux comprendre les processus qui aboutissent à la désertification et à la sécheresse aussi bien que l'impact et le rôle respectif des facteurs naturels et humains qui en sont la cause, en vue de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse et de parvenir à une meilleure productivité ainsi qu'à une utilisation et une gestion durables des ressources;
- (b) Répondent à des objectifs bien définis, visent à satisfaire les besoins spécifiques des populations locales et permettent de trouver et d'appliquer des solutions de nature à améliorer les conditions de vie des populations des zones touchées;
- (c) Sauvegardent, intègrent et valorisent les connaissances, savoir-faire et pratiques locaux et traditionnels et en confirment la validité en s'assurant, conformément à leur législation et/ou à leurs politiques nationales respectives, que les détenteurs de ces connaissances tirent directement profit, de façon équitable et selon des modalités arrêtées d'un commun accord, de toute exploitation commerciale qui pourrait en être faite ou de tout progrès technologique qui pourrait en découler;
- (d) Développent et renforcent les capacités de recherche nationales, sous-régionales et régionales dans les pays en développement touchés Parties, particulièrement en Afrique, y compris le développement des compétences

locales et le renforcement des capacités appropriées, surtout dans les pays où l'infrastructure de la recherche est faible, en accordant une attention particulière à la recherche socio-économique pluridisciplinaire et participative;

- (e) Tiennent compte, lorsqu'il y a lieu, des rapports entre la pauvreté, les migrations dues à des facteurs écologiques et la désertification;
- (f) Favorisent la mise en oeuvre de programmes de recherche menés conjointement par des organismes de recherche nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, pour mettre au point, grâce à la participation effective des populations et des collectivités locales, des technologies meilleures, peu onéreuses et accessibles aux fins d'un développement durable; et
- (g) Permettent d'accroître les ressources en eau disponibles dans les zones touchées, au moyen, notamment, de l'ensemencement des nuages.

2. Les priorités en matière de recherche pour les différentes régions et sous-régions, qui varient en fonction de la situation locale, devraient être indiquées dans les programmes d'action. La conférence des Parties réexamine périodiquement ces priorités, en se fondant sur les avis du Comité de la science et de la technologie.

Article 18

Transfert, acquisition, adaptation et mise au point de technologies

1. Les Parties s'engagent, ainsi qu'elles en sont convenues d'un commun accord et conformément à leur législation et/ou leurs politiques nationales, à promouvoir, financer et/ou faciliter le financement du transfert, de l'acquisition, de l'adaptation et de la mise au point de technologies écologiquement rationnelles, économiquement viables et socialement acceptables pour lutter contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse, en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées. Cette coopération est menée à l'échelon bilatéral ou multilatéral, selon qu'il convient, les parties mettant pleinement à profit le savoir-faire des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. En particulier, les Parties:

- (a) Utilisent pleinement les systèmes et les centres d'information appropriés qui existent aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour la diffusion d'information sur les technologies disponibles, leurs sources, les risques qu'elles présentent pour l'environnement et les conditions générales dans lesquelles elles peuvent être acquises;
- (b) Facilitent l'accès, en particulier des pays en développement touchés Parties, à des conditions favorables, notamment à des conditions concessionnelles et préférentielles, ainsi qu'elles en sont convenues d'un commun accord.

cord, compte tenu de la nécessité de protéger les droits de propriété intellectuelle, aux technologies qui se prêtent le mieux à une application pratique répondant aux besoins spécifiques des populations locales, en accordant une attention particulière aux répercussions sociales, culturelles et économiques de ces technologies et à leur impact sur l'environnement;

- (c) Facilitent la coopération technologique entre les pays touchés parties grâce à une assistance financière ou par d'autres moyens appropriés;
- (d) Élargissent la coopération technologique avec les pays en développement touchés parties, y compris, lorsqu'il y a lieu, sous forme de coentreprises, notamment dans les secteurs qui contribuent à offrir de nouveaux moyens d'existence; et
- (e) Prennent les dispositions voulues pour instaurer sur les marchés nationaux des conditions et des mesures d'incitation, fiscales ou autres, de nature à favoriser la mise au point, le transfert, l'acquisition et l'adaptation de technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques appropriés, y compris des dispositions pour assurer une protection adéquate et effective des droits de propriété intellectuelle.

2. Les parties, selon leurs capacités respectives et conformément à leur législation et/ ou leurs politiques nationales, protègent, s'emploient à promouvoir et utilisent en particulier les technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques traditionnels et locaux. A cet effet, elles s'engagent à:

- (a) Répertorier ces technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques ainsi que leurs utilisations potentielles, avec la participation des populations locales, et à diffuser les informations correspondantes, selon qu'il convient, en coopération avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes;
- (b) Assurer que ces technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques sont convenablement protégés et que les populations locales profitent directement, de façon équitable et comme convenu d'un commun accord, de toute exploitation commerciale qui pourrait en être faite ou de tout développement technologique qui pourrait en découler;
- (c) Encourager et à appuyer activement l'amélioration et la diffusion de ces technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques ou la mise au point, à partir de ces derniers, de nouvelles technologies; et
- (d) Faciliter, selon qu'il convient, l'adaptation de ces technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques de façon qu'ils puissent être largement utilisés, et à les intégrer, au besoin, aux technologies modernes.

SECTION 3

Mesures d'appui

Article 19

Renforcement des capacités, éducation et sensibilisation du public

1. Les Parties reconnaissent l'importance du renforcement des capacités c'est-à-dire du renforcement des capacités locales et nationales pertinentes — pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse. Elles s'emploient à promouvoir, selon qu'il convient, le renforcement des capacités:

- a) Grâce à la pleine participation de la population locale à tous les niveaux, en particulier au niveau local, tout spécialement des femmes et des jeunes, avec la coopération d'organisations non gouvernementales et locales;
- b) En renforçant les capacités de formation et de recherche au niveau national dans le domaine de la désertification et de la sécheresse;
- c) En créant des services d'appui et de vulgarisation, et/ou en les renforçant, pour une diffusion plus efficace des technologies et des méthodes pertinentes, et en formant des vulgarisateurs et des membres des organisations rurales aux méthodes participatives de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles;
- d) En encourageant l'utilisation et la diffusion des connaissances, savoir-faire et pratiques des populations locales dans le cadre des programmes de coopération technique, chaque fois que cela est possible;
- e) En adaptant, si nécessaire, les technologies écologiquement rationnelles et les méthodes traditionnelles d'agriculture et de pastoralisme pertinentes aux conditions socio-économiques modernes;
- f) En dispensant une formation appropriée relative à l'utilisation des sources d'énergie de substitution, en particulier des sources d'énergie renouvelables, et en fournissant les technologies voulues afin, notamment, de réduire la dépendance à l'égard du bois de feu;
- g) Grâce à la coopération, ainsi qu'elles en sont convenues d'un commun accord, en vue de renforcer la capacité de pays en développement touchés Parties de mettre au point et d'exécuter des programmes dans le domaine de la collecte, de l'analyse et de l'échange d'informations, en application de l'article 16;
- h) Grâce à des formules novatrices pour promouvoir de nouveaux moyens d'existence, y compris la formation en vue de l'acquisition de nouvelles qualifications;
- i) En formant des décideurs, des gestionnaires ainsi que du personnel chargé de la collecte et de l'analyse des données, de la diffusion et de l'utilisation des informations sur la production alimentaire;

j) Grâce à un meilleur fonctionnement des institutions et des cadres juridiques nationaux existants et, si nécessaire, à la création de nouvelles institutions et de nouveaux cadres ainsi qu'au renforcement de la planification des stratégies et de la gestion; et

k) Au moyen de programmes d'échange de personnel afin de renforcer les capacités dans les pays touchés Parties grâce à un processus interactif d'apprentissage et d'étude sur le long terme.

2. Les pays en développement touchés Parties procèdent en coopération avec les autres Parties et les organisations intergouvernementales et non pluridisciplinaire des capacités, selon qu'il convient, à un examen pluridisciplinaire des capacités et installations disponibles aux niveaux local et national, et des possibilités de les renforcer.

3. Les Parties coopèrent les unes avec les autres et par l'intermédiaire des organisations intergouvernementales, compétentes, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales, pour entreprendre et appuyer des programmes de sensibilisation et d'éducation du public dans les pays non touchés Parties afin de faire mieux comprendre quels sont les causes et les effets de la désertification et de la sécheresse et combien il importe d'atteindre les objectifs de la présente Convention. A cet effet, elles:

- a) Organisent des campagnes de sensibilisation destinées au grand public;
- b) S'emploient à promouvoir, de façon permanente, l'accès du public aux informations pertinentes, ainsi qu'une large participation de ce dernier aux activités d'éducation et de sensibilisation;
- c) Encouragent la création d'associations qui contribuent à sensibiliser le public;
- d) Mettent au point et échangent du matériel éducatif et de sensibilisation du public, si possible dans les langues locales, échangent et détachent des experts pour former le personnel des pays en développement touchés Parties à la mise en oeuvre de programmes d'éducation et de sensibilisation, et mettent pleinement à profit le matériel éducatif disponible dans les organismes internationaux compétents;
- e) Évaluent les besoins en matière d'éducation dans les zones touchées, élaborent des programmes scolaires appropriés développent, selon que de besoin, les programmes éducatifs et d'alphabétisation des adultes et les possibilités offertes à tous, en particulier aux filles et aux femmes, en vue de l'identification, de la conservation ainsi que de l'utilisation et de la gestion durables des ressources naturelles des zones touchées, et
- f) Mettent au point des programmes participatifs pluridisciplinaires qui intègrent la sensibilisation aux problèmes de désertification et de sécheresse dans les systèmes d'éducation et dans les programmes d'enseignement extrascolaire, d'éducation des adultes, de téléenseignement et d'enseignement pratique.

4. La Conférence des Parties constitue et/ou renforce des réseaux de centres régionaux d'éducation et de formation pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse. Ces réseaux sont coordonnés par une institution créée ou désignée à cet effet afin de former du personnel scientifique, technique et de la formation dans les pays touchés parties, lorsqu'il y a lieu, en vue de l'harmonisation des programmes et de l'organisation d'échanges d'expériences entre ces institutions. Ces réseaux coopèrent étroitement avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes pour éviter les doubles emplois.

Article 20

Ressources financières

1. Les moyens de financement étant d'une importance fondamentale pour atteindre l'objectif de la Convention, les Parties ne ménagent aucun effort, dans la mesure de leurs capacités, pour faire en sorte que des ressources financières adéquates soient dégagées en faveur de programmes de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse.

2. A cet égard, les pays développés Parties, tout donnant la priorité aux pays africains touchés Parties et sans négliger pour autant les pays en développement touchés parties dans d'autres régions, conformément à l'article 7, s'engagent à:

- a) Mobiliser d'importantes ressources financières, y compris sous forme de dons et de prêts à des conditions concessionnelles, pour appuyer la mise en oeuvre de programmes visant à lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;
- b) Promouvoir la mobilisation de ressources financières adéquates, prévisibles et en temps voulu, y compris de fonds nouveaux et additionnels fournis par le fonds pour l'environnement mondial pour financer les coûts supplémentaires convenus des activités se rapportant à la désertification qui relèvent de ses quatre principaux domaines d'action, conformément aux dispositions pertinentes de l'instrument portant création dudit Fonds;
- c) Faciliter, grâce à la coopération internationale, le transfert de technologie, de connaissances et de savoir-faire; et
- d) Étudier, en coopération avec les pays en développement touchés Parties, des méthodes et des incitations possibles pour mobiliser et acheminer des ressources, y compris celles de fondations d'organisations non gouvernementales et d'autres entités du secteur privé, en particulier les conversions de créances et d'autres moyens novateurs qui permettent d'accroître le financement en réduisant la charge de la dette extérieure des pays en développement touchés Parties, en particulier de ceux qui se trouvent en Afrique.

3. Les pays en développement touchés Parties, compte tenu de leurs moyens, s'engagent à mobiliser des ressources financières adéquates pour mettre en oeuvre leurs programmes d'actions nationales.

4. Lorsqu'elles mobilisent des ressources financières, les Parties s'efforcent d'utiliser pleinement et de continuer à améliorer qualitativement tous les mécanismes et sources de financement nationaux, bilatéraux et multilatéraux en recourant à des consortiums, à des programmes communs et à des financements parallèles, et recherchent la participation des mécanismes et sources de financement du secteur privé, notamment ceux des organisations non gouvernementales. A cette fin, les Parties utilisent pleinement les mécanismes opérationnels mis au point en application de l'article 14.

5. Afin de mobiliser les ressources financières dont les pays en développement touchés Parties ont besoin pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, les Parties:

- (a) Rationalisent et renforcent la gestion des ressources déjà allouées à la lutte contre la désertification et à l'atténuation des effets de la sécheresse en les utilisant de manière plus efficace et efficiente, en évaluant leurs succès et leurs échecs, en supprimant les entraves à leur emploi efficace et, là où c'est nécessaire, en réorientant les programmes à la lumière de l'approche intégrée à long terme adoptée en vertu de la présente Convention;
- (b) Accordent la priorité et l'attention voulues, au sein des organes dirigeants des institutions financières, dispositifs et fonds multilatéraux, y compris les banques et les fonds régionaux de développement, à l'appui aux pays en développement touchés parties, en particulier ceux qui se trouvent en Afrique, pour des activités qui font progresser la mise en oeuvre de la Convention, notamment des programmes d'action qu'elles entreprennent dans le cadre des annexes concernant la mise en oeuvre au niveau régional; et
- (c) Examinent les moyens par lesquels la coopération régionale et sous-régionale peut être renforcée pour appuyer les efforts faits au niveau national.

6. Les autres Parties sont encouragées à fournir, à titre volontaire, les connaissances, le savoir-faire et les techniques concernant la désertification et/ou des ressources financières aux pays en développement touchés Parties.

7. En remplissant les obligations qui leur incombent selon la Convention, y compris en particulier celles se rapportant aux ressources financières et au transfert de technologie, les pays développés Parties aideront de façon significative les pays en développement touchés Parties, particulièrement ceux d'Afrique, à s'acquitter pleinement de leurs obligations selon la Convention. En remplissant leur obligations, les pays développés Parties devraient prendre pleinement en compte le fait que le développement économique et social et l'élimination de la pauvreté sont les premières priorités des pays en développement touchés Parties, particulièrement ceux d'Afrique.

Article 21

Mécanismes financiers

1. La Conférence des Parties favorise la disponibilité de mécanismes financiers et encourage ces mécanismes à s'efforcer de veiller à ce que les pays en développement touchés Parties, en particulier ceux qui se trouvent en Afrique, disposent du maximum de fonds pour mettre en oeuvre la Convention. A cette fin, la Conférence des Parties envisage, entre autres, en vue de leur adoption, des méthodes et des politiques pour:

- (a) Faciliter la mise à disponibilité des fonds nécessaires aux niveaux national, sous-régional ou mondial pour les activités menées conformément aux dispositions pertinentes de la Convention;
- (b) Favoriser les approches, mécanismes et accords fondés sur plusieurs sources de financement ainsi que leur évaluation, conformément à l'article 20;
- (c) Fournir régulièrement aux Parties intéressées et aux organisations intergouvernementales compétentes, afin de faciliter la coordination entre elles, des renseignements sur les sources de financement disponibles et sur les modes de financement;
- (d) Faciliter, selon qu'il convient, la création de mécanismes tels que des fonds nationaux relatifs à la désertification, y compris ceux qui font appel à la participation d'organisations non les ressources financières au niveau local dans pays en développement touchés Parties; et
- (e) Renforcer les fonds et mécanismes financiers existents aux niveaux sous-régional et régional, en particulier en Afrique, pour appuyer plus efficacement la mise en oeuvre de la Convention.

2. La Conférence des Parties encourage aussi l'apport, par l'intermédiaire des divers mécanismes du système des Nations Unies et des institutions financières, d'un appui aux niveaux national, sous-régional et régional pour les activités qui permettent aux pays en développement Parties de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention.

3. Les pays développement touchés Parties utilisent et, si nécessaire, établissent et/ou renforcent des mécanismes nationaux de coordination intégrés dans les programmes nationaux de développement et à même d'assurer l'emploi rationnel de toutes les ressources financières disponibles. Ils ont aussi recours à des processus fondés sur la participation, qui font appel aux organisations non gouvernementales, aux groupes locaux et au secteur privé, pour trouver des fonds élaborer et mettre en oeuvre des programmes et assurer l'accès des groupes au niveau local aux financements. Ces actions peuvent être rehaussées par une coordination améliorée et une programmation souple de la part de ceux qui fournissent une aide.

4. Afin d'accroître l'efficacité et l'efficience des mécanismes financiers existants, un mécanisme mondial chargé d'encourager les actions conduisant à la mobilisation et à l'acheminement, au profit des pays en développe-

ment touchés Parties, de ressources financières importantes, notamment pour le transfert de technologie, sous forme de dons et/ou à des conditions de faveur ou à d'autres conditions, est établi par la présente Convention. Ce Mécanisme mondial fonctionne sous l'autorité et la conduite de la Convention des Parties et est responsable devant elle.

5. La Conférence des Parties identifie, à sa première session, une organisation pour y installer le Mécanisme mondial. La Conférence des Parties et l'organisation qu'elle a identifiée conviennent de modalités relatives à ce Mécanisme mondial afin de veiller à ce qu'il:

- (a) Identifie les programmes de coopération bilatéraux et multilatéraux pertinents qui sont disponibles pour mettre en oeuvre la Convention et en dresse l'inventaire;
- (b) Fournisse, aux Parties qui le demandent, des avis sur les méthodes novatrices de financement et les sources d'assistance financière, ainsi que sur l'amélioration de la coordination des activités de coopération au niveau national;
- (c) Fournisse aux Parties intéressées et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes des informations sur les sources de financement disponibles et sur les modes de financement afin de faciliter la coordination entre elles; et.
- (d) Fasse rapport à Conférence des Parties sur ses activités à partir de la deuxième session ordinaire de celle-ci.

6. La Conférence des Parties prend, à sa première session, avec l'organisation qu'elle a identifiée pour y installer le Mécanisme mondial, des dispositions appropriées pour les opérations administratives de ce dernier, en faisant appel, dans la mesure du possible, aux ressources budgétaires et humaines existantes.

7. La Conférence des Parties examine à sa troisième session ordinaire les politiques, modalités de fonctionnement et activités du Mécanisme mondial lequel est responsable envers elle en vertu du paragraphe 4, en tenant compte des dispositions de l'article 7. Sur la base de cet examen, elle envisage et prend les mesures appropriées.

QUATRIÈME PARTE

Institutions

Article 22

Conférence des Parties

1. Il est créé une Conférence des Parties.

2. La Conférence des Parties est l'organe suprême de la Convention. Elle prend les limites de son mandat, les décisions nécessaires pour en promouvoir la mise en oeuvre effective. En particulier, elle:

- (a) Fait régulièrement le point sur la mise en oeuvre de la Convention et le fonctionnement des arrangements institutionnels à la lu-

mière de l'expérience acquise aux niveaux national, sous-régional, régional et international et en tenant compte de l'évolution des connaissances scientifiques et technologiques;

- (b) S'emploie à promouvoir et facilite l'échange d'informations sur les mesures adoptées par les Parties, et arrête le mode de présentation des informations à soumettre en vertu de l'article 26, fixe calendrier suivant lequel elles doivent être communiquées, examine les rapports et formule des recommandations à leur sujet;
- (c) Crée les organes subsidiaires jugés nécessaires aux fins de la mise en oeuvre de la Convention
- (d) Examine les rapports qui lui sont soumis par ses organes subsidiaires, auxquels elle donne des directives;
- (e) Arrête et adopte, par consensus, ses règles de gestion financières ainsi que ceux de ses organes subsidiaires;
- (f) Adopte les amendements à la Convention, en vertu des articles 30 et 31;
- (g) Approuve son programme d'activités et son budget, y compris ceux de ses organes subsidiaires, et prend mesures nécessaires pour leur financement;
- (h) Sollicite, selon qu'il convient, le concours des organes et organismes compétents, qu'ils soient nationaux, internationaux, intergouvernementaux ou non gouvernementaux et utilise leurs services et les informations qu'ils fournissent;
- (i) S'emploie à promouvoir l'établissement de liens avec les autres conventions pertinentes et à les renforcer, tout en évitant les doubles emplois; et.
- (j) Exerce les autres fonctions qui peuvent être nécessaires pour atteindre l'objectif de la Convention.

3. A sa première session, la Conférence des Parties adopte, par consensus, son règlement intérieur, qui définit les procédures de prise de décisions applicables aux questions pour lesquelles la Convention n'en a pas déjà prévu. Des majorités particulières peuvent être requises pour l'adoption de certaines décisions.

4. La première session de la Conférence des Parties est convoquée par le Secrétariat provisoire visé à l'article 35 et se tient au plus tard après l'entrée en vigueur de la Convention. A moins que la Conférence des Parties n'en décide autrement, les deuxième, troisième et quatrième sessions ordinaires se tiendront annuellement, et les sessions ordinaires ultérieures tous les deux ans.

5. La Conférence des Parties se réunit en session extraordinaire à tout autre moment si elle en décide ainsi en session ordinaire ou si une Partie en fait la demande par écrit, à condition que cette demande soit ap-

puyée par un tiers au moins des Parties, dans les trois mois qui suivent sa communication aux Parties par le Secrétariat permanent.

6. A chaque session ordinaire, la Conférence des Parties élit un bureau. La structure et les fonctions du Bureau, sont définies dans le règlement intérieur. Pour désigner le Bureau, il est dûment tenu compte de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable et une représentation adéquate des pays touchés Parties, en particulier de ceux qui se trouvent en Afrique.

7. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que tout Etat membre d'une de ces organisations ou doté du statut d'observateur auprès d'une de ces organisations, qui n'est pas Parties à la Convention, peuvent être représentés aux sessions de la Conférence des Parties en qualité d'observateurs. Tout organe ou organisme, national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental qui est compétent dans les domaines visés par la Convention et a fait savoir au Secrétariat permanent qu'il souhaitait être représenté à une session de la Conférence des Parties en qualité d'observateur, peut y être admis en cette qualité, à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fasse objection. L'admission et la participation d'observateurs sont régies par le règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

8. La Conférence des Parties peut demander aux organisations nationales et internationales compétentes qui possèdent les connaissances spécialisées pertinentes de lui donner des renseignements concernant le paragraphe (g) de l'article 16, le paragraphe 1 (c) de l'article 17, et le paragraphe 2 (b) de l'article 18.

Article 23

Secrétariat permanent

1. Il est créé un Secrétariat permanent.

2. Les fonctions du Secrétariat permanent sont les suivantes:

- (a) Organiser les sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires créés en vertu de la Convention et leur fournir les services voulus;
- (b) Compiler et transmettre les rapports qu'il reçoit;
- (c) Faciliter, à leur demande, l'octroi d'un aide aux pays en développement touchés Parties, en particulier à ceux qui se trouvent en Afrique, aux fins de la compilation et de la communication des informations requises en vertu de la Convention;
- (d) Coodonner ses activités avec celles des Secrétariats des autres organismes et conventions internationaux pertinents;
- (e) Conclure, selon les directives de la Conférence des Parties, les arrangements administratifs et contractuels qui peuvent être nécessaires pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions;

(f) Établir des rapports dans lesquels il rend compte de la façon dont il s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par la présente Convention et les présenter à la Conférence des parties; et

(g) Remplir les autres fonctions de secrétariat que la Conférence des Parties peut lui assigner.

3. A sa première session, la Conférence des Parties désigne un Secrétariat permanent et prend des dispositions pour en assurer le fonctionnement.

Article 24

Comité de la science et de la technologie

1. Il est créé un Comité de la science et de la technologie en tant qu'organe subsidiaire de la Conférence des Parties afin de fournir à celle-ci des informations et des avis sur des questions technologiques relatives à la lutte contre la désertification et à l'atténuation des effets de la sécheresse. Le Comité se réunit à l'occasion des sessions ordinaires de la Conférence des Parties. C'est un organe pluridisciplinaire ouvert à la participation de toutes les Parties. Il est composé de représentants des gouvernements faisant autorité dans leur domaine de compétence. La Conférence des Parties arrête le mandat du Comité à sa première session.

2. La Conférence des Parties établit et tient à jour un fichier d'experts indépendants possédant des connaissances spécialisées et une expérience dans les domaines concernés. Ce fichier est établi à partir des candidatures présentées par les Parties, compte tenu de la nécessité d'une approche pluridisciplinaire et d'une large représentation géographique.

3. La Conférence des Parties peut, selon que de besoin, nommer des groupes spéciaux pour donner des informations et des avis, par l'intermédiaire du Comité, sur des questions particulières concernant l'état des connaissances dans les domaines de la science et de la technologie ayant un rapport avec la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse. Ces groupes sont composés d'experts choisis parmi ceux dont le nom figure dans le fichier, compte tenu de la nécessité d'une approche pluridisciplinaire et d'une large représentation géographique. Ces experts ont une formation scientifique et une expérience pratique et seront nommés par la Conférence des Parties sur recommandation du Comité. La Conférence des Parties arrête le mandat et les modalités de fonctionnement de ces groupes.

Article 25

Constitution d'un réseau d'institutions, d'organismes et d'organes existants

1. Le Comité de la science et de la technologie prend, sous le contrôle de la Conférence des Parties, des dispositions pour que soient entrepris un recensement et une évaluation des réseaux, institutions, organismes et organes existants, disposés à constituer les unités d'un réseau. Ce réseau concourt à la mise en oeuvre de la Convention.

2. En fonction des résultats des travaux de recensement et d'évaluation visés au paragraphe 1, le Comité de la science et de la technologie fait des recommandations à la Conférence des Parties sur les moyens de faciliter et de renforcer l'association des unités en réseau, notamment aux niveaux local et national, en vue de l'exécution des tâches énoncées aux articles 16 à 19.

3. Compte tenu de ces recommandations, la Conférence des Parties:

- (a) Détermine quelles sont les unités nationales, sous-régionales, régionales et internationales qui se prêtent le mieux à une association en réseau et fait des recommandations au sujet de la marche à suivre et du calendrier des opérations; et
- (b) Détermine quelles sont les unités le mieux placées pour faciliter et renforcer la constitution de ce réseau à tous les niveaux.

CINQUIÈME PARTIE

Procédures

Article 26

Communication d'informations

1. Chaque Partie communique à la Conférence des Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat permanent, pour examen lors de ses sessions ordinaires, des rapports sur les mesures qu'elle a prises aux fins de la mise en œuvre de la Convention. La Conférence des Parties fixe le calendrier suivant lequel ces rapports doivent être soumis et en arrête la présentation.

2. Les pays Parties touchés fournissent une description des stratégies qu'ils ont élaborées en vertu de l'article 5 de la Convention et communiquent toute information pertinente au sujet de leur mise en œuvre.

3. Les pays Parties touchés qui mettent en œuvre des programmes d'action en vertu des articles 9 à 15 fournissent une description détaillée de ces programmes ainsi que de leur mise en œuvre.

4. Tout groupe de pays touchés Parties peut faire une communication conjointe sur les mesures prises aux niveaux sous-régional et/ou régional dans le cadre des programmes d'action.

5. Les pays développés Parties rendent compte des mesures qu'ils ont prises pour aider à la mise en œuvre des programmes d'action, et donnent notamment des informations sur les ressources financières qu'ils ont fournies, ou qu'ils fournissent, au titre de la Convention.

6. Les informations communiquées en vertu des paragraphes 1 à 4 sont transmises dans les meilleurs délais par le Secrétariat permanent à la Conférence des Parties et à tout organe subsidiaire compétent.

7. La Conférence des Parties facilite la fourniture, à leur demande, aux pays en développement touchés, en particulier en Afrique, d'un appui technique et financier pour compiler et communiquer les informations visées au présent article ainsi que pour déterminer les besoins techniques et financiers liés aux programmes d'action.

Article 27

Mesures à prendre pour régler les questions concernant la mise en œuvre de la Convention

La Conférence des Parties examine et adopte des procédures et des mécanismes institutionnels pour résoudre les questions qui peuvent se poser au sujet de la mise en œuvre de la Convention.

Article 28

Règlement des différends

1. Les Parties règlent tout différend surgissant entre elles à propos de l'interprétation ou de la mise en œuvre de la Convention par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Lorsqu'elle ratifie, accepte ou approuve la Convention ou y adhère ou à tout autre moment par la suite, toute Partie qui n'est pas une organisation d'intégration économique régionale peut déclarer, dans un instrument écrit soumis au depositaire, que pour tout différend concernant l'interprétation ou la mise en œuvre de la Convention, elle reconnaît comme obligatoire, dans ses relations avec toute partie acceptant la même obligation, l'un des deux ou les deux moyens de règlement des différends ci-après:

- a) l'arbitrage conformément à la procédure adoptée, aussitôt que possible, par la Conférence des Parties, dans une annexe;
- b) la soumission du différend à la Cour internationale de Justice

3. Toute organisation d'intégration économique régionale Partie à la Convention peut faire une déclaration analogue concernant l'arbitrage, conformément à la procédure visée au paragraphe 2 a).

4. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe 2 demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du délai stipulé dans cette déclaration ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt, auprès du depositaire, de la notification écrite de sa révocation.

5. L'expiration d'une déclaration, la notification de la révocation d'une déclaration ou le dépôt d'une nouvelle déclaration n'affecte en rien la procédure en cours devant un tribunal arbitral ou devant la Cour internationale de Justice, à moins que les Parties au différend n'en conviennent autrement.

6. Si les Parties à un différend n'ont pas accepté la même procédure ou n'ont accepté aucune des procédures visées au paragraphe 2, et si elles n'ont pu régler leur différend dans les 12 mois qui suivent la notification par une Partie à une autre Partie de l'existence d'un différend entre elles, celui-ci est soumis à la conciliation, à la demande de l'une quelconque des Parties au différend, conformément à la procédure adoptée, aussitôt que possible, par la Conférence des Parties, dans une annexe.

Article 29

Statut des annexes

1. Les annexes font partie intégrante de la Convention et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention renvoie également à ses annexes.

2. Les Parties interprètent les dispositions des annexes d'une manière conforme aux droits et obligation qui leur incombent en vertu des articles de la présente Convention.

Article 30

Amendements à la Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la Convention.

2. Les amendements à la Convention sont adoptés à une session ordinaire de la Conférence des Parties. Le Secrétariat permanent communique aux Parties le texte de toute proposition d'amendement au moins six mois avant la réunion à laquelle l'amendement est proposé pour adoption. Le Secrétariat permanent communique également les propositions d'amendement aux signataires de la Convention.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur toute proposition d'amendement à la Convention. Si tous leurs efforts dans ce sens sont demeurés vains et si aucun accord ne s'est dégagé, l'amendement est adopté, en dernier ressort, par un vote à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes. Une fois adopté, l'amendement est communiqué par le Secrétariat permanent au dépositaire, qui le transmet à toutes les Parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion concernant un amendement sont déposés auprès du dépositaire. Tout amendement adopté en vertu du paragraphe 3 entre en vigueur à l'égard des Parties qui l'ont accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception par le dépositaire des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion des deux tiers au moins des Parties à la Convention qui étaient Parties au moment de l'adoption de l'amendement.

5. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cette Partie, auprès du dépositaire, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion concernant ledit amendement.

6. Aux fins du présent article et de l'article 31, l'expression "Parties présentes et votantes" désigne les Parties présentes qui émettent un vote affirmatif ou négatif.

Article 31

Adoption et amendements d'annexes

1. Toute nouvelle annexe à la Convention et tout amendement à une annexe sont proposés et adoptés selon la procédure prévue à l'article 30 pour les amendements à la Convention, étant entendu toutefois que

toute nouvelle annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional ou tout amendement à une annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional ou tout amendement à une annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional doit, pour être adopté, recueillir la majorité des deux tiers des voix des Parties de la région concernée présentes et votantes comme le prévoit cet article. L'adoption ou l'amendement d'une annexe est notifié à toutes les Parties par le dépositaire.

2. Toute annexe, autre qu'une nouvelle annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional, ou tout amendement à une annexe, autre qu'un amendement à une annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional, qui a été adopté conformément au paragraphe 1, entre en vigueur six mois après la date à laquelle le dépositaire en a notifié l'adoption aux Parties, à l'égard de toutes les Parties à la Convention, à l'exception de celles qui, dans l'intervalle, ont notifié par écrit au dépositaire qu'elles n'acceptaient pas ladite annexe ou ledit amendement. L'annexe ou l'amendement entre en vigueur, à l'égard des Parties qui retirent leur notification de non-acceptation, le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception par le dépositaire de la notification de ce retrait.

3. Toute nouvelle annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional ou tout amendement à une annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional adopté conformément au paragraphe 1 entre en vigueur six mois après la date à laquelle le dépositaire en a notifié l'adoption à l'égard de toutes les Parties à la Convention, à l'exception de :

(a) Toute Partie qui, dans cet intervalle de six mois, a notifié par écrit au dépositaire qu'elle n'acceptait pas la nouvelle annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional ou l'amendement à l'annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional et, dans ces cas, cette annexe ou cet amendement entre en vigueur à l'égard des parties qui retirent leur notification de non-acceptation le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception par le dépositaire de la notification de ce retrait; et

(b) Toute Partie qui, conformément au paragraphe 4 de l'article 34, a fait une déclaration relative aux nouvelles annexes concernant la mise en oeuvre au niveau régional ou aux amendements aux annexes concernant la mise en oeuvre au niveau régional et, dans ce cas, l'annexe ou l'amendement entre en vigueur à l'égard de cette Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle elle a déposé auprès du dépositaire son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de ladite annexe ou dudit amendement, ou son instrument d'adhésion.

4. Si l'adoption d'une annexe ou d'un amendement à une annexe implique l'adoption d'un amendement à la Convention, cette annexe ou cet amendement à une annexe n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la Convention entre lui-même en vigueur.

Article 32

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, chaque Partie à la Convention dispose d'une voix.

2. Dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si l'un quelconque de leurs Etats membres exerce le sien, et inversement.

Sixième partie

Dispositions finales

Article 33

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une quelconque des institutions spécialisées des Nations Unies, ou qui sont Parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que des organisations d'intégration économique régionale à Paris, les 14 et 15 octobre 1994, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'au 13 octobre 1995.

Article 34

Ratification, acception, approbation et adhésion

1. La Convention est soumise à la ratification, l'acception, l'approbation ou l'adhésion des Etats et des organisations d'intégration économique régionale. Elle est ouverte à l'adhésion le lendemain du jour où elle cesse d'être ouverte à la signature. Les instruments de ratification, d'acception, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

2. Toute organisation d'intégration économique régionale qui devient partie à la Convention sans qu'aucun de ses Etats membres n'y soit partie est liée par toutes les obligations qui découlent de la Convention. Si un ou plusieurs de ses Etats membres sont également Parties à la Convention, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives aux fins de l'exécution des obligations que leur impose la Convention. En pareil cas, l'organisation et ses Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent de la Convention.

3. Dans leurs instruments de ratification, d'acception, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des questions régies par la Convention. En outre, ces organisations informent sans retard le dépositaire, qui en informe à son tour les Parties, de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

4. Dans son instrument de ratification, d'acception, d'approbation ou d'adhésion, toute Partie peut introduire qu'une nouvelle annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional ou un amendement à une

nouvelle annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional n'entrera en vigueur à son égard qu'après le dépôt de son instrument de ratification, d'acception, d'approbation ou d'adhésion.

Article 35

Dispositions provisoires

Les fonctions de secrétariat visées à l'article 23 seront exercées, à titre provisoire, par le secrétariat créé par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 47/188 du 22 décembre 1992, jusqu'à la fin de la première session de la Conférence des Parties.

Article 36

Entrée en vigueur

1. La Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acception, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de chaque Etat ou organisation d'intégration économique régionale qui la ratifie, l'acception, l'approbation ou y adhère après le dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acception, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet Etat ou cette organisation d'intégration économique régionale, de son instrument de ratification, d'acception, d'approbation ou d'adhésion.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les Etats membres de cette organisation.

Article 37

Réserves

La présente Convention n'admet aucune réserve.

Article 38

Dénonciation

1. A tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer la Convention par voie de notification écrite adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de réception de sa notification par le dépositaire ou à toute date ultérieure spécifiée dans la notification.

Article 39

Dépositaire

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la Convention.

Article 40

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe forment

également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 17 juin mil neuf cent quatre-vingt-quatorze.

ANNEXE I

Annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional pour l'Afrique

Article premier

Portée

La présente annexe s'applique à l'Afrique, à l'égard de chaque partie et conformément à la Convention, en particulier à l'article 7, aux fins de la lutte contre la désertification et/ou de l'atténuation des effets de la sécheresse dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches de cette région.

Article 2

Objet

La présente annexe a pour objet, aux niveaux national, sous-régional et régional en Afrique, et compte tenu des particularités de cette région de:

- (a) Définir les mesures et les dispositions à prendre, y compris la nature et les modalités de l'aide fournie par les pays développés parties, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention;
- (b) Faire en sorte que la Convention soit bien appliquée, compte tenu des particularités de l'Afrique; et
- (c) Promouvoir des mécanismes et des activités relatifs à la lutte contre la désertification et/ou à l'atténuation des effets de la sécheresse dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches de l'Afrique.

Article 3

Particularités de la région africaine

Pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention, les parties, dans le cadre de la mise en oeuvre de la présente annexe, adoptent une approche de base qui tient compte des particularités de l'Afrique, à savoir:

- (a) Une forte proportion de zones arides, semi-arides et subhumides sèches;
- (b) Un nombre élevé de pays et de populations souffrant de la désertification et du retour fréquent de périodes de grande sécheresse;
- (c) Un grand nombre de pays touchés qui sont sans littoral;
- (d) Une pauvreté largement répandue dans la plupart des pays touchés dont beaucoup figurent parmi les moins avancés, et la néces-

sité d'une aide extérieure importante, sous forme de dons et de prêts à des conditions concessionnelles, pour poursuivre leurs objectifs de développement;

- (e) Des difficultés socio-économique exarcebées par la détérioration et la fluctuation des termes de l'échange, l'endettement extérieur et l'instabilité politique, qui entraînent des migrations internes, régionales et internationales;
- (f) Des populations qui, pour assurer leur subsistance, sont lourdement tributaires des ressources naturelles, ce qui, aggravé par les effets des tendances et des facteurs démographiques, la faiblesse de la base technologique et les pratiques de production non durables, contribue à une inquiétante dégradation des ressources;
- (g) Les lacunes du cadre institutionnel et du cadre juridique, la faiblesse des infrastructures et l'insuffisance des moyens scientifiques, techniques et éducatifs et, partant, le besoin considérable de renforcement des capacités des pays de la région; et
- (h) Le rôle primordial des actions de lutte contre la désertification et/ou d'atténuation des effets de la sécheresse parmi les priorités nationales de développement des pays africains touchés.

Article 4

Engagements et obligations des pays africains Parties

1. Selon leurs capacités respectives, les pays africains Parties s'engagent à:

- (a) Faire de la lutte contre la désertification et/ou de l'atténuation des effets de la sécheresse le volet essentiel d'une stratégie d'élimination de la pauvreté;
- (b) Promouvoir la coopération et l'intégration régionales, dans un esprit de solidarité et de partenariat fondés sur l'intérêt commun, dans les programmes et les activités visant à lutter contre la désertification et/ou à atténuer les effets de la sécheresse;
- (c) Rationaliser et renforcer les institutions concernées par la désertification et la sécheresse et faire appel à d'autres institutions existantes, selon qu'il convient, afin d'en accroître l'efficacité et d'assurer une utilisation plus rationnelle des ressources;
- (d) Promouvoir l'échange d'informations entre eux sur les technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques appropriés; et
- (e) Mettre au point des plans d'urgence pour atténuer les effets de la sécheresse dans les zones dégradées par la désertification et/ou la sécheresse.

2. Conformément aux obligations générales et particulières énoncées aux articles 4 et 5 de la Convention, les pays africains touchés parties s'efforcent:

- (a) D'allouer les crédits budgétaires voulus, en fonction de la situation et des moyens du pays et compte tenu de la nouvelle priorité que l'Afrique a accordée au phénomène de la désertification et/ou de la sécheresse;
- (b) De poursuivre et d'intensifier les réformes engagés en matière de décentralisation et d'amélioration du régime d'exploitation des ressources, et de renforcer la participation des populations et des collectivités locales; et
- (c) D'identifier et de mobiliser des ressources financières nationales nouvelles et supplémentaires et de développer, en priorité, les moyens et mécanismes disponibles au niveau national pour mobiliser des ressources financières internes.

Article 5

Engagements et obligations des pays développés Parties

1. Pour s'acquitter des obligations qui leurs incombent en vertu des articles 4, 6 et 7 de la Convention, les pays développés parties donnent la priorité aux pays africains touchés parties et, dans ce contexte:

- (a) Les aident à lutter contre la désertification et/ou à atténuer les effets de la sécheresse, entre autres, en leur fournissant des ressources financières et/ou autres, et/ou en leur facilitant l'accès à ces ressources, ainsi qu'en favorisant et en finançant le transfert, l'adaptation et l'accès aux technologies et aux savoir-faire écologiquement appropriés et/ou en facilitant le financement, tel que décidé d'un commun accord et conformément à leurs politiques nationales, en tenant compte de leur adoption de l'élimination de la pauvreté comme stratégie centrale;
- (b) Continuent d'allouer des ressources importantes et/ou accroissent les ressources pour lutter contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse; et
- (c) Les aident à renforcer leurs capacités pour leur permettre d'améliorer leur cadre institutionnel, ainsi que leurs moyens scientifiques et techniques, la collecte et l'analyse de l'information et la recherche-développement afin de lutter contre la désertification et/ou d'atténuer les effets de la sécheresse.

2. Les autres pays parties peuvent fournir, à titre volontaire, des technologies, des connaissances et de savoir-faire relatifs à la désertification et/ou des ressources financières aux pays africains touchés parties. Le transfert de ces technologies, connaissances et savoir-faire est facilité par la coopération internationale.

Article 6

Cadre de planification stratégique pour un développement durable

1. Les programmes d'action nationaux s'inscrivent dans le cadre d'un processus plus vaste d'élaboration de politiques nationales pour le développement durable des pays africains touchés parties et en constituent un élément essentiel.

2. Un processus consultatif et participatif est engagé avec la participation des pouvoirs publics aux échelons appropriés, des populations locales, des collectivités et des organisations non gouvernementales, dans le but de donner des indications quant à la stratégie à appliquer, selon une planification souple permettant une participation optimale des populations locales et des collectivités. Des organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux peuvent être associés, selon qu'il convient, à ce processus à la demande d'un pays africain touché Partie.

Article 7

Calendrier prévu pour l'élaboration des programmes d'action

En attendant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les pays africains Parties, en coopération avec d'autres membres de la communauté internationale, selon qu'il convient, appliquent, dans la mesure du possible, provisoirement les dispositions relatives à l'élaboration des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux.

Article 8

Contenu des programmes d'action nationaux

1. Dans le respect des dispositions de l'article 10 de la Convention, la stratégie générale des programmes d'action nationaux consiste à privilégier, pour les zones touchées, des programmes intégrés de développement local reposant sur des mécanismes participatifs et sur l'intégration de stratégies d'élimination de la pauvreté dans l'action menée pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse. Les programmes visent à renforcer la capacité des autorités locales et à assurer la participation active des populations, des collectivités et des groupes locaux, l'accès étant mis sur l'éducation et la formation, la mobilisation des organisations non gouvernementales qui ont fait la preuve de leur savoir-faire et le renforcement de structures étatiques décentralisées.

2. Les programmes d'action nationaux présentent, selon qu'il convient, les caractéristiques générales suivantes:

- (a) L'exploitation, dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes d'action régionaux, des expériences passées pour lutter contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse, en tenant compte des conditions sociales, économique et écologiques;
- (b) l'identification des facteurs qui contribuent à la désertification et/ou à la sécheresse, des ressources et capacités disponibles et nécessaires ainsi que l'élaboration des politiques à suivre et des solutions et mesures institu-

tionnelles et autres nécessaires pour lutter contre ces phénomènes et/ou en atténuer les effets; et

(c) L'accroissement de la participation des population et des collectivité locales, y compris des femmes, des cultivateurs et des pasteurs, et la délégation de pouvoirs plus importants à ces groupes en matière de gestion.

3. Les programmes d'action nationaux prévoient également, selon qu'il convient:

(a) des mesures pour améliorer l'environnement économique aux fins de l'élimination de la pauvreté et consistant à:

(i) accroître les revenus et créer des emplois, surtout pour les plus pauvres, en:

- développant des marchés pour les produit agricoles et d'élevage,
- mettant en place des instruments financiers adaptés aux besoins locaux,
- encourageant la desertification dans l'agriculture et la constitution d'entreprises agricoles, et développant des activité économiques de type para - agricole ou non agricole;

(ii) Améliorer les perspective à long terme des économies rurales en:

- instituant des mesures de soutien à l'investissement productif et en assurant l'accès aux moyens de production, et
- instaurant une politique des prix et une politique fiscale ainsi que des pratiques commerciales favorisant la croissance;

(iii) Définir et appliquer des politiques en matière de population et de migrations propres à réduire la pression démographique sur les terres;

(iv) Promouvoir le recours à des cultures résistant à la sécheresse et l'utilisation de système intégrés d'arido-culture afin d'assurer la sécurité alimentaire;

(b) Des mesures pour conserver les ressources naturelles, y compris:

- Des terres agricoles et pastorales,
- De la couverture végétale et de la faune,
- Des forêts
- Des ressources en eau, et
- De la diversité biologique;

(ii) intensifier les campagnes de sensibilisation du public et d'éducation ecologique prévoir une formation dans ce domaine, et diffuser les connaissances concernant les technique relatives à la gestion durable des ressources naturelles;

(iii) assurer la mise en valeur et l'utilisation rationnelle de diverses sources d'énergie et promouvoir des sources d'énergie alternative, en particulier l'énergie éolienne et le biogaz, et prévoir des arrangements particuliers pour le transfert, l'acquisition et l'adaptation de technologies pertinentes, pouvant permettre d'atténuer les pression exercées sur les ressources naturelles fragiles;

(c) Des mesures pour améliorer l'organisation institutionnelle et consistant à:

(i) Définir les fonctions et les responsabilités respectives de l'administration centrale et des autorités locales dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire,

(ii) Encourager une politique de décentralisation active ayant pour objet de transférer aux autorités locales la responsabilité de la gestion et de la prise de décisions, d'inciter les collectivités locales à prendre des initiatives et à assumer des responsabilités, et de favoriser la mise en place de structures locales, et

(iii) Adapter, selon qu'il convient, le cadre institutionnel et réglementaire dans lequel s'inscrit la gestion des ressources naturelles afin que les populations locales bénéficient de la garantie d'occupation des terres;

(d) Des mesures pour améliorer la connaissance du phénomène de la désertification et consistant à:

(i) Promouvoir la recherche ainsi que la collecte, le traitement, et l'échange d'informations sur les aspects scientifiques, techniques et socio-économiques de la désertification,

(ii) Améliorer les moyens nationaux de recherche ainsi que la collecte, le traitement, l'échange et l'analyse d'informations, afin de mieux comprendre le phénomène et de mettre en pratique les résultats des analyses, et

(iii) Encourager l'étude à moyen et long terme de:
l'évolution socio-économique et culturelle dans les zones touchées,

l'évolutions des ressources naturelles des points de vue qualitatif et quantitatif, et

l'interaction entre le climat et la désertification; et

(e) Des mesures pour surveiller et évaluer les effets de la sécheresse et consistant évaluer les effets de la sécheresse et consistant à:

(i) Définir des stratégies pour évaluer les incidences de la variabilité naturelle du climat sur la sécheresse et la désertification au niveau régional et/ou pour utiliser les prévisions concernant la variabilité saisonnière et interannuelle du climat afin de tenter d'atténuer les effets de la sécheresse,

(ii) Renforcer les capacités d'alerte précoce et d'intervention, instaurer une gestion plus rationnelle des secours d'urgence et de l'aide alimentaire, améliorer les systèmes de stockage et de distribution de denrées alimentaires, les infrastructures publiques, et promouvoir de nouveaux moyens d'existence dans les zones sujettes à la sécheresse,

(iii) surveiller et évaluer la dégradation écologiques pour fournir, en temps voulu, des renseignements fiables sur le processus de dégradation des ressources et la dynamique de ce phénomène afin d'être à même de concevoir de meilleures politiques et mesures de lutte.

Article 9

Elaboration des programmes d'action nationaux et mise au point de critères d'évaluation et de mise en oeuvre

Chaque pays africain touché Partie désigne un organe approprié de coordination pour jouer le rôle de catalyseur dans l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation de son programme d'action national. Compte tenu de l'article 3, cet organe de coordination, selon qu'il convient:

- (a) Entrepris d'identifier et d'étudier les actions, en engageant d'abord un processus de consultation au niveau local, avec la participation des populations et collectivités locales et avec la coopération de l'administration locale, des pays développés Parties et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, sur la base de consultations initiales avec les intéressés au niveau national;
- (b) Identifie et analyse les contraintes, les besoins et les lacunes qui compromettent le développement et l'utilisation durable des terres, recommande des mesures concrètes pour éviter les doubles emplois en tirant pleinement parti des effets en cours et encourage la mise en oeuvre des résultats;
- (c) Facilite, conçoit et met au point des projets d'activités basés sur des approches interactives souples en vue d'assurer une participation des zones touchées, de réduire les effets négatifs de telles activités, et de déterminer et de classer par ordre de priorité les besoins en matière d'assistance financière et de coopération technique;
- (d) Etablit des critères pertinents, quantifiables et facilement vérifiables, pour assurer l'analyse et l'évaluation des programmes d'action nationaux, comprenant des mesures à court, moyen et long terme, et de leur mise en oeuvre; et
- (e) Élabore des rapports circonstanciés sur l'état d'avancement des programmes d'action nationaux.

Article 10

Cadre organisationnel des programmes d'action sous-régionaux

1. En application de l'article 4 de la Convention, les pays africains Parties coopèrent à l'élaboration et à la mise en oeuvre de programmes d'action sous-régionaux pour l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique nord, l'Afrique australe et l'Afrique de l'ouest et, à cet égard, ils peuvent déléguer aux organisations intergouvernementales sous-régionales compétentes les responsabilités suivantes:

- (a) Assumer les fonctions de centres de liaison pour les activités préparatoires et coordonner la mise en oeuvre des programmes d'action sous-régionaux;
- (b) Aider à élaborer et, à exécuter les programmes d'action nationaux;
- (c) Faciliter l'échange d'informations, d'expériences et de savoir-faire et donner des conseils sur l'étude des législations nationales; et
- (d) Toute autre responsabilité liée à la mise en oeuvre des programmes d'action sous-régionaux.

2. Les institutions spécialisées sous régionales peuvent, sur demande, fournir un appui et/ou être chargées de coordonner les activités relevant de leur domaine de compétence respectif.

Article 11

Contenu et élaboration des programmes d'action sous-régionaux.

Les programmes d'action sous régionaux sont centrés sur les questions mieux traitées au niveau sous-régional. Les programmes d'action sous-régionaux créent, lorsqu'il y a lieu, des mécanismes pour la gestion des ressources naturelles partagées. De tels mécanismes permettent de régler efficacement les problèmes transfrontières liées à la désertification et/ou à la sécheresse et apportent un appui à la mise en oeuvre harmonieuse des programmes d'action nationaux. Les programmes d'action sous-régionaux sont axés, selon qu'il convient, sur les domaines prioritaires suivants:

- (a) Programmes conjoints pour assurer une gestion durable des ressources naturelles transfrontières, au moyen de mécanismes bilatéraux et multilatéraux, selon qu'il convient;
- (b) Coordination des programmes de mise en valeur de sources d'énergie de substitution;
- (c) Coopération dans la gestion et la maîtrise de la lutte contre les ravageurs ainsi que contre les maladies des plantes et des animaux;
- (d) Activités de renforcement des capacités, d'éducation et de sensibilisation du public qui sont mieux menées ou appuyées au niveau sous-régional;

- (e) Coopération scientifique et technique, en particulier dans les domaines climatologique, météorologique et hydrologique, y compris la constitution de réseaux pour la collecte et l'évaluation de données, la mise en commun d'informations et la surveillance des projets, la coordination des activités de recherche-développement et l'établissement d'un ordre de priorité dans ce domaine;
- (f) Systèmes d'alerte précoce et planification conjointe pour l'atténuation des effets de la sécheresse, y compris des mesures pour faire face aux problèmes consécutifs aux migrations dues à des facteurs écologiques;
- (g) Recherche de moyens permettant de partager les expériences, en particulier au sujet de la participation des populations et des collectivités locales, et création d'un environnement favorable à une meilleure gestion des terres et à l'utilisation de technologies appropriées;
- (h) Renforcement de la capacité des organisations sous-régionales à coordonner et à fournir des services techniques, ainsi que création, réorientation et renforcement de centres et d'institutions sous-régionales; et
- (i) Élaboration de politiques dans des domaines qui, tel le commerce, ont des incidences sur les zones et les populations touchées, et notamment de politiques de coordination des régimes de commercialisation régionaux et de mise en place d'infrastructures communales.

Article 12

Cadre organisationnel du programme d'action régional

1. En application de l'article 11 de la Convention, les pays africains Parties arrêtent conjointement les procédures à suivre pour élaborer et exécuter le programme d'action régional.

2. Les Parties peuvent fournir un appui approprié aux institutions et organisations régionales africaines compétentes pour leur permettre d'aider les pays africains Parties à s'acquiescer des responsabilités que leur impose la Convention.

Article 13

Contenu du programme d'action régional

Le programme d'action régional comprend des mesures relatives à la lutte contre la désertification et/ou à l'atténuation des effets de la sécheresse dans les domaines prioritaires suivants:

- (a) Développement de la coopération des programmes d'action - sous régionaux pour parvenir à un consensus régional sur les principaux domaines d'action, notamment par le biais de consultations régulières avec les organisations sous - régionales ;
- (b) Promotion du renforcement des capacités, dans le cadre des activités qu'il est préférable de mener au niveau régional ;

- (c) Recherche, avec la communauté internationale, de solutions aux problèmes économiques et sociaux mondiaux qui ont des incidences sur les zones touchées, compte tenu du paragraphe 2 (b) de l'article 4 de la Convention;
- (d) Promotion de l'échange d'informations et de savoir-faire technique et d'expériences pertinentes entre les pays parties et sous-régions touchées d'Afrique ainsi qu'avec d'autres régions touchées; promotion de la coopération scientifique et technique, notamment dans les domaines climatologique, hydrologique, de la mise en valeur des ressources en eau et des sources d'énergie alternatives; coordination des activités de recherche sous -régionales et régionales; et détermination des priorités régionales pour la recherche - développement;
- (e) Coordination des réseaux d'observation et d'évaluation systématiques et d'échange d'informations, ainsi que leur intégration dans les réseaux mondiaux; et
- (f) Coordination et renforcement des systèmes sous-régionaux et régionaux d'alerte précoce et des plans d'urgence en cas de sécheresse.

Article 14

Ressources financières

1. En application de l'article 20 de la Convention et du paragraphe 2 de l'article 4, les pays africains touchés Parties s'efforcent d'assurer un cadre macro-économique propre à faciliter la mobilisation de ressources financières et conçoivent des politiques et mettent en place des procédures permettant d'affecter les ressources de manière plus efficace aux programmes de développement local, y compris par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales, selon qu'il convient.

2. En application des paragraphes 4 et 5 de l'article 21 de la Convention, les Parties conviennent de dresser un inventaire des sources de financement aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour assurer l'utilisation rationnelle des ressources existantes et déterminer les lacunes à combler afin de faciliter la mise en oeuvre des programmes d'action. Cet inventaire est régulièrement étudié et mis à jour.

3. Dans le respect des dispositions de l'article 7 de la Convention, les pays développés Parties continuent d'allouer des ressources importantes et/ou des ressources accrues aux pays africains touchés Parties ainsi que d'autres formes d'aide sur l'article 18, en prêtant dument attention notamment aux questions relatives à l'endettement, aux échanges internationaux et aux arrangements de commercialisation, conformément au paragraphe 2 (b) de l'article 4 de la Convention.

Article 15

Mécanismes financiers

1. Dans le respect des dispositions de l'article 7 de la Convention qui souligne que priorité doit être accordée en particulier aux pays africains touchés Parties, et

compte tenu de la situation particulière que connaît cette région, les parties s'attachent spécialement à appliquer en Afrique les dispositions des paragraphes 1 (d) et 1 (e) de l'article 21 de la Convention, notamment:

- (a) En facilitant la création de mécanismes, tels que des fonds nationaux pour la lutte contre la désertification, pour acheminer les ressources financières niveau local; et
- (b) En renforçant les fonds et les mécanismes financiers existants aux niveaux sous-régional.

2. Dans le respect des dispositions des articles 20 et 21 de la Convention, les Parties qui sont également membres des organes dirigeants des institutions financières régionales et sous-régionales pertinentes, y compris de la banque africaine de développement et du Fonds africain de développement, encouragent les efforts visant à accorder le degré de priorité et d'attention qui convient aux activités de celles d'entre ces institutions qui font progresser la mise en oeuvre de la présente annexe.

3. Les Parties rationalisent, autant que faire se peut, les modalités d'acheminement des fonds aux pays africains touchés Parties.

Article 16

Assistance technique et coopération

Les Parties s'engagent, en fonction de leurs capacités respectives, à rationaliser l'assistance technique fournie aux pays africains Parties et la coopération menée avec ces dernières, afin d'accroître l'efficacité des projets et des programmes, en veillant entre autres:

- (a) À limiter les dépenses d'appui et de soutien, surtout les frais généraux; en tout état de cause, ces dépenses ne représentent qu'un faible pourcentage du coût total du projet pour en optimiser les effets;
- (b) À faire appel de préférence aux services d'experts compétents ou, si nécessaire, d'experts compétents de la sous-région et/ou de la région, pour la conception, l'élaboration et la mise en oeuvre des projets et à former des experts locaux lors qu'il n'y en a pas; et
- (c) À ce l'assistance technique à être apportée soit bien gérée et coordonnée, et utilisée avec efficacité.

Article 17

Transfert, acquisition et adaptation de technologies écologiquement rationnelles et accès à ces technologies

Dans le cadre de l'application de l'article 18 de la Convention, relatif au transfert, à l'acquisition, à l'adaptation et à la mise au point de technologies, les parties s'engagent à donner la priorité aux pays africains Parties et, si nécessaire, à développer avec eux de nouveaux modèles de partenariat et de coopération en vue d'accroître le renforcement des capacités dans les domaines de la recherche et du développement scientifiques ainsi que de la collecte et de la diffusion

de l'information pour leur permettre de mettre en oeuvre leurs stratégies visant à lutter contre la désertification et à atténuer les effets de la sécheresse.

Article 18

Coordination et accords de partenariat

1. Les pays africains Parties coordonnent l'élaboration, la négociation et la mise en oeuvre des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux. Ils peuvent, selon qu'il convient, associer d'autres Parties et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes à ce processus.

2. Cette coordination a pour objectifs de faire en sorte que la coopération technique et financière soit menée conformément à la Convention et d'assurer la continuité nécessaire dans l'utilisation et la gestion des ressources.

3. Les pays africains Parties organisent des processus consultatifs aux niveaux national, sous-régional et régional. Ces processus consultatifs peuvent, entre autres:

- (a) Servir de cadre à la négociation et à la conclusion d'accords de partenariat fondés sur des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux; et
- (b) Permettre de préciser les contributions des pays africains Parties et des autres membres des groupes consultatifs aux programmes, et de définir les priorités et d'identifier les accords concernant la mise en oeuvre et les critères d'évaluation, ainsi que les mécanismes de financement en vue de la mise en oeuvre.

4. Le Secrétariat permanent peut, à la demande des pays africains Parties et en vertu de l'article 23 de la Convention, faciliter la convocation de tels processus consultatifs en :

- a) Donnant des conseils sur l'organisation d'arrangements consultatifs efficaces, en tirant parti des enseignements d'autres arrangements de ce type;
- b) Informant les agences bilatérales et multilatérales compétentes sur les réunions ou processus de consultation et en les encourageant à y participer activement; et
- c) Fournissant d'autres informations pouvant être utiles pour établir ou améliorer les arrangements consultatifs.

5. Les organes de coordination sous-régionaux et régionaux, entre autres:

- (a) Font des recommandations au sujet des arrangements qu'il convient d'apporter aux accords de partenariat;
- (b) Surveillent et évaluent la mise en oeuvre des programmes sous-régionaux et régionaux agréés, et font rapport à ce sujet; et

- (c) S'efforcent d'assurer que les pays africains Parties communiquent et coopèrent efficacement entre eux.

6. La participation aux groupes consultatifs est, selon qu'il convient, ouverte aux gouvernements, aux groupes et aux donateurs intéressés, aux organes, fonds et programmes pertinents du système des Nations Unies, aux organisations sous-régionales et régionales compétentes et aux représentants des organisations non gouvernementales compétentes. Les modalités de gestion et de fonctionnement de chaque groupe consultatif sont arrêtées par ses participants.

7. En application de l'article 14 de la Convention, les pays développés Parties sont encouragés à instaurer entre eux, de leur propre initiative, un processus informel de consultation et de coordination aux niveaux national, sous-régional et régional et à participer, à la demande d'un pays africain touché Partie ou de l'organisation sous-régionale ou régionale compétente, à un processus consultatif national, sous-régional ou régional ayant pour but d'évaluer les besoins d'aide et d'y répondre afin de faciliter la mise en oeuvre du programme d'action.

Article 19

Dispositions relatives au suivi

Les pays africains Parties donnent suite à la présente annexe, conformément à la Convention, au moyen:

- (a) Au niveau national, d'un mécanisme dont la composition devrait être arrêtée par chaque pays africain touché Partie et qui comprenne des représentants des collectivités locales et relève de l'organe national de coordination visé à l'article 9;
- (b) Au niveau sous-régional, d'un comité consultatif scientifique et technique pluridisciplinaire, dont la composition et les modalités de fonctionnements sont arrêtées par la sous-région concernée; et
- (c) Au niveau régional, de mécanismes définis conformément aux dispositions pertinentes du Traité instituant la Communauté économique africaine et d'un comité consultatif scientifique et technique africain.

ANNEXE II

Concernant la mise en oeuvre au niveau régional pour l'Asie

Article Premier

Object

La présente annexe a pour objet de donner des lignes directrices et d'indiquer les dispositions à prendre en vue d'une mise en oeuvre efficace de la Convention dans les pays touchés Parties dans la région de l'Asie compte tenu des particularités de cette dernière.

Article 2

Particularités de la région asiatique

Pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention, les Parties prennent en considération, selon qu'il convient, les particularités suivantes qui s'appliquent à des degrés divers aux pays touchés Parties de la région:

- (a) La forte proportion de zones touchées, ou susceptibles d'être touchées, sur le territoire de ces pays, et la grande diversité de ces zones en ce qui concerne le climat, la topographie, l'utilisation des sols et les systèmes socio-économiques;
- (b) Une lourde pression sur les ressources naturelles pour assurer la subsistance;
- (c) L'existence de systèmes de production directement liés à une pauvreté généralisée, qui entraînent une dégradation des terres et épuisent les maigres ressources en eau;
- (d) Les conséquences importantes de la situation de l'économie mondiale et de problèmes sociaux tels que la pauvreté, les mauvaises conditions de santé et de nutrition, l'absence de sécurité alimentaire, les migrations, les personnes déplacées et la dynamique démographique;
- (e) La capacité croissante mais encore insuffisante de ces pays de faire face aux problèmes de désertification et de sécheresse au niveau national, ainsi que du cadre institutionnel dont ils disposent; et
- (f) La nécessité pour eux d'une coopération internationale pour pouvoir poursuivre des objectifs de développement durable en rapport avec la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse.

Article 3

Cadre des programmes d'action nationaux

1. Les programmes d'action nationaux s'inscrivent dans le cadre plus large des politiques nationales de développement durable élaborées par les pays touchés Parties de la région.

2. Les pays touchés Parties élaborent, selon qu'il convient, des programmes d'action nationaux en vertu des articles 9 à 11 de la Convention, en accordant une attention spéciale au paragraphe 2 (f) de l'article 10. S'il y a lieu, des organismes de coopération bilatéraux et multilatéraux peuvent être associés à ce processus à la demande du pays touché Partie concerné.

Article 4

Programmes d'action nationaux

1. Pour élaborer et mettre en oeuvre des programmes d'action nationaux, les pays touchés Parties de la région peuvent, entre autres, selon qu'il convient et en fonction de leur propre situation et de leurs propres politiques:

- (a) Désigner des organes appropriés chargés d'élaborer, de coordonner et d'exécuter leurs programmes d'action;
- (b) Associer les populations touchés, y compris les collectivités locales, à l'élaboration, à la coordination et à la mise en oeuvre de leurs programmes d'action grâce à un processus de consultation mené localement, avec la coopération des autorités locales et d'organisation nationales et non gouvernementales compétentes;
- (c) Etudier l'état de l'environnement dans les zones touchés afin d'analyser les causes et les conséquences de la désertification et de déterminer les domaines d'action prioritaires;
- (d) Évaluer avec la participation des populations touchés les programmes antérieures et en cours visant à lutter contre la désertification et à atténuer les effets de la sécheresse afin de concevoir une stratégie et de préciser les activités à prévoir dans leurs programmes d'action;
- (e) Élaborer des programmes techniques et financiers à partir des informations abtenus grâce aux activités visées aux alinéas (a) à (d);
- (f) Mettre au point et appliquer des procédures et des critères pour évaluer la mise en oeuvre de leurs programmes d'action;
- (g) Promouvoir la gestion intégrée des bassins hydrographiques, la protection des ressources pédologiques ainsi que l'accroissement et l'usage rationnel des ressources en eau;
- (h) Renforcer et/ou établir des systèmes d'information, d'évaluation, de suivi et d'alerte précoce dans les régions sujettes à la désertification et à la sécheresse, en tenant compte des facteurs climatologiques, météorologiques, hydrologiques, biologiques et des autres facteurs pertinents; et
- (i) Mettre au point des mécanismes appropriés pour appuyer leurs programmes d'action, dans un esprit de partenariat, lorsqu'une coopération internationale, incluant des ressources financières et techniques, est en jeu.

2. Dans le respect des dispositions de l'article 10 de la Convention, la stratégie générale à appliquer dans le cadre des programmes d'action nationaux fait une large place aux programmes intrégrés de développement local pour les zones touchés reposant sur des mécanismes participatifs et sur l'intégration de stratégies d'élimination de la pauvreté dans les effets de la sécheresse. Les mesures sectorielles prévues dans les programmes d'action sont classées par domaines prioritaires en compte de la grande diversité des zones touchés de la région dont il est question au paragraphe (a) de l'article 2.

Article 5

Programmes d'action sous-régionaux et communs

1. En application de l'article 11 de la Convention, les pays touchés Parties peuvent convenir d'un commun accord de tenir des consultations et de coopérer avec d'autres parties, selon qu'il convient, pour élaborer et exécuter des programmes d'action sous-régionaux ou communs, selon qu'il convient, afin de compléter les programmes d'action nationaux et rendre plus efficace leur mise en oeuvre. Dans chacun des cas, les Parties concernées peuvent convenir conjointement de confier à des organisations sous-régionales, y compris bilatérales ou nationales, ou à des institutions spécialisées sous-régionales ou nationales, des responsabilités concernant l'élaboration, la coordination et la mise en oeuvre des programmes. Ces organisations ou institutions peuvent aussi jouer un rôle de liaison en étant chargées de la promotion et de la coordination des activités à mener en application des articles 16 à 18 de la Convention.

2. Pour élaborer et exécuter des programmes d'action sous-régionaux ou communs, les pays touchés Parties de la région doivent, entre autre, selon qu'il convient:

- (a) Définir, en coopération avec des institutions nationales, les priorités en matière de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse que l'on serait mieux à même d'atteindre avec ces programmes, ainsi que les activités pertinentes que ceux-ci permettraient de mener à bien de manière efficace;
- (b) Évaluer les moyens d'action et les activités opérationnelles des institutions régionales, sous-régionales et nationales compétentes;
- (c) Analyser les programmes existants qui se rapportent à la désertification et à la sécheresse et qui associent tous les pays de la région ou de la sous-région ou quelques-uns d'entre eux ainsi que leurs rapports avec les programmes d'action nationaux; et
- (d) Mettre au point, dans un esprit de partenariat, lorsqu'une coopération internationale, y compris des ressources financières et techniques, est en jeu, des mécanismes bilatéraux et/ou multilatéraux appropriés pour appuyer les programmes.

3. Parmi les programmes d'action sous-régionaux ou communs peuvent figurer des programmes communs arrêtés pour gérer durablement les ressources naturelles transfrontières ayant un rapport avec la désertification, des priorités concernant la coordination scientifique et technique, en particulier des systèmes d'alerte précoce de sécheresse et des mécanismes de mise en commun de l'information, ainsi que des moyens de renforcer les organisations ou institutions sous-régionales et autres.

Article 6

Activités régionales

Dans le cadre des activités régionales visant à consolider les programmes d'action sous - régionaux ou communs, peuvent être prévues, entre autres, des mesures propres à renforcer les institutions et les mécanismes de coordination et de coopération aux niveaux national, sous-régional et régional et à favoriser la mise en oeuvre des articles 16 à 19 de la convention. ces activités peuvent aussi consister à:

- (a) Promouvoir et renforcer les réseaux de coopération technique;
- (b) Etablir des inventaires des technologies, connaissances, savoir - faire et pratiques ainsi que des technologies et savoir - faire traditionnels et locaux et à encourager leur diffusion et utilisation;
- (c) Évaluer les besoins en ce qui concerne le transfert de technologie et promouvoir l'adaptation et l'utilisation de cette dernière; et
- (d) Encourager les programmes de sensibilisation du public et promouvoir le renforcement des capacités à tous les niveaux en intensifiant les activités de formation et de recherche - développement et en instaurant des systèmes propres à mettre en valeur les ressources humaines.

Article 7

Ressources et mécanismes financiers

1. Les Parties, au vu de l'importance que revêtent la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse dans la région asiatique, favorisent la mobilisation de ressources financières substantielles et la disponibilité de mécanismes financiers, conformément aux articles 20 et 21 de la Convention.

2. Conformément à la Convention et sur la base du mécanisme de coordination prévu à l'article 8 et en conformité avec leurs politiques nationales de développement, les pays touchés Parties de la région, agissant individuellement ou collectivement:

- (a) Adoptent les mesures voulues pour rationaliser et renforcer les mécanismes de financement faisant appel à des investissements publics et privés en vue de parvenir à des résultats concrets dans les actions de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse;
- (b) Déterminent les besoins dans le domaine de la coopération internationale, particulièrement en matière financière, technique et technologique, pour appuyer les efforts déployés à l'échelon national; et
- (c) Favorisent la participation des institutions de coopération financières bilatérales et/ou multilatérales afin d'assurer la mise en oeuvre de la Convention.

3. Les parties rationalisent, dans la mesure du possible, les procédures pour l'acheminement des fonds aux pays touchés Parties de la région.

Article 8

Mécanismes de coopération et de coordination

1. Les pays touchés Parties, agissant par l'intermédiaire des organes appropriés désignés en vertu du paragraphe 1 (a) de l'article 4, et les autres Parties de la région, peuvent, selon qu'il convient, créer un mécanisme dont les fins seraient, entre autres, les suivantes:

- (a) Echange d'informations, d'expériences, de connaissances et de savoir-faire;
- (b) Coopération et coordination des actions, y compris des accords bilatéraux, aux niveaux sous-régional et régional;
- (c) Promotion de la coopération, scientifique, technique, technologique et financière conformément aux articles 5 à 7;
- (d) Détermination des besoins de coopération extérieure; et
- (e) Suivi et évaluation de la mise en oeuvre des programmes d'action.

2. Les pays touchés Parties, agissant par l'intermédiaire des organes appropriés désignés en vertu du paragraphe 1 (a) de l'article 4 et les autres Parties de la région peuvent aussi, selon qu'il convient, tenir des consultations et assurer une coordination concernant les programmes d'action nationaux, sous-régionaux et communs. Ils peuvent associer à ce processus, selon qu'il convient, d'autres Parties et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes. Cette coordination vise, entre autres, à parvenir à la conclusion d'un accord sur les possibilités de coopération internationale conformément aux articles 20 et 21 de la Convention, à renforcer la coopération technique et à affecter les ressources de manière qu'elles soient utilisées efficacement.

3. Les pays touchés Parties de la région organisent périodiquement des réunions de coordination et le secrétariat permanent peut, à leur demande, en vertu de l'article 23 de la Convention, faciliter la tenue de telles réunions de coordination en:

- (a) Donnant des conseils sur l'organisation d'arrangements de coordination efficaces, en tirant parti pour ce faire des enseignements d'autres arrangements de ce type;
- (b) Informant les agences bilatérales et multilatérales compétentes sur les réunions de coordination et en les encourageant à y participer activement;
- (c) Fournissant d'autres informations pouvant être utiles pour établir ou améliorer le processus de coordination.

ANNEXE III

Annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional pour l'Amérique Latine et le Caraïbes

Article premier

Objet

La présente annexe a pour objet de donner des orientations générales pour la mise en oeuvre de la Convention dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes compte tenu des particularités de cette dernière.

Article 2

Particularités de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes

Les Parties, conformément aux dispositions de la Convention prennent en considération les particularités suivantes de la région:

- (a) L'existence de vastes étendues vulnérables et gravement touchées par la désertification et/ou la sécheresse qui présentent des caractéristiques hétérogènes dépendant de l'endroit où se produisent ces phénomènes; ce processus cumulatif de plus en plus marqué a des effets sociaux, culturels, économiques et environnementaux négatifs qui sont d'autant plus graves que, du point de vue de la diversité biologique, les ressources de la région comptent parmi les plus importantes du monde;
- (b) Le recours fréquent dans les zones touchées à des pratiques incompatibles avec un développement durable du fait des interactions complexes entre les facteurs physiques, biologiques, politiques, sociaux, culturels et économiques, y compris des facteurs économiques internationaux tels que l'endettement extérieur, la détérioration des termes de l'échange et les pratiques commerciales qui ont des répercussions sur les marchés des produits de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture; et
- (c) Une très nette réduction de la productivité des écosystèmes qui est la principale conséquence de la désertification et de la sécheresse et qui se traduit par une baisse de rendement dans l'agriculture, l'élevage et la sylviculture, ainsi que par la diminution de la diversité biologique; du point de vue social, il en résulte des phénomènes d'appauvrissement, des migrations des déplacements de population internes et une détérioration de la qualité de la vie; la région devra, en conséquence, aborder de manière intégrée les problèmes de la désertification et de la sécheresse en encourageant des modes de développement durable conformes à la réalité environnementale, économique et sociale de chaque pays.

Article 3

Programmes d'action

1. Conformément à la Convention, en particulier à ses articles 9 à 11 et à leur politique nationale de développement, les pays touchés Parties de la région élaborent et exécutent, selon qu'il convient, des programmes

d'action nationaux destinés à lutter contre la désertification et à atténuer les effets de la sécheresse qui font partie intégrante de leur politique de développement durable. Des programmes sous-régionaux et régionaux peuvent être élaborés et exécutés en fonction des besoins de la région.

2. Lors de l'élaboration de leurs programmes d'action nationaux, les pays touchés Parties de la région accordent une attention particulière au paragraphe 2 (f) de l'article 10 de la Convention.

Article 4

Contenu des programmes d'action nationaux

Selon leur situation respective, les pays touchés Parties de la région peuvent, entre autres, envisager dans le cadre de l'élaboration de leur stratégie nationale de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse en application de l'article 5 de la Convention, les domaines d'activités suivants:

- (a) L'accroissement des capacités, l'éducation et la sensibilisation du public, la coopération technique, scientifique et technologique, ainsi que les ressources et les mécanismes financiers;
- (b) L'élimination de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de la vie humaine;
- (c) La réalisation de la sécurité alimentaire et d'un développement et d'une gestion durables des activités agricoles, de l'élevage et de la sylviculture, ainsi que des activités intersectorielles;
- (d) La gestion durable des ressources naturelles, en particulier l'exploitation rationnelle des bassins hydrographiques;
- (e) La gestion durable des ressources naturelles dans les zones de haute altitude;
- (f) La gestion et la conservation rationnelles des ressources en terres, et l'exploitation et l'utilisation efficaces des ressources en eau;
- (g) L'élaboration et la mise en oeuvre de plans d'urgence pour atténuer les effets de la sécheresse;
- (h) Le renforcement et/ou la mise en place dans les régions sujettes à la désertification et à la sécheresse de systèmes d'information, d'évaluation et de suivi ainsi que d'alerte précoce compte tenu des facteurs climatologiques, météorologiques, hydrologiques, biologiques, pédologiques, économiques et sociaux;
- (i) Le développement, la mise en valeur et l'utilisation rationnelle des diverses sources d'énergie, y compris la promotion d'énergies de substitution;
- (j) La conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, conformément aux dispositions de la Convention sur la diversité biologique;

- (k) La prise en compte des aspects démographiques en rapport avec la désertification et la sécheresse; et
- (l) La mise en place ou le renforcement des cadres institutionnels et juridiques permettant d'appliquer la Convention et visant, entre autres, à décentraliser les structures et les fonctions administratives liées à la désertification et à la sécheresse, avec la participation des communautés touchées et de la société en général.

Article 5

Coopération technique, scientifique et technologique

Conformément à la Convention, en particulier à ses articles 16 à 18, et dans le cadre du mécanisme de coordination prévu à l'article 7 de la présente annexe, les pays touchés Parties de la région, agissant individuellement ou collectivement:

- (a) Favorisent le renforcement de réseaux de coopération technique et de systèmes d'information nationaux, sous-régionaux et régionaux, ainsi que leur intégration, selon qu'il convient, dans des sources mondiales d'information;
- (b) Dressent un inventaire des technologies et des connaissances disponibles et favorisent leur diffusion et leur utilisation;
- (c) Encouragent l'utilisation des technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques traditionnels, en application du paragraphe 2 (b) de l'article 18 de la Convention;
- (d) Déterminent les besoins en matière de transfert de technologie; et
- (e) Oeuvent en faveur de la mise au point, de l'adaptation, de l'adoption et du transfert de technologies nouvelles écologiquement rationnelles.

Article 6

Ressources et mécanismes financiers

Conformément à la Convention, en particulier à ses articles 20 et 21, dans le cadre du mécanisme de coordination prévu à l'article 7 et en conformité avec leurs politiques de développement national, les pays touchés Parties de la région, agissant individuellement ou collectivement:

- a) Adoptent les mesures pour rationaliser et renforcer les mécanismes de financement faisant appel à des investissements publics et privés en vue de parvenir à des résultats concrets dans l'action menée pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;
- b) Déterminent les besoins dans le domaine de la coopération internationale pour appuyer les efforts déployés à l'échelon national; et

- c) Favorisent la participation d'organismes de coopération financière bilatérale et/ou multilatérale en vue d'assurer la mise en oeuvre de la Convention.

Article 7

Cadre institutionnel

1. Afin de donner effet à la présente annexe, les pays touchés Parties de la région:

- a) Créent et/ou renforcent au niveau national des centres de liaison chargés de coordonner les actions menées pour lutter contre la désertification et/ou atténuer les effets de la sécheresse; et
- b) Mettent en place un mécanisme de coordination des centres de liaison nationaux avec pour objectifs:
- i) l'échange d'informations et d'expériences,
 - ii) la coordination des activités aux niveaux sous - régional et régional,
 - iii) la promotion de la coopération technique, scientifique, technologie et financière,
 - iv) la définition des besoins en matière de coopération extérieure, et
 - v) le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre des programmes d'action.

2. Les pays touchés Parties de la région organisent périodiquement des réunions de coordination et le secrétariat permanent peut, à leur demande, en vertu de l'article 23 de la convention, faciliter la convocation de telles réunions de coordination en:

- a) Donnant des conseils sur l'organisation d'arrangements de coordination efficaces, en tirant parti pour ce faire des enseignements d'autres arrangements de ce type;
- b) Renseignant les agences bilatérales et multilatérales compétentes sur les réunions de coordination et en les encourageant à y participer activement; et
- c) Fournissant d'autres informations pouvant être utiles pour établir ou améliorer les processus de coordination.

ANNEXE IV

Annexe concernant la mise en oeuvre au niveau régional pour la Méditerranée septentrionale

Article premier

Objet

La présente annexe a pour objet de donner des lignes directrices et d'indiquer les dispositions à prendre en vue d'une mise en oeuvre efficace de la Convention dans les pays touchés Parties de la région de la Méditerranée septentrionale compte tenu des particularités de cette dernière.

Article 2

Particularités de la région de la méditerranée septentrionale

Les particularités de la région de la Méditerranée septentrionale évoquées à l'article premier sont notamment les suivantes:

- a) Des conditions climatiques semi-arides touchant de vastes étendues, des sécheresses saisonnières, une très grande variabilité du régime pluviométrique et des chutes de pluies soudaines et très violentes;
- b) Des sols pauvres et sensibles à l'érosion, sujets à la formation de croûtes superficielles;
- c) Un relief inégal comportant de fortes pentes et des paysages très variés;
- d) Des pertes importantes de la couverture forestière dues à des incendies de forêt répétés;
- e) Une crise de l'agriculture traditionnelle, marquée par l'abandon de terres et la désertification des structures de protection des sols et de l'eau;
- f) L'exploitation non durable des ressources en eau aboutissant à de graves atteintes à l'environnement, y compris à la pollution chimique, la salinisation et l'épuisement des nappes aquifères; et
- g) Une concentration de l'activité économique dans les zones côtières imputable au développement de l'urbanisation, aux activités industrielles, au tourisme et à l'agriculture irriguée.

Article 3

Cadre de planification stratégique pour un développement durable

1. Les programmes d'action nationaux font partie intégrante du cadre de la planification stratégique pour le développement durable des pays touchés Partie de la Méditerranée septentrionale et en sont un élément essentiel.

2. Un processus consultatif et participatif, faisant appel aux pouvoirs aux échelons appropriés, aux collectivités locales et aux organisations non gouvernementales, est engagé dans le but de donner des indications sur la stratégie à appliquer, une planification souple, pour permettre une participation optimale au niveau local, en application du paragraphe 2 (f) de l'article 10 de la convention.

Article 4

Obligation d'élaborer des programmes d'action nationaux et calendrier

Les pays touchés Parties de la région de la Méditerranée septentrionale élaboreront des programmes d'action nationaux et, selon qu'il convient, des programmes d'action sous-régionaux, régionaux ou conjoints. L'élaboration de ces programmes sera achevée le plus tôt possible.

Article 5

Elaboration et mise en oeuvre des programmes d'action nationaux

Pour élaborer et mettre en oeuvre les programmes d'action nationaux en application des articles 9 et 10 de la Convention, chaque pays touché Partie de la région doit notamment, selon qu'il convient:

- a) Désigner des organes appropriés, chargés d'élaborer, de coordonner et d'exécuter son programme;
- b) Associer les populations touchées, y compris les collectivités locales, à l'élaboration, la coordination et la mise en oeuvre du programme grâce à un processus de consultation mené localement, avec la collaboration des autorités locales et d'organisations non gouvernementales compétentes;
- c) Étudier l'état de l'environnement dans les zones touchées afin d'analyser les causes et les conséquences de la désertification et de déterminer les domaines d'action prioritaires;
- d) Évaluer, avec la participation des populations touchées, les programmes antérieurs et en cours afin de concevoir une stratégie et d'élaborer les activités à prévoir dans le programme d'action;
- e) Établir des programmes techniques et financiers à partir des renseignements recueillis au moyen des activités visées aux paragraphes (a) à (b); et
- f) Mettre au point et appliquer des procédures et des repères pour surveiller et évaluer la mise en oeuvre du programme.

Article 6

Contenu des programmes d'action nationaux

Les pays touchés parties de la région peuvent prévoir dans leurs programmes d'action nationaux des mesures portant sur:

- a) Les domaines législatif, institutionnel et administratif;
- b) Les modes d'utilisation des terres, la gestion des ressources en eau, la conservation des sols, la foresterie, les activités agricoles et l'aménagement des pâturages et parcours;
- c) La gestion et la conservation de la faune et de la flore et d'autres formes de diversité biologique;
- d) La protection contre les feux de forêt;
- e) La promotion de moyens de subsistance alternatifs; et
- f) La recherche, la formation et la sensibilisation du public.

Article 7

Programmes d'action sous-régionaux et conjoints

1. Les pays touchés Parties de la région peuvent, conformément à l'article 11 de la Convention, élaborer et exécuter un programme d'action sous-régional et/ou régional destiné à compléter les programmes d'action nationaux et à les rendre plus efficaces. Deux Parties de la sous-région ou plus pourront de même convenir d'élaborer un programme d'action conjoint.

2. Les dispositions des articles 5 et 6 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes d'action sous-régionaux, régionaux et conjoints. Ces programmes peuvent en outre comporter des activités de recherche-développement concernant certains écosystèmes dans les zones touchées.

3. Pour élaborer et mettre en oeuvre les programmes d'action sous-régionaux, régionaux ou conjoints, les pays touchés Parties de la région doivent, selon qu'il convient:

- a) Définir, en collaboration avec des institutions nationales, les objectifs nationaux en matière de lutte contre la désertification que l'on serait mieux à même d'atteindre avec ces programmes, ainsi que les activités que ceux-ci permettraient de mener à bien de manière efficace;
- b) Évaluer les capacités et activités opérationnelles des institutions régionales, sous-régionales et nationales compétentes; et
- c) Analyser les programmes existants en matière de désertification communs aux Parties de la région ainsi que leurs rapports avec les programmes d'action nationaux.

Article 8

Coordination des programmes d'action sous-régionaux et conjoints

Les pays touchés Parties élaborant un programme d'action sous-régional, régional ou conjoint peuvent créer un comité de coordination composé de représentants de chaque pays touché Partie afin d'examiner les progrès de la lutte contre la désertification, d'harmoniser les programmes d'action nationaux, de faire des recommandations aux différents stades de l'élaboration et de la mise en oeuvre des programmes sous-régionaux, régionaux ou conjoints, et de servir de centre de liaison pour la coordination et la promotion de la coopération technique en application des articles 16 à 19 de la Convention.

Article 9

Parties n'ayant pas droit à une assistance financière

Les pays développés touchés Parties de la région n'ont pas droit à une assistance financière aux fins de la mise en oeuvre des programmes nationaux, sous-régionaux, régionaux et conjoints au titre de la présente Convention.

Article 10

Coordination avec les autres sous-régions et régions

Les programmes d'action sous-régionaux, régionaux et conjoints de la région de la Méditerranée septentrionale peuvent être élaborés et mis en oeuvre en collaboration avec ceux des autres sous-régions ou régions, en particulier ceux de la sous-région de l'Afrique du Nord.

CONVENÇÃO DAS NAÇÕES UNIDAS SOBRE A LUTA CONTRA A DESERTIFICAÇÃO NOS PAÍSES GRAVEMENTE AFECTADOS PELA SECA E/OU PELA DESERTIFICAÇÃO, PARTICULARMENTE EM ÁFRICA

As Partes signatárias da presente Convenção,

Afirmando que os seres humanos nas zonas afectadas ou ameaçadas estão no centro das preocupações na luta contra a desertificação e para a diminuição dos efeitos da seca;

Fazendo eco à grande preocupação que as consequências nefastas da desertificação e da seca provocam na Comunidade Internacional, nomeadamente nos Estados e nas Organizações Internacionais;

Conscientes de que as zonas áridas, semi-áridas e sub-húmidas secas, em conjunto constituem uma parte importante da superfície emergida do globo, assim como o habitat e a fonte de subsistência de uma grande parte da população mundial;

Reconhecendo que a desertificação e a seca constituem um problema de dimensão mundial, na medida em que elas afectam todas as regiões do mundo, e que é preciso uma acção conjunta da Comunidade Internacional para fazer face à desertificação e/ou efeitos da seca;

Tendo a consciência do grande número de países em desenvolvimento, nomeadamente os países menos avançados, entre os quais se encontram mais afectados pela seca e/ou pela desertificação, e as consequências particularmente trágicas destes fenómenos em África;

Notando ainda que a desertificação é causada por interações complexas entre factores físicos, biológicos, políticos, sociais, culturais e económicos;

Considerando ainda os efeitos do comércio e de certos aspectos pertinentes das relações económicas internacionais sobre a capacidade dos países afectados de lutar de forma adequada contra a desertificação;

Conscientes de que o crescimento económico durável, o desenvolvimento social e a eliminação da pobreza constituem prioridades para os países em desenvolvimento afectados, particularmente em África, e de que eles são indispensáveis para atingir os objectivos de durabilidade;

Tendo presente que a desertificação e a seca comprometem o desenvolvimento durável devido à correlação que existe entre estes fenómenos e importantes problemas sociais como a pobreza, uma má situação sanitária e nutricional e a insegurança alimentar, bem como os problemas provenientes das migrações, das deslocações das populações e da dinâmica demográfica;

Estimando a importância dos esforços que os Estados e as organizações internacionais empreenderam no passado para lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca, e a experiência adquirida na matéria, em particular no quadro da implementação do Plano de Acção de Luta Contra a Desertificação, que foi adoptado pela Conferência das Nações Unidas sobre a desertificação em 1977;

Conscientes de que, apesar dos esforços empreendidos no passado, os progressos registados na luta contra a desertificação e na diminuição dos efeitos da seca foram ilusórios e de que é preciso, a todos os níveis, uma nova abordagem mais eficaz no quadro de um desenvolvimento durável;

Reconhecendo a validade e a importância das decisões adoptadas na Conferência das Nações Unidas sobre o ambiente e o desenvolvimento, e em particular a importância do programa de Acção 21 e do seu capítulo 12, que fornecem uma base para a luta contra a desertificação;

Reafirmando, neste contexto, o empenho dos países desenvolvidos, tal como estão formulados no 13º parágrafo do 33º capítulo da Acção 21;

Relembrando a resolução 47/188 da Assembleia Geral, e em particular a prioridade que ela atribuiu à África, e todas as outras resoluções, decisões e programas pertinentes das Nações Unidas relativas à desertificação e à seca, bem como as declarações importantes dos países africanos e as dos países de outras regiões;

Reafirmando a Declaração de Rio sobre o ambiente e o desenvolvimento, cujo Princípio nº2 enuncia que, em virtude da Carta das Nações Unidas e dos princípios do Direito Internacional, os Estados têm o direito soberano de explorar os seus próprios recursos, de acordo com a sua política em matéria de ambiente e de desenvolvimento, e o dever de fazê-lo de modo que as actividades exercidas nos limites da sua jurisdição ou sob a sua autoridade não causem danos ao ambiente de outros Estados ou zonas que não dependem de nenhuma jurisdição nacional;

Reconhecendo que os Governos nacionais desempenham um papel crucial na luta contra a desertificação e na diminuição dos efeitos da seca e que os progressos dependem da aplicação de programas de acção a nível local nas zonas afectadas;

Reconhecendo igualmente a importância e a necessidade de uma cooperação internacional e de uma parceria na luta contra a desertificação e na diminuição dos efeitos da seca;

Reconhecendo além disso que é importante pôr à disposição dos países em desenvolvimento afectados, particularmente em África, meios eficazes, nomeadamente recursos financeiros importantes, incluindo fundos novos e suplementares e um acesso à tecnologia, sem os quais ser-lhes-á difícil cumprir completamente as obrigações que lhes são impostas pela presente Convenção;

Preocupados com os efeitos da desertificação e da seca nos países afectados da Ásia central e da Transcaucásia;

Sublinhando o papel importante desempenhado pelas mulheres nas regiões afectadas pela desertificação e/ou pela seca, particularmente nas zonas rurais dos países em desenvolvimento, e a importância de uma completa participação, a todos os níveis, tanto das mulheres como dos homens, nos programas de luta contra a desertificação e de diminuição dos efeitos da seca;

Insistindo no papel especial desempenhado pelas organizações não governamentais e por outros grandes agrupamentos nos programas de luta contra a desertificação e de diminuição dos efeitos da seca;

Tendo presente as relações entre a desertificação e outros problemas ambientais, de dimensão mundial, com os quais a Comunidade Internacional e as comunidades nacionais se confrontam;

Tendo ainda presente a contribuição que a luta contra a desertificação pode oferecer para atingir os objectivos da Convenção - Quadro das Nações Unidas sobre as variações climáticas, da Convenção sobre a Diversidade Biológica e de outras convenções conexas relativas ao ambiente;

Estimando que as estratégias de luta contra a desertificação e contra os efeitos da seca seriam mais eficazes se elas se baseassem numa observação sistemática séria e em conhecimentos científicos rigorosos, e se elas fossem constantemente revalidadas;

Reconhecendo a necessidade urgente de melhorar a eficácia e a coordenação da cooperação internacional para facilitar a aplicação de planos e prioridades nacionais;

Decididos a adoptar medidas apropriadas para lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca, no interesse das gerações presentes e futuras;

Acordam no seguinte:

PRIMEIRA PARTE

Introdução

Artigo 1º

Emprego dos termos

Para os efeitos da presente Convenção:

- (a) O termo "desertificação" designa a degradação das terras nas zonas áridas, semi-áridas e sub-húmidas secas em consequência de diversos factores, entre os quais as variações climáticas e as actividades humanas;
- (b) A expressão "luta contra a desertificação" designa as actividades que realçam a valorização integrada das terras nas zonas áridas, semi-áridas e sub-húmidas secas, com vista a um desenvolvimento durável e cujo objectivo é:

(I) prevenir e/ou reduzir a degradação das terras,

(II) preparar as terras parcialmente degradadas, e

(III) restaurar as terras desertificadas;

(c) O termo "seca" designa o fenómeno natural que acontece quando as precipitações são sensivelmente inferiores aos níveis normalmente registados e que provocam graves desequilíbrios hidrológicos prejudiciais aos sistemas de produção dos recursos da terra;

(d) A expressão "diminuição dos efeitos da seca" designa as actividades ligadas à previsão da seca, cujo objectivo é reduzir a vulnerabilidade da sociedade e dos sistemas naturais face à seca, no quadro da luta contra a desertificação;

(e) O termo "terras" designa o sistema bioprodutivo terrestre que compreende o solo, os vegetais, os outros seres vivos e os fenómenos ecológicos e hidrológicos que se originam no interior deste sistema;

(f) A expressão "degradação das terras" designa a diminuição ou o desaparecimento, nas zonas áridas, semi-áridas e sub-húmidas secas, da produtividade biológica ou económica e da complexidade das terras cultivadas não irrigadas, das terras cultivadas irrigadas, dos percursos, das pastagens, das florestas ou das superfícies arborizadas, devido à utilização das terras ou devido a um ou mais fenómenos, nomeadamente os fenómenos causados pela actividade do homem e pelo seu modo de povoamento, tais como:

(I) a erosão dos solos causada pelo vento e/ou pela água,

(II) a deterioração das propriedades físicas, químicas e biológicas ou económicas dos solos, e

(III) o desaparecimento a longo prazo da vegetação natural;

(g) A expressão "zonas áridas, semi-áridas e sub-húmidas secas" designa as zonas, com excepção das zonas árticas e subárcticas, onde a relação entre as precipitações anuais e a evaporação possível situa-se numa escala que oscila entre 0,05 e 0,65;

(h) A expressão "zonas afectadas" designa as zonas áridas, semi-áridas e/ou sub-húmidas secas afectadas ou ameaçadas pela desertificação;

(i) A expressão "países afectados" designa os países cuja totalidade ou parte das terras são afectadas;

(j) A expressão "organização de integração económica regional" designa uma organização constituída pelos Estados soberanos de uma dada região, que através das questões regulamentadas pela presente Convenção e que foi devidamente habilitada, de acordo com os procedimentos internos, tem a competência de assinar, ratificar, aceitar ou aprovar a Convenção ou a ela aderir-se;

(k) A expressão "países desenvolvidos Partes" designa os países desenvolvidos Partes e as organizações de integração económica regional integradas por países desenvolvidos.

Artigo 2º

Objecto

1. A presente Convenção tem por objecto lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca nos países gravemente afectados pela seca e/ou pela desertificação, particularmente em África, graças às medidas eficazes adoptadas a todos os níveis, apoiadas pelas disposições internacionais de cooperação e de parceria, no quadro de uma aproximação integrada compatível com o programa de Acção 21, com vista a contribuir para a instauração de um desenvolvimento durável nas zonas afectadas.

2. Para atingir este objectivo, será preciso empregar nas zonas afectadas estratégias integradas a longo prazo e orientadas simultaneamente, sobre a melhoria da produtividade das terras bem como sobre a restauração, conservação e gestão durável dos recursos terras e água, e que conduzam a uma melhoria das condições de vida, principalmente a nível das colectividades.

Artigo 3º

Princípios

Para atingir os objectivos da presente Convenção e para a aplicação das suas disposições, as Partes são orientadas, entre outros, pelos seguintes princípios:

(a) As Partes deverão assegurar-se de que as decisões relativas à concepção e execução dos programas de luta contra a desertificação e/ou para a diminuição dos efeitos da seca sejam adoptadas com a participação das populações e das colectividades locais, e que um ambiente adequado seja criado a um nível superior, para facilitar a acção aos níveis nacional e local;

(b) As Partes deverão, num espírito de solidariedade e de parceria internacionais, melhorar a cooperação e a coordenação a nível sub-regional, regional e internacional, e concentrar mais os recursos financeiros, humanos, organizacionais e técnicos onde fôr mais necessário;

(c) As Partes deverão, num espírito de parceria, instituir uma cooperação entre os poderes públicos a todos os níveis, as colectividades, as organizações não governamentais e os exploradores das terras para fazer compreender melhor, nas zonas afectadas, a natureza e o valor da terra e dos recursos em água, e para promover uma utilização durável destes recursos; e

(d) As Partes deverão tomar totalmente em consideração a situação e as necessidades específicas dos países em desenvolvimento que são Partes afectadas, especialmente os menos avançados entre eles.

SEGUNDA PARTE

Disposições Gerais

Artigo 4º

Obrigações gerais

1. As Partes cumprem as obrigações que lhes são impostas pela presente Convenção, individual ou conjuntamente, por meio de acordos bilaterais e multilaterais já existentes ou a serem criados ou graças à combinação destes diferentes tipos de acordos, da forma mais conveniente, focando a necessidade de coordenar os esforços e de criar uma estratégia a longo prazo coerente a todos os níveis.

2. Com vista a atingir o objectivo da presente Convenção, as Partes:

- (a) Adoptam uma abordagem integrada tendo em conta os aspectos físicos, biológicos e socio-económicos da desertificação e da seca;
- (b) Prestam a devida atenção, no seio dos órgãos internacionais e regionais competentes, à situação dos países em desenvolvimento Partes afectados do ponto de vista de trocas internacionais, de disposições de comercialização e de contracção de dívidas, a fim de criar um ambiente económico internacional adequado, de modo a promover um desenvolvimento durável;
- (c) Integram estratégias de eliminação da pobreza na acção criada, para lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca;
- (d) Encorajam a cooperação entre os países Partes afectados, nos domínios da protecção do ambiente e da conservação dos recursos terra e água, que digam respeito à desertificação e à seca;
- (e) Reforçam a cooperação sub-regional, regional e internacional;
- (f) Colaboram com as organizações intergovernamentais competentes;
- (g) Estabelecem mecanismos institucionais, se fôr o caso, tendo sempre presente a necessidade de evitar a duplicação de esforços; e
- (h) Encorajam o recurso aos mecanismos e disposições financeiros multilaterais e bilaterais existentes, que mobilizem e afectem recursos financeiros importantes aos países em desenvolvimento Partes afectadas para os ajudar na luta contra a desertificação e a diminuir os efeitos da seca.

3. Os países em desenvolvimento Partes afectadas podem aspirar a uma ajuda para aplicar a Convenção.

Artigo 5º

Obrigações dos países afectados Partes

Para além das disposições que lhes são impostas no artigo 4º, os países afectados, Partes, comprometem-se:

- (a) A conceder a prioridade requerida à luta contra a desertificação e à diminuição da seca, e a conceder recursos suficientes de acordo com a sua situação e seus meios;
- (b) A estabelecer estratégias e prioridades, no quadro dos planos ou das políticas de desenvolvimento durável, para lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca;
- (c) A atacar as causas profundas da desertificação e a dispensar uma especial atenção aos factores socio-económicos que contribuem para este fenómeno;
- (d) A sensibilizar as populações locais, principalmente as mulheres e os jovens, e a facilitar a sua participação, com o apoio das organizações não governamentais, na acção criada para lutar contra a desertificação e para diminuir os efeitos da seca; e
- (e) A criar um ambiente adequado reforçando, da forma mais conveniente, a legislação apropriada, adoptando, caso não existirem, novas leis, e elaborando novas políticas a longo prazo e novos programas de acção.

Artigo 6º

Obrigações dos países desenvolvidos Partes

Para além das obrigações gerais que lhes são impostas no artigo 4º, os países desenvolvidos Partes comprometem-se:

- (a) A, individual ou conjuntamente, apoiar activamente, da forma mais conveniente, a acção conduzida pelos países em desenvolvimento Partes afectadas, principalmente os que se situam em África, e os países menos avançados, para combater a desertificação e diminuir os efeitos da seca;
- (b) A fornecer os recursos financeiros necessários e outras formas de apoio para ajudar os países em desenvolvimento Partes afectadas, sobretudo os da África, a realizar e a aplicar de forma eficaz os seus próprios planos e estratégias a longo prazo para lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca;
- (c) A favorecer a mobilização de fundos provenientes do sector privado e de outras fontes não governamentais; e
- (d) A favorecer e a facilitar o acesso dos países afectados Partes, principalmente os países em desenvolvimento Partes, à tecnologia, aos conhecimentos e ao "savoir-faire" apropriados.

Artigo 7º

Prioridade para a África

No quadro da realização da presente Convenção, as Partes acordam a prioridade aos países africanos afectados Partes, tendo em conta a situação preocupante que prevalece nesta região, sem contudo negligenciar os outros países em desenvolvimento Partes afectadas noutras regiões.

Artigo 8º

Relações com outras Convenções

1. As Partes encorajam a coordenação das actividades levadas a cabo no contexto da Convenção e, se dela forem Partes, através de outros acordos internacionais pertinentes, nomeadamente a Convenção - Quadro das Nações Unidas sobre as Variações Climáticas e a Convenção sobre a Diversidade Biológica, a fim de tirar melhor proveito das actividades previstas em cada acordo, evitando sempre a duplicação de esforços. As Partes encorajam a execução de programas comuns, principalmente nos domínios da investigação, da formação, da observação sistemática bem como da recolha e da troca de informações, na medida em que estas actividades podem ajudar a atingir os objectivos dos referidos acordos.

2. As disposições da presente Convenção não causam nenhum prejuízo aos direitos e obrigações de qualquer Parte, provenientes de um acordo bilateral, regional ou internacional ao qual a Parte aderiu antes da entrada em vigor da presente Convenção.

TERCEIRA PARTE**Programas de Acção, Cooperação Científica e Técnica e Medidas de Apoio****SECÇÃO 1****Programas de acção**

Artigo 9º

Abordagem geral

1. Para cumprir as obrigações que lhes são impostas no artigo 5º, no quadro do anexo pertinente relativo à implementação, a nível regional, ou, ainda num outro quadro, os países em desenvolvimento afectados Partes e qualquer outro país afectado Parte que tenha notificado por escrito ao Secretariado Permanente da sua intenção de elaborar um programa de acção nacional, elaboram, tornam público e executam, da forma mais conveniente, programas de acção nacionais servindo-se ou aproveitando tanto quanto possível, os planos e programas em curso que dêem bons resultados, e programas de acção sub-regionais e regionais, para se tornarem o elemento central da estratégia de luta contra a desertificação e para a diminuição dos efeitos da seca. Estes programas serão actualizados, no quadro de um processo participativo permanente, tendo em conta a experiência obtida na acção realizada no terreno, bem como dos resultados da investigação. A preparação dos programas nacionais far-se-á em estreita coordenação com os outros trabalhos de elaboração de políticas nacionais de desenvolvimento durável.

2. No quadro das diferentes formas de ajuda dispensada, em conformidade com o artigo 6º, os países desenvolvidos Partes concedem prioridade, como acordado, ao apoio aos programas de acção nacionais, sub-regionais e regionais dos países em desenvolvimento Partes afectadas, sobretudo os que se encontram em África, quer directamente, quer por intermédio de organizações multilaterais competentes, quer através dos dois sistemas ao mesmo tempo.

3. As Partes encorajam os órgãos, fundos e programas do sistema das Nações Unidas e as outras organizações intergovernamentais competentes, os estabele-

cimentos de ensino, a comunidade científica e as organizações não governamentais, aptos a cooperarem de acordo com o seu mandato e as suas capacidades, a apoiarem a elaboração, a implementação e o acompanhamento dos programas de acção.

Artigo 10º

Programas de acção nacionais

1. Os programas de acção nacionais têm por objectivo identificar os factores que contribuem para a desertificação e as medidas concretas a serem adoptadas para lutar contra ela e diminuir os efeitos da seca.

2. Os programas de acção nacionais identificam o papel que compete respectivamente ao Estado, às colectividades locais e aos exploradores de terras, bem como os recursos disponíveis e necessários. Entre outros eles devem:

- (a) Definir as estratégias a longo prazo para lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca, acentuar a sua execução e integrá-los nas políticas nacionais de desenvolvimento durável;
- (b) Poder ser modificados em função da evolução da situação e ser suficientemente flexíveis a nível local, para se adaptarem às diferentes condições socio-económicas, biológicas e geofísicas;
- (c) Dispensar uma maior atenção à aplicação das medidas preventivas para as terras que não estão ainda degradadas ou que apenas o são ligeiramente;
- (d) Reforçar as capacidades climatológicas, meteorológicas e hidrológicas nacionais e os meios de lançar as alertas precoces sobre a seca;
- (e) Promover as políticas e reforçar os quadros institucionais adequados de modo a permitir, num espírito de parceria, o desenvolvimento da cooperação e da coordenação, entre a comunidade dos doadores, os poderes públicos, a todos os níveis, as populações locais e os agrupamentos comunitários, e facilitar o acesso das populações locais à informação e às tecnologias apropriadas;
- (f) Prever, a nível local, nacional e regional, a participação efectiva de organizações não governamentais e das populações locais, recursos, nomeadamente os agricultores e os pastores e as organizações que os representam, oferecendo lugares importantes tanto aos homens como às mulheres na planificação das políticas, na tomada de decisões bem como na implementação e análise dos programas de acção nacionais; e
- (g) Prever a necessidade de fazer o ponto da situação, com intervalos regulares, da execução destes programas e de elaborar relatórios sobre o avanço dos trabalhos.

3. Os programas de acção nacionais podem prevenir nomeadamente todas ou parte das medidas a seguir indicadas, para prevenir e diminuir os efeitos da seca:

- (a) A criação de sistemas de alerta precoce, incluindo instalações locais e nacionais e sistemas comuns, aos níveis sub-regional e regional, bem como os mecanismos para ajudar, as pessoas deslocadas por razões de ordem ecológicas, e/ou o seu reforço, como fôr mais conveniente;
- (b) O reforço dos mecanismos de prevenção e de gestão das situações de seca, nomeadamente os planos de intervenção de urgência aos níveis local, nacional, sub-regional e regional, tendo simultaneamente em conta as previsões climáticas próprias da estação e as previsões inter - anuais;
- (c) A instalação e/ou o reforço, da forma mais conveniente, do sistema de segurança alimentar, nomeadamente as instalações de armazenagem e de comercialização, principalmente no meio rural;
- (d) A elaboração de projectos visando a promoção de novos meios de vida susceptíveis de assegurar rendimentos nas zonas sujeitas à seca; e
- (e) A elaboração de programas duráveis de rega para culturas e criação de gado.

4. Tendo em conta a situação de cada país afectado Parte e as suas necessidades próprias, os programas de acção nacionais prevêem, entre outros, da forma mais conveniente, medidas para todos ou parte dos domínios prioritários a seguir indicados, que tenham uma relação com a luta contra a desertificação e a diminuição dos efeitos da seca nas zonas afectadas e que se relacionem com as suas populações: promoção de novos meios de vida e melhoria do ambiente económico nacional com vista a reforçar os programas de eliminação da pobreza e de segurança alimentar, dinâmica demográfica, gestão durável dos recursos naturais, práticas agrícolas ecológicamente duráveis, valorização e utilização eficaz de diversas fontes de energia, quadros institucionais e jurídicos, reforço dos meios de avaliação e de observação sistemática, nomeadamente com a criação de serviços hidrológicos e meteorológicos, e o reforço das capacidades, educação e sensibilização do público.

Artigo 11º

Programas de acção sub-regionais e regionais

Os países Partes afectados consultam-se e cooperam para, de acordo com os anexos pertinentes relativos à realização a nível regional, elaborar, da forma mais conveniente, programas de acção sub-regionais ou regionais com vista a harmonizar, completar e tornar mais eficazes os programas nacionais. As disposições apontadas no artigo 10º aplicam-se *mutatis mutandis* aos programas sub-regionais e regionais. Esta cooperação pode abranger também a implementação de programas mútuos determinados, de comum acordo, para a gestão durável dos recursos naturais transfronteiriços, para a colaboração científica e técnica e para o reforço das instituições competentes.

Artigo 12º

Cooperação internacional

Os países afectados Partes deverão, em colaboração com outras Partes e com a Comunidade Internacional, cooperar para promover um ambiente internacional adequado aos objectivos da implementação da Convenção. Esta cooperação deverá abranger a transferência de tecnologia, bem como a investigação-desenvolvimento científico, a recolha e a difusão de informações e os recursos financeiros.

Artigo 13º

Apoio à elaboração e à implementação dos programas de acção

1. As medidas destinadas a apoiar os programas de acção em aplicação do artigo 9º compreendem, entre outros:

- (a) Uma cooperação financeira com vista a assegurar aos programas de acção uma previsibilidade de modo a permitir a longo prazo, a planificação necessária;
- (b) A elaboração e a utilização de mecanismos de cooperação que ofereçam melhores possibilidades de apoio a nível local, nomeadamente por intermédio das organizações não governamentais, a fim de favorecer a reprodução, se fôr o caso, de actividades coroadas de sucesso e realizadas no quadro de programas pilotos;
- (c) Uma grande flexibilidade na concepção, no financiamento e na execução dos projectos, de acordo com a concepção experimental, iterativa, que convenha uma acção a nível das colectividades locais baseada na participação; e
- (d) Da forma mais conveniente, procedimentos administrativos e orçamentais próprios para reforçar a eficácia da cooperação e dos programas de apoio.

2. Este apoio aos países Partes em desenvolvimento é concedido como prioridade aos países africanos Partes e aos países Partes menos avançados.

Artigo 14º

Coordenação das etapas de elaboração e de implementação dos programas de acção

1. As Partes colaboram estreitamente, directamente e por intermédio das organizações intergovernamentais competentes, para elaborar e executar os programas de acção.

2. As Partes elaboram, especialmente a nível nacional e local, mecanismos operacionais próprios para garantir a melhor coordenação possível entre os países desenvolvidos Partes, os países em desenvolvimento Partes e as organizações intergovernamentais e não governamentais competentes, a fim de evitar a duplicação de esforços, harmonizar as intervenções e abordagens e maximizar o efeito da ajuda. Nos países Partes em desenvolvimento, dedicar-se-á uma prioridade à ordenação das actividades relativas à cooperação inter-

nacional a fim de obter a máxima eficácia na utilização dos recursos, de garantir uma ajuda adaptada e de facilitar a realização dos programas nacionais e o respeito às prioridades nos termos da presente Convenção.

Artigo 15º

Anexos relativos à implementação a nível regional

Os elementos a serem incorporados nos programas de acção são escolhidos e adaptados em função das características socio-económicas, geográficas e climáticas dos países ou regiões afectados Partes, bem como do seu nível de desenvolvimento. As directivas para a elaboração dos programas de acção, que determinam a orientação e o conteúdo destes últimos para as diferentes sub-regiões e regiões, são formuladas nos anexos relativos à implementação a nível regional.

SECÇÃO 2

Cooperação científica e técnica

Artigo 16º

Recolha, análise e troca de informações

As Partes concordam, segundo as suas respectivas capacidades, em integrar e em coordenar a recolha, a análise e a troca de informações pertinentes em períodos de curta e longa duração para garantir a observação sistemática da degradação das terras nas zonas afectadas e para melhor compreender e avaliar os fenómenos e os efeitos da seca e da desertificação. Isso contribuirá, principalmente a implementação de um sistema de alerta precoce e de uma planificação prévia para os períodos de variações climáticas desfavoráveis de modo a oferecer uma aplicação prática aos utilizadores a todos os níveis, principalmente às populações locais. Para este efeito e da forma mais conveniente, as Partes:

(a) Facilitam e reforçam o funcionamento da rede mundial de instituições e de instalações para a recolha, análise e troca de informações bem como a observação sistemática a todos os níveis, devendo a rede em referência:

(I) tentar utilizar normas e sistemas compatíveis,

(II) incluir os dados e estações apropriados, inclusivé nas zonas mais afastadas,

(III) utilizar e divulgar as tecnologias modernas na recolha, transmissão e avaliação dos dados sobre a degradação das terras, e

(IV) estreitar as relações entre os centros de dados e de informação nacionais, sub-regionais e regionais e as fontes de informação mundiais;

(b) Asseguram que as actividades de recolha, análise e troca de informações respondam às necessidades das colectividades locais e às dos decisores, com vista a resolver os problemas específicos, e zelam para que as colectividades locais nelas participem;

(c) Apoiam e desenvolvem os programas e projectos bilaterais e multilaterais procurando definir, empreender, avaliar e financiar a recolha, análise e troca de dados e de informações, incluindo entre outros séries integradas de indicadores físicos biológicos, sociais e económicos;

(d) Aproveitam totalmente o "savoir-faire" das organizações intergovernamentais e não governamentais competentes, especialmente para divulgar as informações e os resultados das experiências pertinentes, junto dos grupos alvos nas diversas regiões;

(e) Concedam toda a importância requerida à recolha, análise e troca de dados socio-económicos, bem como à sua integração nos dados físicos e biológicos;

(f) Trocam e comunicam aberta e prontamente a totalidade das informações provenientes de todas as fontes públicas que dizem respeito à luta contra a desertificação e à diminuição dos efeitos da seca; e

(g) Sob garantia das disposições da sua legislação e/ou de suas políticas nacionais, trocam informações sobre as experiências tradicionais e locais zelando para assegurar a sua protecção e fazendo com que as populações locais, a que dizem respeito, aproveitem da melhor forma as vantagens daí advenientes, de forma equitativa e segundo as modalidades decididas de comum acordo.

Artigo 17º

Investigação-desenvolvimento

1. As Partes comprometam-se, segundo as suas respectivas capacidades, a favorecer a cooperação técnica e científica nos domínios da luta contra a desertificação e diminuição dos efeitos da seca, por intermédio das instituições competentes a nível nacional, sub-regional, regional e internacional. Para isso, elas apoiam as actividades de investigação que:

(a) Ajudam a compreender melhor os processos que levam à desertificação e à seca, bem como o impacto e o papel respectivo dos factores naturais e humanos que são os causadores do processo, com vista a lutar contra a desertificação e a atenuar os efeitos da seca e de conseguir uma melhor produtividade, bem como a utilização e uma gestão duráveis dos recursos;

(b) Respondam a objectivos bem definidos, procuram satisfazer as necessidades específicas das populações locais e permitam encontrar e aplicar soluções de modo a melhorar as condições de vida das populações das zonas afectadas;

(c) Salvaguardam, integram e valorizam os conhecimentos, o "savoir-faire" e as práticas locais e tradicionais confirmando a validade e garantindo, em conformidade com a sua legislação e/ou com as suas respectivas práticas po-

líticas, que os detentores destes conhecimentos tirem directamente proveito, de forma equitativa e segundo as modalidades decididas de comum acordo, de toda a exploração comercial que poderia ser feita ou de todo o progresso tecnológico que daí resultar;

- (d) Desenvolvam e reforcem as capacidades de investigação nacionais, sub-regionais e regionais nos países em desenvolvimento afectados Partes, particularmente em África, incluindo o desenvolvimento das competências locais e o reforço das capacidades apropriadas, sobretudo nos países onde a infra-estrutura de investigação é fraca, consagrando uma atenção específica à investigação socio-económica pluridisciplinar e participativa;
- (e) Tenham em conta, quando fôr o caso, das relações entre a pobreza, as migrações causadas pelos factores ecológicos e a desertificação;
- (f) Favoreçam a implementação de programas de investigação realizados conjuntamente pelos organismos de investigação nacionais, sub-regionais, regionais e internacionais, tanto no sector público como no sector privado, para desenvolver, graças à participação efectiva das populações e das colectividades locais, as melhores tecnologias, pouco onerosas e acessíveis aos objectivos de um desenvolvimento durável; e
- (g) Permitam o aumento da disponibilidade dos recursos em água nas zonas afectadas, especialmente através da inseminação das núvens.

2. As prioridades em matéria de investigação para as diferentes regiões e sub-regiões, que variam em função da situação local, deveriam ser indicadas nos programas de acção. A Conferência das Partes reexamina periodicamente, estas prioridades, baseando-se nas informações do Comité da ciência e da tecnologia.

Artigo 18º

Transferência, aquisição, adaptação e funcionamento das tecnologias

1. As Partes comprometem-se, tal como definido em comum acordo e em conformidade com a sua legislação e/ou as suas políticas nacionais, a financiar e/ou a facilitar o financiamento da transferência, da aquisição, da adaptação e do funcionamento de tecnologias ecológicamente racionais, economicamente viáveis e socialmente aceitáveis para lutar contra a desertificação e/ou diminuir os efeitos da seca, com vista a contribuir para a instauração de um desenvolvimento durável nas zonas afectadas. Esta cooperação é realizada a nível bilateral ou multilateral, da forma mais conveniente, de modo que as Partes possam aproveitar ao máximo do "savoir-faire" das organizações intergovernamentais e não governamentais. As Partes, em particular:

- (a) Utilizam totalmente os sistemas e os centros de informação apropriados que existem, aos níveis nacional, sub-regional, regional e internacional, para a divulgação de informa-

ções sobre as tecnologias disponíveis, as suas origens, os riscos que elas apresentam para o ambiente e as condições gerais nas quais elas podem ser adquiridas;

- (b) Facilitam o acesso, especialmente dos países em desenvolvimento afectados Partes, em condições favoráveis, principalmente em condições concessionais e preferenciais, tal como decidido de comum acordo e tendo em conta a necessidade de proteger os direitos de propriedade intelectual, às tecnologias que se prestam melhor a uma aplicação prática e que respondam às necessidades específicas das populações locais, e concedendo uma atenção especial às repercussões sociais, culturais e económicas destas tecnologias, e ao seu impacto no ambiente;
- (c) Facilitam a cooperação tecnológica entre os países afectados Partes graças a uma assistência financeira ou através de outros meios apropriados;
- (d) Alargam a cooperação tecnológica aos países em desenvolvimento afectados Partes, nomeadamente, quando existem, sob forma de co-empresas, especialmente nos sectores que contribuem para oferecer novos meios de existência; e
- (e) Utilizam as disposições requeridas para instaurar nos mercados nacionais, condições e medidas de incitação, fiscais e outras, de modo a favorecer funcionamento, a transferência, a aquisição e a adaptação de tecnologias, conhecimentos, "savoir-faire" e práticas apropriadas, nomeadamente as disposições para assegurar uma protecção adequada e efectiva dos direitos de propriedade intelectual.

2. De acordo com as suas capacidades e em conformidade com a sua legislação e/ou as suas políticas nacionais, as Partes protegem e dedicam-se a promover e a utilizar principalmente as tecnologias, conhecimentos, "savoir-faire" e práticas tradicionais e locais. Para este efeito, elas comprometem-se a:

- (a) Fazer um repertório dessas tecnologias, conhecimentos, "savoir-faire" e práticas bem como das suas potenciais utilizações, com a participação das populações locais, e a divulgar as informações correspondentes, da forma mais conveniente, em cooperação com as organizações intergovernamentais e não governamentais competentes;
- (b) Assegurar que estas tecnologias, conhecimentos, "savoir-faire" e práticas sejam convenientemente protegidas e que as populações locais aproveitem directamente, de forma equitativa e tal como foi estabelecido de comum acordo, toda a exploração comercial que poderá ser feita ou todo o desenvolvimento tecnológico que daí possa resultar;
- (c) Encorajar e apoiar activamente a melhoria e a divulgação destas tecnologias, conhecimen-

tos, "savoir-faire" e práticas ou o desenvolvimento, a partir destes últimos, de novas tecnologias; e

- (d) Facilitar, da forma mais conveniente, a adaptação destas tecnologias, conhecimentos, "savoir-faire" e práticas, de forma a poderem ser largamente utilizados, e a integrá-los, em caso de necessidade, nas tecnologias modernas.

SECÇÃO 3

Medidas de apoio

Artigo 19º

Reforço das capacidades, educação e sensibilização do público

1. As Partes reconhecem a importância do reforço das capacidades — ou seja do reforço das instituições, da formação e do desenvolvimento das capacidades locais e nacionais pertinentes — na luta contra a desertificação e na diminuição dos efeitos da seca. Elas dedicam-se a promover, da forma mais conveniente, o reforço das capacidades:

- (a) Graças à total participação da população local a todos os níveis, em particular a nível local, principalmente das mulheres e dos jovens e com a cooperação de organizações não governamentais e locais;
- (b) Reforçando as capacidades de formação e de investigação a nível nacional, no domínio da desertificação e da seca;
- (c) Criando serviços de apoio e de publicidade e/ou reforçando-os, para uma divulgação mais eficaz das tecnologias e dos métodos pertinentes, e formando vulgarizadores e membros das organizações rurais nos métodos participativos de conservação e de utilização durável dos recursos naturais;
- (d) Encorajando, todas as vezes que fôr possível, a utilização e a divulgação dos conhecimentos, do "savoir-faire" e das práticas das populações locais no quadro dos programas de cooperação técnica;
- (e) Adaptando, se necessário, as tecnologias ecológicamente racionais e os métodos tradicionais de agricultura e do pastoralismo às pertinentes condições socio-económicas modernas;
- (f) Dispensando uma formação apropriada quanto à utilização das fontes de energia de substituição, principalmente as fontes de energia renováveis, e fornecendo as tecnologias requeridas a fim de reduzir a dependência em relação à lenha;
- (g) Graças à cooperação, e tal como estabelecido de comum acordo, com vista a reforçar a capacidade dos países em desenvolvimento afectados Partes, desenvolver e executar programas no domínio da recolha, análise e troca de informações, em aplicação do conteúdo do artigo 16º;

(h) Graças às fórmulas inovadoras para promover novos meios de existência, nomeadamente a formação, com vista a aquisição de novas qualificações;

(i) Formando decisores, gestores bem como o pessoal encarregado da recolha e da análise dos dados, da divulgação e da utilização de informações sobre a seca fornecidas pelos sistemas de alerta precoce, e da produção alimentar;

(j) Graças a um melhor funcionamento das instituições e dos quadros jurídicos nacionais existentes e, se necessário, graças à criação de novas instituições e de novos quadros assim como no reforço da planificação das estratégias e da gestão; e

(k) Por meio de programas de troca de pessoal a fim de reforçar as capacidades nos países afectados Partes graças a um processo interactivo de aprendizagem e de estudo a longo prazo.

2. Os países em desenvolvimento afectados Partes procedem, em cooperação com as outras Partes e com as organizações intergovernamentais e não governamentais competentes, da forma mais conveniente, a um exame pluridisciplinar das capacidades e instalações disponíveis aos níveis local e nacional, e das possibilidades de os reforçar.

3. As Partes cooperam umas com as outras por intermédio das organizações intergovernamentais competentes, bem como com as organizações não governamentais, para empreender e apoiar os programas de sensibilização e de educação do público nos países afectados Partes e, quando possível, nos países não afectados Partes, a fim de fazer compreender melhor quais são as causas e os efeitos da desertificação e da seca e a importância em atingir os objectivos da presente Convenção. Para este efeito, as Partes:

- (a) Organizam campanhas de sensibilização destinadas ao grande público;
- (b) Dedicam-se a promover, de forma permanente, o acesso do público às informações pertinentes, assim como uma larga participação do público nas actividades de educação e de sensibilização;
- (c) Encorajam a criação de associações que contribuam para sensibilizar o público;
- (d) Desenvolvem e trocam material educativo e de sensibilização do público, se possível nas línguas locais, trocam e destacam os quadros técnicos para formar o pessoal dos países em desenvolvimento afectados Partes para a execução de programas de educação e de sensibilização, aproveitando totalmente o material educativo disponível nos organismos internacionais competentes;
- (e) Avaliam as necessidades em matéria de educação nas zonas afectadas, elaboram programas escolares apropriados e desenvolvem, conforme a necessidade, programas educati-

vos e de alfabetização de adultos e possibilidades oferecidas a todos, em particular às raparigas e às mulheres visando a identificação, conservação bem como a utilização e gestão duráveis dos recursos naturais das zonas afectadas; e

- (f) Desenvolvem programas participativos pluridisciplinares que integram a sensibilização aos problemas da desertificação e da seca nos sistemas educativos e nos programas de ensino extra-escolar, de educação dos adultos, de tele-ensino e de ensino prático.

4. A Conferência das Partes constitui e/ou reforça as redes dos centros regionais educativos e de formação para lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca. Estas redes são coordenadas por uma instituição criada ou designada para este efeito, a fim de formar pessoal científico, técnico e de gestão e de reforçar as instituições encarregadas da educação e da formação nos países afectados Partes, quando existem, com vista a harmonização dos programas e à organização das trocas de experiência entre estas instituições. Estas redes cooperam estreitamente com as organizações intergovernamentais e não governamentais competentes para evitar a duplicação de esforços.

Artigo 20º

Recursos financeiros

1. Sendo os meios de financiamento de uma importância fundamental para atingir os objectivos da Convenção, as Partes não pouparão esforços, na medida das suas capacidades, para fazer com que recursos financeiros adequados sejam dispensados em favor de programas de luta contra a desertificação e para a diminuição dos efeitos da seca.

2. Neste ponto de vista, os países desenvolvidos Partes, sempre dando a prioridade aos países africanos afectados Partes, e sem contudo negligenciar os países em desenvolvimento afectados Partes noutras regiões, em conformidade com o artigo 7º, comprometem-se a:

- (a) Mobilizar importantes recursos financeiros, nomeadamente sob a forma de donativos e de empréstimos em condições concessionais, para apoiar a implementação de programas de luta contra a desertificação e para a diminuição dos efeitos da seca;
- (b) Promover a mobilização de recursos financeiros adequados, previsíveis e em devido tempo, nomeadamente fundos novos e adicionais, fornecidos pelo Fundo para o Ambiente Mundial para financiar os custos suplementares provenientes das actividades relacionadas com a desertificação, que dependem dos seus quatro principais domínios de acção, em conformidade com as disposições pertinentes do instrumento que suporta a criação do referido Fundo;
- (c) Facilitar, graças à cooperação internacional, a transferência de tecnologia, de conhecimentos e de "savoir-faire"; e

- (d) Estudar, em cooperação com os países em desenvolvimento afectados Partes, os métodos inovadores e as incitações possíveis para mobilizar e encaminhar os recursos, nomeadamente os das fundações, organizações não governamentais e de outras entidades do sector privado, especialmente as conversões de crédito e de outros meios inovadores que permitam aumentar o financiamento reduzindo o peso da dívida externa dos países em desenvolvimento afectados Partes, principalmente os que se situam e África.

3. Tendo em conta os seus meios, os países em desenvolvimento afectados Partes, comprometem-se a mobilizar recursos financeiros adequados para execução dos seus programas de acção nacionais.

4. Logo que mobilizarem os recursos financeiros, as Partes esforçar-se-ão em utilizar totalmente e em continuar a melhorar qualitativamente todos os mecanismos e fontes de financiamento nacionais, bilaterais e multilaterais, recorrendo a consórcios, a programas comuns e a financiamentos paralelos, e procurando a participação dos mecanismos e fontes de financiamento do sector privado, nomeadamente os das organizações não governamentais. Para isso, as Partes utilizam totalmente os mecanismos operacionais que serão desenvolvidos em aplicação do artigo 14º.

5. A fim de mobilizar os recursos financeiros, que são necessários aos países em desenvolvimento afectados Partes para lutar contra a desertificação e para diminuir os efeitos da seca, as Partes:

- (a) Racionalizam e reforçam a gestão dos recursos já concedidos para a luta contra a desertificação e para a diminuição dos efeitos da seca, utilizando-os de uma forma mais eficaz e eficiente, avaliando os seus sucessos e os seus insucessos, suprimindo os entraves à sua realização eficaz e, lá onde for necessário, reorientando os programas à luz da abordagem integrada a longo prazo, adoptada em virtude de presente Convenção;
- (b) Concedem a prioridade e a atenção requeridas, no seio dos órgãos dirigentes das instituições financeiras, dispositivos e fundos multilaterais, nomeadamente os bancos e os fundos regionais de desenvolvimento, para o apoio aos países em desenvolvimento afectados Partes, principalmente os situados em África, para actividades que fazem progredir a realização da Convenção, nomeadamente os programas de acção que as Partes empreendam no quadro dos anexos relativos à preparação a nível regional; e
- (c) Examinam os meios através dos quais a cooperação regional e sub-regional pode ser reforçada para apoiar os esforços feitos a nível nacional.

6. As outras Partes são encorajadas a fornecer, a título voluntário, os conhecimentos, o "savoir-faire" e as técnicas relativas à desertificação e/ou aos recursos financeiros aos países em desenvolvimento afectados Partes.

7. Em cumprimento das obrigações que lhes são impostas pela Convenção, nomeadamente das que se relacionam com os recursos financeiros e com a transferência de tecnologia, os países desenvolvidos Partes, ajudarão de forma significativa, os países em desenvolvimento afectados Partes, principalmente os da África, a cumprir totalmente as suas obrigações segundo a Convenção. Enquanto executam as suas obrigações, os países desenvolvidos Partes deverão ter integralmente em conta o facto de que, o desenvolvimento económico e social e a eliminação da pobreza são as primeiras prioridades dos países em desenvolvimento afectados Partes, principalmente os da África.

Artigo 21º

Mecanismos financeiros

1. A Conferência das Partes favorece a disponibilidade de mecanismos financeiros e encoraja estes mecanismos a esforçarem-se em zelar para que os países em desenvolvimento afectados Partes, principalmente os situados em África, disponham do máximo de fundos para implementar a Convenção. Para isso, a Conferência das Partes prevê, entre outros, com vista à sua adopção, os seguintes métodos e políticas para:

- (a) Facilitar a disponibilidade dos fundos necessários a nível nacional, sub-regional, regional ou mundial para as actividades realizadas de acordo com as disposições pertinentes da Convenção;
- (b) Favorecer as abordagens, os mecanismos e os acordos baseados em várias fontes de financiamento, bem como a sua avaliação, em conformidade com o artigo 20º;
- (c) Fornecer regularmente às Partes interessadas e às organizações intergovernamentais e não governamentais competentes, a fim de facilitar a coordenação entre elas, informações sobre as fontes de financiamento disponíveis e informações sobre os meios de financiamento;
- (d) Facilitar, da forma mais conveniente, a criação de mecanismos tais como os fundos nacionais relativos à desertificação, nomeadamente os que apelam para a participação de organizações não governamentais, para encaminhar rapidamente e de forma eficaz os recursos financeiros a nível local nos países em desenvolvimento afectados Partes; e
- (e) Reforçar os fundos e mecanismos financeiros existentes a nível sub-regional e regional, principalmente em África, para apoiar de modo ainda mais eficaz a implementação da Convenção.

2. A Conferência das Partes encoraja também a aplicação, por intermédio de diversos mecanismos do sistema das Nações Unidas e de Instituições financeiras multilaterais, de um apoio a nível nacional, sub-regional e regional para as actividades que permitam aos países em desenvolvimento Partes, cumprir as obrigações que lhes são impostas em virtude da Convenção.

3. Os países em desenvolvimento afectados Partes utilizam e, se fôr necessário, estabelecem e/ou reforçam os mecanismos nacionais de coordenação integrados nos programas nacionais de desenvolvimento e da mesma forma asseguram o emprego racional de todos os recursos financeiros disponíveis. Recorrem também a procedimentos baseados na participação, que apelam às organizações não governamentais, aos grupos locais e ao sector privado, para encontrar fundos, para elaborar e executar programas e assegurar a nível local, o acesso dos grupos aos financiamentos. Estas acções podem ser reforçadas por uma coordenação aperfeiçoada e uma programação flexível por parte dos que prestam a ajuda.

4. A fim de aumentar a eficácia e a eficiência dos mecanismos financeiros existentes, foi estabelecido pela presente Convenção, um mecanismo mundial encarregado de encorajar as acções que conduzam à modificação e ao encaminhamento, em proveito dos países em desenvolvimento afectados Partes, de recursos financeiros importantes, nomeadamente para a transferência de tecnologia, sob forma de donativos e/ou em condições de favor ou noutras condições. Este mecanismo mundial funciona sob a autoridade e a direcção da Conferência das Partes e é responsável perante ela.

5. A Conferência das Partes identifica, na sua primeira sessão, uma organização para aí instalar o Mecanismo mundial. A Conferência das Partes e a organização por ela identificada concordam com as modalidades relativas a esse Mecanismo mundial, a fim de zelar, nomeadamente para que ele:

- (a) Identifique os programas de cooperação bilaterais e multilaterais pertinentes e que estão disponíveis para a aplicação da Convenção e estabelece o seu inventário;
- (b) Forneça, às Partes que o requerem, informações sobre os métodos inovadores de financiamento e sobre as fontes de assistência financeira, bem como sobre a melhoria da coordenação das actividades de cooperação a nível nacional;
- (c) Forneça às Partes interessadas e às organizações intergovernamentais e não governamentais competentes informações sobre as fontes de financiamento disponíveis e sobre as formas de financiamento a fim de facilitar a coordenação entre elas; e
- (d) Relate à Conferência das Partes as suas actividades, a partir da segunda sessão ordinária da mesma.

6. A Conferência das Partes, conjuntamente com a organização por ela identificada para aí instalar o Mecanismo mundial, adopta, na sua primeira sessão, disposições apropriadas para as operações administrativas desse mecanismo apelando, na medida do possível, para os recursos orçamentais e humanos existentes.

7. A Conferência das Partes examina na sua terceira sessão ordinária as políticas, as modalidades de funcionamento e as actividades do Mecanismo mundial, que é responsável perante ela, em virtude do parágrafo 4º, tendo em conta as disposições do artigo 7º. Na base deste exame, a Conferência considera e adopta as medidas apropriadas.

QUARTA PARTE

Instituições

Artigo 22º

Conferência das Partes

1. É criada uma Conferência das Partes.

2. A Conferência das Partes é o órgão supremo da Convenção. Adopta, nos limites do seu mandato, as decisões necessárias para promover a implementação efectiva. Para além do mais a Conferência:

- (a) Faz, regularmente, o ponto da situação quanto à implementação da Convenção e o funcionamento das disposições institucionais à luz da experiência adquirida a nível nacional, sub-regional, regional e internacional e tendo em conta a evolução dos conhecimentos científicos e tecnológicos;
- (b) Dedicar-se a promover e facilita a troca de informações sobre as medidas adoptadas pelas Partes, e determina a forma de apresentação das informações a submeter, em virtude do artigo 26º, fixa o calendário de acordo com o qual elas serão comunicadas, examina os relatórios e formula as recomendações sobre os mesmos;
- (c) Cria os órgãos subsidiários julgados necessários aos objectivos da implementação da Convenção;
- (d) Examina os relatórios que lhe são submetidos por esses órgãos subsidiários, aos quais ela dá as directivas;
- (e) Determina e adopta, por consenso, o seu regulamento interno e suas regras de gestão financeira bem como os dos seus órgãos subsidiários;
- (f) Adopta as emendas à Convenção de acordo com o conteúdo dos artigos 30º e 31º;
- (g) Aprova o seu programa de actividades e o seu orçamento, incluindo os dos seus órgãos subsidiários, e adopta medidas necessárias para o seu financiamento;
- (h) Solicita, da forma mais conveniente, o concurso dos órgãos e organismos competentes, quer sejam nacionais, internacionais, intergovernamentais ou não governamentais e utiliza os seus serviços e as informações fornecidas por eles;
- (i) Dedicar-se a promover o estabelecimento de relações com outras convenções pertinentes e a reforçá-las, sempre evitando a duplicação de esforços; e
- (j) Exerce outras funções que podem ser necessárias para atingir o objectivo da Convenção.

3. Na sua primeira sessão, a Conferência das Partes adopta, por consenso, o seu regulamento interno, que define os procedimentos de tomada de decisões

aplicáveis às questões que a Convenção não tenha previsto. Podem ser requeridas maiorias particulares para a adopção de certas decisões.

4. A primeira sessão da Conferência das Partes é convocada pelo Secretariado provisório, apontado no artigo 35º, e é realizada o mais tardar, um ano após a entrada em vigor da Convenção. A menos que a Conferência decida de outra forma, a segunda, terceira e quarta sessões ordinárias são realizadas anualmente, e as sessões ordinárias posteriores, de dois em dois anos.

5. A Conferência das Partes reúne-se em sessão extraordinária a qualquer momento, se assim o decidir em sessão ordinária ou se uma das Partes fizer o pedido por escrito, sob a condição de que este pedido seja apoiado pelo menos por um terço das Partes, nos três meses seguintes à comunicação a ser feita às Partes, pelo Secretariado Permanente.

6. Em cada sessão ordinária, a Conferência das Partes elege uma mesa. A estrutura e as funções da mesa são definidas no regulamento interno. Para designar a mesa deve-se ter devidamente em conta a necessidade de assegurar uma repartição geográfica equitativa e uma representação adequada dos países afectados Partes, principalmente dos situados em África.

7. A Organização das Nações Unidas e as instituições especializadas das Nações Unidas, bem como qualquer Estado membro de uma destas organizações ou dotado com o estatuto de observador junto delas, que não seja Parte da Convenção, podem ser representados nas sessões da Conferência das Partes na qualidade de observadores. Qualquer órgão ou organismo, nacional ou internacional, governamental ou não governamental, que seja competente nos domínios apontados pela Convenção e que fez saber ao Secretariado Permanente que desejaria ser representado numa sessão da Conferência das Partes como observador, pode ser admitido como tal, a menos que um terço das Partes, no mínimo, faça alguma objecção. A admissão e a participação de observadores são reguladas pelo regulamento interno, adoptado pela Conferência das Partes.

8. A Conferência das Partes pode pedir às organizações nacionais e internacionais competentes, possuidoras de conhecimentos especializados pertinentes, de lhe fornecer informações relativas ao parágrafo (g) do artigo 16º, ao parágrafo 1 (c) do artigo 17º, e ao parágrafo 2 (b) do artigo 18º.

Artigo 23º

Secretariado permanente

- 1. É criado um Secretariado permanente.
- 2. Constituem funções do Secretariado permanente o seguinte:
 - (a) Organizar as sessões da Conferência das Partes e dos seus órgãos subsidiários criados em virtude da Convenção e fornecer-lhes os serviços requeridos;
 - (b) Compilar e transmitir os relatórios que recebe;

- (c) Facilitar, a seu pedido, a concessão de uma ajuda aos países em desenvolvimento afectados Partes, principalmente aos que se situam em África, para efeitos de compilação e de comunicação das informações requeridas em virtude da Convenção;
- (d) Coordenar as suas actividades com as dos secretariados de outros organismos e convenções internacionais pertinentes;
- (e) Concluir, segundo as directivas da Conferência das Partes, as disposições administrativas e contratuais que possam ser necessárias, para lhe permitir cumprir com eficácia as suas funções;
- (f) Elaborar relatórios nos quais se referem a forma como cumprem as funções que lhes são delegadas pela presente Convenção e apresentá-los à Conferência das Partes; e
- (g) Desempenhar as outras funções de secretariado que a Conferência das Partes lhe possa delegar.

3. Na sua primeira sessão, a Conferência das Partes designa um Secretariado permanente e adopta disposições para se assegurar do seu funcionamento.

Artigo 24º

Comité da ciência e da tecnologia

1. É criado um Comité da ciência e da tecnologia como órgão subsidiário da Conferência das Partes, a fim de lhe fornecer informações e opiniões sobre as questões tecnológicas relativas à luta contra a desertificação e à diminuição dos efeitos da seca. O Comité reúne-se por ocasião das sessões ordinárias da Conferência das Partes. É um órgão pluridisciplinar aberto à participação de todas as Partes. É composto por representantes dos governos com autoridade no seu domínio de competência. A Conferência das Partes determina o mandato do Comité na sua primeira sessão.

2. A Conferência das Partes estabelece e tem em dia um ficheiro de peritos independentes com conhecimentos especializados e uma experiência nos domínios em referência. Este ficheiro é estabelecido a partir de candidaturas apresentadas por escrito pelas Partes, tendo em conta a necessidade de uma abordagem pluridisciplinar e de uma grande representação geográfica.

3. A Conferência das Partes pode, conforme a necessidade, nomear grupos especiais para dar informações e opiniões, por intermédio do Comité, sobre questões particulares relativas ao estado dos conhecimentos nos domínios da ciência e da tecnologia que se relacionem com a luta contra a desertificação e com a diminuição dos efeitos da seca. Estes grupos são compostos por peritos escolhidos entre aqueles cujo nome figura no ficheiro, tendo em conta a necessidade de uma abordagem pluridisciplinar e uma grande representação geográfica. Estes peritos, com uma formação científica e uma experiência prática, serão nomeados pela Conferência das Partes, sob recomendação do Comité. A Conferência das Partes determina o mandato e as modalidades de funcionamento destes grupos.

Artigo 25º

Constituição de uma rede de instituições, de organismos e órgãos existentes

1. O Comité da ciência e da tecnologia adopta, sob controle da Conferência das Partes, disposições para que sejam empreendidos um recenseamento e uma avaliação das redes, instituições, organismos e órgãos existentes, dispostos a constituir unidades de uma rede. Esta rede contribui para a implementação da Convenção.

2. Em função dos resultados dos trabalhos de recenseamento e de avaliação apontados no parágrafo 1, o Comité da ciência e da tecnologia faz recomendações à Conferência das Partes sobre os meios destinados a facilitar e a reforçar a associação das unidades numa rede, principalmente aos níveis local e nacional, com vista a execução das tarefas mencionadas nos artigos 16º e 19º.

3. Tendo em conta estas recomendações, a Conferência das Partes:

- (a) Determina quais as unidades nacionais, sub-regionais, regionais e internacionais que melhor se prestam a uma associação em rede e faz recomendações sobre os passos a seguir e o calendário das operações; e
- (b) Determina quais são as unidades melhor empregadas para facilitar e reforçar a constituição desta rede, a todos os níveis.

QUINTA PARTE

Procedimentos

Artigo 26º

Comunicação de informações

1. Aquando das sessões ordinárias e através do Secretariado Permanente, cada Parte comunica à Conferência das Partes, para efeitos de apreciação: relatórios sobre as medidas por ela adoptadas para a implementação da Convenção. A Conferência das Partes estabelece o calendário de acordo com o qual estes relatórios devem ser submetidos e fixa a sua apresentação.

2. Os países afectados Partes fornecem uma descrição das estratégias por eles elaboradas, em aplicação do artigo 5º da Convenção e comunicam toda a informação pertinente sobre a sua implementação.

3. Os países afectados Partes que realizam programas de acção, em aplicação dos artigos 9º a 15º, fornecem uma descrição detalhada destes programas bem como da sua implementação.

4. Qualquer grupo de países afectados Partes pode fazer uma comunicação conjunta sobre as medidas adoptadas a nível sub-regional e/ou regional no quadro dos programas de acção.

5. Os países desenvolvidos Partes expõem as medidas por elas adoptadas para ajudar na elaboração e na implementação dos programas de acção, e dão nomeadamente informações sobre os recursos financeiros por eles fornecidos, ou que eles fornecem a título da Convenção.

6. As informações comunicadas em aplicação dos parágrafos 1 a 4 são transmitidas, sem demoras, à Conferência das Partes e a qualquer órgão subsidiário competente, pelo Secretariado permanente.

7. A Conferência das Partes, a pedido destas, facilita aos países em desenvolvimento afectados Partes, principalmente em África, o fornecimento de um apoio técnico e financeiro para compilar e comunicar as informações apontadas no presente artigo, bem como para determinar as necessidades técnicas e financeiras ligadas aos programas de acção.

Artigo 27º

Medidas a serem adoptadas para resolver as questões relacionadas com a implementação da Convenção

A Conferência das Partes examina e adopta os procedimentos e os mecanismos institucionais para resolver as questões que podem ser levantadas em relação à implementação da Convenção.

Artigo 28º

Regulamento dos diferendos

1. As Partes regulam qualquer diferendo surgido entre elas, a propósito da interpretação ou da implementação da Convenção, através de negociação ou através de outro meio pacífico da sua escolha.

2. Quando a Parte ratificar, aceitar ou aprovar a Convenção ou a ela aderir ou a qualquer outro momento posterior, desde que ela não seja uma organização de integração económica regional pode declarar, num documento escrito e submetido ao depositário, que para qualquer diferendo relativo à interpretação ou à implementação da Convenção, ela reconhece como obrigatório, nas suas relações com qualquer Parte que aceite a mesma obrigação, um dos dois meios seguintes para a resolução dos diferendos:

- (a) Arbitragem, de acordo com o procedimento adoptado, logo que possível, pela Conferência das Partes, num anexo:
- (b) A submissão do diferendo ao Tribunal Internacional de Justiça.

3. Qualquer organização de integração económica regional Parte da Convenção pode fazer uma declaração análoga relativa à arbitragem, em conformidade com o procedimento apontado no parágrafo 2 (a)

4. Qualquer declaração feita em aplicação do parágrafo 2 permanece em vigor até a expiração da data estipulada nesta declaração ou até um prazo de três meses a contar da data da entrega, junto do depositário, de uma notificação escrita quanto à sua revogação.

5. A expiração de uma declaração, a notificação da revogação de uma declaração ou a entrega de uma nova declaração não afecta em nada o procedimento em curso perante um tribunal arbitral ou perante o Tribunal Internacional de Justiça, a menos que as Partes implicadas no diferendo acordem de modo diferente.

6. Se as Partes implicadas num diferendo não aceitarem o mesmo procedimento ou não aceitarem nenhum

dos procedimentos apontados no parágrafo 2, e se não puderem resolver o seu diferendo nos 12 meses que se seguem à notificação feita por uma das Partes a outra Parte, sobre um diferendo entre elas existente, este é submetido à conciliação, a pedido de qualquer uma das Partes implicadas no diferendo, logo que possível, em conformidade com o procedimento adoptado num anexo, pela Conferência das Partes.

Artigo 29º

Estatuto dos anexos

1. Os anexos fazem parte integrante da Convenção e, salvo disposição contrária expressa, qualquer referência à presente Convenção leva igualmente aos seus anexos.

2. As Partes interpretam as disposições dos anexos de acordo com os direitos e obrigações que lhes são impostas em aplicação dos artigos da presente Convenção.

Artigo 30º

Emendas à Convenção

1. Qualquer Parte pode propor emendas à Convenção.

2. As emendas à Convenção são adoptadas numa sessão ordinária da Conferência das Partes. O Secretariado permanente comunica às Partes o texto de qualquer proposta de emenda pelo menos seis meses antes da reunião, onde a emenda é proposta para adopção. O Secretariado Permanente comunica igualmente as propostas de emendas aos signatários da Convenção.

3. As partes não pouparão esforços para conseguir um acordo por consenso sobre qualquer proposta de emenda à Convenção. Se todos os seus esforços neste sentido forem em vão e se nenhum acordo fôr decidido, a emenda é adoptada, em última instância, por um voto maioritário de dois terços das Partes presentes e votantes. Uma vez adoptada, a emenda é comunicada pelo Secretariado permanente ao depositário, que o transmite a todas as Partes para ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

4. Os instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão relativas a uma emenda são entregues ao depositário. Qualquer emenda adoptada em aplicação do parágrafo 3, entra em vigor, para as Partes que a aceitaram, no 90º dia após a recepção, pelo depositário, dos instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão, de pelo menos dois terços das Partes da Convenção que eram Partes no momento da adopção da emenda.

5. A emenda entra em vigor para qualquer Parte, no 90º dia após a entrega por esta Parte, ao depositário, do seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão relativa à dita emenda.

6. Para efeitos do presente artigo e do artigo 31º, a expressão "Partes presentes e votantes" designa as Partes presentes que emitem um voto afirmativo ou negativo.

Artigo 31º

Adopção e emendas de anexos

1. Qualquer anexo novo à Convenção e qualquer emenda a um anexo são propostos e adoptados de acordo com o procedimento previsto no artigo 30º para emendas à Convenção, tendo presente que qualquer anexo novo relativo à implementação a nível regional, e qualquer emenda a um anexo relativo à implementação a nível regional deve, para ser adoptado, recolher a maioria de dois terços dos votos das Partes presentes e votantes da região a que diz respeito, como previsto neste artigo. A adopção ou a emenda de um anexo é notificado a todas as Partes pelo depositário.

2. Qualquer anexo, que não seja um anexo novo relativo à implementação a nível regional, ou qualquer emenda a um anexo que não seja uma emenda a um anexo relativo à implementação a nível regional que tenha sido adoptado em conformidade com o parágrafo 1, entra em vigor para todas as Partes da Convenção, à excepção das que, entretanto, notificaram por escrito ao depositário que não aceitavam o referido anexo ou a referida emenda, seis meses após a data em que o depositário notificou as Partes sobre a adopção. O anexo ou a emenda entra em vigor, para as Partes que retiraram a sua notificação de não-aceitação, no 90º dia após a data em que o depositário recebeu a notificação desta saída.

3. Qualquer anexo novo relativo à implementação, a nível regional ou qualquer emenda a um anexo relativo à implementação a nível regional, adoptado em conformidade com o parágrafo 1 entra em vigor, seis meses após a data em que o depositário notificou a sua adopção, para todas as Partes da Convenção, com excepção de :

- (a) Qualquer Parte que, neste período de seis meses, tenha notificado por escrito, ao depositário que ela não aceitava o novo anexo relativo à implementação a nível regional ou a emenda do anexo relativo à implementação a nível regional e, nestes casos, este anexo ou esta emenda entra em vigor para as Partes que retiraram a sua notificação de não-aceitação, no 90º dia após a data em que o depositário recebeu a notificação desta saída; e
- (b) Qualquer Parte que, em conformidade com o parágrafo 4 do artigo 34º, tenha feito uma declaração relativa aos novos anexos sobre a implementação a nível regional ou sobre as emendas dos anexos respeitantes à implementação a nível regional e, neste caso, o anexo ou a emenda entra em vigor para esta Parte no 90º dia, após a data em que ela entregou ao depositário o seu instrumento de ratificação, aceitação ou aprovação do dito anexo ou da dita emenda, ou o seu instrumento de adesão.

4. Se a adopção de um anexo ou de uma emenda implicar a adopção de uma emenda à Convenção, este anexo ou esta emenda de um anexo, só entra em vigor quando a própria emenda à Convenção entrar também em vigor.

Artigo 32º

Direito de voto

1. Salvo as disposições do parágrafo 2, cada Parte da Convenção dispõe de um voto.

2. Nos domínios dependentes da sua competência, as organizações de integração económica regional dispõem, para exercer o direito de voto, de um número de votos igual ao dos Estados membros que são Partes da Convenção. Estas organizações não exercem o seu direito de voto se algum dos seus Estados membros exercer o seu voto, e vice-versa.

SEXTA PARTE**Disposições Finais**

Artigo 33º

Assinatura

A presente Convenção estará aberta à assinatura dos Estados que são Membros da Organização das Nações Unidas, ou de alguma das suas Instituições Especializadas, ou que são Partes do Estatuto do Tribunal Internacional de Justiça, bem como as organizações de integração económica regional, em Paris, nos dias 14 e 15 de Outubro de 1994, e depois na Sede da Organização das Nações Unidas em Nova Iorque, até o dia 13 de Outubro de 1995.

Artigo 34º

Ratificação, aceitação, aprovação e adesão

1. A Convenção é submetida a ratificação, aceitação, aprovação ou adesão dos Estados e das Organizações de integração económica regional. Ela estará aberta à adesão, no dia seguinte após ela deixar de estar aberta à assinatura. Os instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão são entregues ao depositário.

2. Qualquer organização de integração económica regional que se torne Parte da Convenção sem que nenhum dos seus Estados membros seja Parte, é abrangida pelas obrigações impostas pela Convenção. Se um ou mais dos seus Estados forem igualmente Partes da Convenção, a organização e os seus Estados membros concordam com as suas respectivas responsabilidades, com vista a execução das obrigações que lhes são impostas pela Convenção. Em tal caso, a organização e os seus Estados membros não estão habilitados a exercer os direitos que provenham da Convenção.

3. Nos seus instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão, as organizações de integração económica regional indicam o alcance da sua competência em relação a questões regulamentadas pela Convenção. Para além disso, estas organizações notificam, sem demora, o depositário, que por sua vez notifica as Partes, de toda a modificação importante do alcance da sua competência.

4. No seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão, qualquer Parte pode indicar que para ela, um novo anexo relativo à implementação a nível regional, só entrará em vigor após a entrega do seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

Artigo 35º

Disposições provisórias

As funções do Secretariado, apontadas no artigo 23º, serão exercidas, a título provisório, pelo secretariado criado pela Assembleia Geral das Nações Unidas, na sua resolução 47/188 de 22 de Dezembro de 1992, até ao fim da primeira sessão da Conferência das Partes.

Artigo 36º

Entrada em vigor

1. A Convenção entra em vigor no 90º dia após a data da entrega do 50º instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

2. Para cada Estado ou organização de integração económica regional que ratifique, aceite, aprove ou adere à Convenção, após a entrega do 50º instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão, ela entra em vigor no 90º dia após a data da entrega, por este Estado ou por esta organização de integração económica regional, do seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

3. Para os efeitos dos parágrafos 1 e 2, o instrumento entregue por uma organização de integração económica regional, não é anexado ao instrumento dos Estados membros desta organização.

Artigo 37º

Reservas

A presente Convenção não admite nenhuma reserva.

Artigo 38º

Denúncia

1. A qualquer momento, após a expiração de um período de três anos, a contar da data em que a Convenção entrou em vigor para uma Parte, esta pode denunciar a Convenção através de notificação escrita endereçada ao depositário.

2. A denúncia tem efeito a partir da expiração de um período de um ano, a contar da data de recepção da sua notificação pelo depositário, ou numa data posterior especificada na notificação.

Artigo 39º

Depositário

O Secretário Geral da Organização das Nações Unidas é o depositário da Convenção.

Artigo 40º

Textos que fazem fé

O original da presente Convenção, cujos textos em inglês, árabe, chinês, espanhol, francês e russo fazem igualmente fé, é entregue ao Secretário Geral da Organização das Nações Unidas.

Em fé do que, os signatários, devidamente autorizados para este efeito, assinaram a presente Convenção.

Feito em Paris, aos 17 de Junho de 1994.

ANEXO I

Anexo relativo à implementação a nível regional para a África

Artigo 1º

Âmbito

A presente Convenção aplica-se à África, relativamente a cada Parte e em conformidade com a Convenção, especialmente ao artigo 7º, para efeitos de luta contra a desertificação e/ou de diminuição dos efeitos da seca, nas zonas áridas, semi-áridas e sub-húmidas secas desta região.

Artigo 2º

Objectivo

O presente anexo tem por objectivo, aos níveis nacional, sub-regional e regional em África, e tendo em conta as particularidades desta região:

- (a) Definir as medidas e as disposições a adoptar, nomeadamente a natureza e as modalidades de ajuda prestada pelos países desenvolvidos Partes, em conformidade com as disposições pertinentes da Convenção;
- (b) Fazer com que a Convenção seja bem aplicada, tendo em conta as particularidades da África; e
- (c) Promover os mecanismos e as actividades relativos à luta contra a desertificação e/ou à diminuição dos efeitos da seca nas zonas áridas, semi-áridas e sub-húmidas secas da África.

Artigo 3º

Particularidades da região africana

Para cumprir as obrigações que lhes são impostas pela Convenção, as Partes, no quadro da implementação do presente anexo, adoptam uma abordagem de base que tenha em conta as particularidades da África, a saber:

- (a) Uma forte proporção de zonas áridas, semi-áridas e sub-húmidas secas;
- (b) Um número elevado de países e de populações afectados pela desertificação e pelo regresso frequente de períodos de grande seca;
- (c) Um grande número de países afectados que não possuem litoral;
- (d) Uma pobreza bastante alastrada na maioria dos países afectados, muitos dos quais encontram-se entre os menos avançados, e a necessidade de uma grande ajuda externa em forma de donativos e de empréstimos em condições concessionais, para continuar os seus objectivos de desenvolvimento;
- (e) Dificuldades socio-económicas agravadas pela deteriorização e flutuação dos prazos de troca, pela contracção de dívida externa e pela instabilidade política, que levam a migrações internas, regionais e internacionais;

(f) Populações que, para assegurar a sua subsistência, são grandes tributários dos recursos naturais, o que, agravado pelos efeitos das tendências e dos factores demográficos, pela fraqueza da base tecnológica e pelas práticas de produção não duráveis, contribui para uma inquietante degradação dos recursos;

(g) Lacunas do quadro institucional e do quadro jurídico, a fraqueza das infraestruturas e a insuficiência dos meios científicos, técnicos e educativos e, por conseguinte, a necessidade considerável de reforço das capacidades dos países da região; e

(h) O papel primordial das acções de luta contra a desertificação e/ou para a diminuição dos efeitos da seca, entre as prioridades nacionais de desenvolvimento dos países africanos afectados.

Artigo 4º

Compromissos e obrigações dos países africanos Partes

1. De acordo com as suas respectivas capacidades, os países africanos Partes comprometem-se a:

(a) Fazer da luta contra a desertificação e/ou da diminuição dos efeitos da seca o vector essencial de uma estratégia de eliminação da pobreza;

(b) Promover a cooperação e a integração regionais, num espírito de solidariedade e de parceria, baseados no interesse comum, nos programas e actividades com vista a lutar contra a desertificação e/ou a diminuir os efeitos da seca;

(c) Racionalizar e reforçar as instituições relativas à desertificação e à seca e apelar às outras instituições existentes, da forma mais conveniente, para aumentarem a sua eficácia e assegurarem uma utilização mais racional dos recursos;

(d) Promover a troca de informações entre eles, sobre as tecnologias, conhecimentos, "savoir-faire" e práticas apropriadas; e

(e) Pôr em curso os planos de urgência para diminuir os efeitos da seca nas zonas degradadas pela desertificação e/ou pela seca.

2. Em conformidade com as obrigações gerais e particulares apontadas nos artigos 4º e 5º da Convenção, os países africanos afectados Partes esforçam-se para:

(a) Conceder os créditos orçamentais requeridos, em função da situação e dos meios do país, e tendo em conta a nova prioridade que a África atribuiu ao fenómeno da desertificação e/ou da seca;

(b) Continuar e intensificar as reformas adoptadas em matéria de descentralização e de melhoria do regime de exploração dos recursos, e reforçar a participação das populações e das colectividades locais; e

(c) Identificar e mobilizar os novos recursos financeiros nacionais e suplementares e desenvolver, com prioridade, os meios e os mecanismos disponíveis, a nível nacional, para mobilizar os recursos financeiros internos.

Artigo 5º

Compromissos e obrigações dos países desenvolvidos Partes

1. Para cumprir as obrigações que lhes são impostas nos artigos 4º, 6º e 7º da Convenção, os países desenvolvidos Partes dão prioridade aos países africanos afectados Partes e, neste contexto:

(a) Ajudam-nos a lutar contra a desertificação e/ou a diminuir os efeitos da seca, entre outros, fornecendo-lhes recursos financeiros e/ou outros, e/ou facilitando-lhes o acesso a estes recursos, bem como favorecendo e financiando a transferência, a adaptação e o acesso às tecnologias e ao "savoir-faire" ecológicamente apropriados e/ou facilitando-lhes o financiamento, tal como foi decidido de comum acordo e em conformidade com as suas políticas nacionais, tendo em conta a adopção, por estes países, da eliminação da pobreza como estratégia central;

(b) Continuam a conceder recursos importantes e/ou aumentam os recursos, com vista a lutar contra a desertificação e/ou a diminuir os efeitos da seca; e

(c) Ajudam-nos a reforçar as suas capacidades, para permitir-lhes a melhoria do seu quadro institucional, bem como dos seus meios científicos e técnicos, da recolha e análise de informação e da investigação-desenvolvimento, a fim de lutar contra a desertificação e/ou diminuir os efeitos da seca.

2. Os outros países Partes podem fornecer, a título voluntário, as tecnologias, os conhecimentos e o "savoir-faire", relativos à desertificação e/ou os recursos financeiros, aos países africanos afectados Partes. A transferência destas tecnologias, conhecimentos e "savoir-faire" é facilitada pela cooperação internacional.

Artigo 6º

Quadro de planificação estratégica para um desenvolvimento durável

1. Os programas de acção nacionais inscrevem-se no quadro de um procedimento muito mais vasto, de elaboração de políticas nacionais para o desenvolvimento durável dos países africanos afectados Partes de que constituem um elemento essencial.

2. É determinado um procedimento consultativo e participativo, com a participação dos poderes públicos, a níveis apropriados, das populações locais, das colectividades e das organizações não governamentais, com o objectivo de dar indicações quanto à estratégia a adoptar, segundo uma planificação flexível que permita uma participação optimal das populações locais e das colectividades. Organismos de ajuda bilaterais e multilaterais podem ser associados, da forma mais conveniente, a este procedimento, a pedido de um país africano afectado Parte.

Artigo 7º

Calendário previsto para a elaboração dos programas de acção

Enquanto aguardam a entrada em vigor da presente Convenção, os países africanos Partes, em cooperação com outros membros da Comunidade Internacional, aplicam provisoriamente, da forma mais conveniente e na medida do possível, as disposições relativas à elaboração dos programas de acção nacionais, sub-regionais e regionais.

Artigo 8º

Conteúdo dos programas de acção nacionais

1. No respeitante às disposições do artigo 10º da Convenção, a estratégia geral dos programas de acção nacionais consiste em privilegiar, nas zonas afectadas, os programas integrados de desenvolvimento local que assentam nos mecanismos participativos e na integração de estratégias de eliminação da pobreza, na acção criada para lutar contra a desertificação e para diminuir os efeitos da seca. Os programas têm em vista reforçar a capacidade das autoridades locais e assegurar a participação activa das populações, das colectividades e dos grupos locais, insistindo na educação e na formação, na mobilização das organizações não governamentais que deram provas do seu "savoir-faire" e no reforço das estruturas do estado descentralizadas.

2. Os programas de acção nacionais apresentam, da forma mais conveniente, as seguintes características gerais:

- (a) Exploração, na elaboração e na implementação dos programas de acção regionais, de experiências vividas para lutar contra a desertificação e/ou para diminuir os efeitos da seca, tendo em conta as condições sociais, económicas e ecológicas;
- (b) Identificação dos factores que contribuem para a desertificação e/ou a seca, dos recursos e capacidades disponíveis e necessários, bem como a elaboração das políticas a acompanhar e as soluções e medidas institucionais e outros, necessários para lutar contra estes fenómenos e/ou para diminuir os seus efeitos; e
- (c) Aumento da participação das populações e das colectividades locais, nomeadamente das mulheres, dos agricultores e dos pastores, e a delegação dos poderes mais importantes em matéria de gestão, a estes grupos.

3. Os programas de acção nacionais prevêem igualmente, da forma mais conveniente:

- (a) Medidas para melhorar o ambiente económico, com vista a eliminar a pobreza e que consistem em:
 - (I) aumentar os rendimentos e criar postos de trabalho, sobretudo para os mais pobres:
 - desenvolvendo os mercados para os produtos agrícolas e a criação de gado,

- implementando instrumentos financeiros adequados às necessidades locais,

- encorajando a diversificação na agricultura e na constituição de empresas agrícolas, e

- desenvolvendo as actividades económicas do tipo para-agrícola ou não agrícola;

- (II) melhorar as perspectivas, a longo prazo, das economias rurais:

- instituindo medidas de apoio ao investimento produtivo e assegurando o acesso aos meios de produção, e

- instaurando uma política de preços e uma política fiscal, bem como as práticas comerciais, favorecendo o crescimento;

- (III) definir e aplicar as políticas em matéria de população e de migrações próprias para reduzir a pressão demográfica sobre as terras;

- (IV) promover o recurso às culturas resistentes à seca e a utilização de sistemas integrados de arido-cultura a fim de garantir a segurança alimentar;

- (b) Medidas para conservar os recursos naturais, que consistem em:

- (I) assegurar uma gestão integrada e durável dos recursos naturais, nomeadamente:

- das terras agrícolas e pastoris,

- da cobertura vegetal e da fauna,

- das florestas, - dos recursos em água, e

- da diversidade biológica;

- (II) intensificar as campanhas de sensibilização do público e de educação ecológica e prever uma formação neste domínio, e divulgar os conhecimentos sobre as técnicas relativas à gestão durável dos recursos naturais;

- (III) assegurar a valorização e a utilização racional de diversas fontes de energia e promover as fontes de energia alternativas, principalmente a energia solar, a energia eólica e o biogás, e prever medidas particulares para a transferência, a aquisição e a adaptação de tecnologias pertinentes, que possam permitir a diminuição das pressões exercidas sobre os recursos naturais frágeis;

- (c) Medidas para melhorar a organização institucional, que consistem em:

- (I) definir as funções e as respectivas responsabilidades de administração central e das autoridades locais no quadro da política de ordenamento do território,

- (II) encorajar uma política de descentralização activa, tendo por objectivo transferir às auto-

ridades locais a responsabilidade da gestão e da adopção de decisões, incitar as colectividades locais a adoptar iniciativas e a assumir responsabilidades, e favorecer a implementação de estruturas locais, e

- (III) adaptar, da forma mais conveniente, o quadro institucional e regulamentar, no qual se inscreve a gestão dos recursos naturais a fim de que as populações locais possam beneficiar de garantia de ocupação das terras;
- (d) Medidas para melhorar a noção do fenómeno da desertificação, que consistem em:
- (I) promover a investigação, bem como a recolha, o tratamento e a troca de informações sobre aspectos científicos, técnicos e socioeconómicos da desertificação,
- (II) melhorar os meios nacionais de investigação, bem como a recolha, o tratamento, a troca e a análise de informações, a fim de compreender melhor o fenómeno e de pôr em prática os resultados das análises, e
- (III) encorajar, a médio e longo prazo, o estudo da;
- evolução socio-económica e cultural nas zonas afectadas,
 - evolução dos recursos naturais, do ponto de vista qualitativo e quantitativo, e
 - interacção entre o clima e a desertificação; e
- (e) Medidas para examinar e avaliar os efeitos da seca, que consistem em:
- (I) definir as estratégias para avaliar as incidências da variabilidade natural do clima sobre a seca e a desertificação, a nível regional e/ou para utilizar as previsões relativas à variabilidade própria da estação e interanual do clima, a fim de tentar diminuir os efeitos da seca,
- (II) reforçar as capacidades de alerta precoce e de intervenção, instaurar uma gestão mais racional das ajudas de urgência e da ajuda alimentar, melhorar os sistemas de armazenagem e de distribuição de géneros alimentícios, os sistemas de protecção do gado e as infraestruturas públicas, e promover novos meios de existência nas zonas sujeitas à seca, e
- (III) examinar e avaliar a degradação ecológica para fornecer, num tempo determinado, informações fiéis sobre o processo de degradação dos recursos e a dinâmica deste fenómeno a fim de, da mesma forma, conceber melhores políticas e medidas de luta.

Artigo 9º

Elaboração dos programas de acção nacionais e funcionamento de critérios de avaliação e de implementação

Cada país africano afectado Parte designa um órgão apropriado de coordenação para desempenhar um papel catalizador na elaboração, implementação e ava-

liação do seu programa de acção nacional. Tendo em conta o artigo 3º, este órgão de coordenação, da forma mais conveniente:

- (a) Começa a identificar e a estudar as acções, utilizando antes de tudo um processo de consulta a nível local, com a participação das populações e das colectividades locais e com a cooperação da administração local, dos países desenvolvidos Partes e das organizações intergovernamentais e não governamentais, na base de consultas iniciais, a nível nacional, com os interessados;
- (b) Identifica e analisa os constrangimentos, as necessidades e as lacunas que comprometem o desenvolvimento e a utilização durável das terras, recomenda as medidas concretas para evitar a duplicação de esforços tirando totalmente partido dos esforços em curso e encoraja a implementação dos resultados;
- (c) Facilita, concebe e põe em curso os projectos de actividades baseados em abordagens interactivas flexíveis, com vista a assegurar uma participação activa das populações das zonas afectadas, a reduzir os efeitos negativos de tais actividades, e a determinar e a classificar por ordem de prioridade, as necessidades em matéria de assistência financeira e de cooperação técnica;
- (d) Estabelece os critérios pertinentes, consideráveis e facilmente verificáveis, para assegurar a análise e a avaliação dos programas de acção nacionais, incluindo as medidas a curto, médio e longo prazo, da sua implementação; e
- (e) Elabora relatórios circunstanciais, sobre o estado de adiantamento dos programas de acção nacionais.

Artigo 10º

Quadro de organização dos programas de acção sub-regionais

1. Em aplicação do artigo 4º da Convenção, os países africanos Partes cooperam na elaboração e na implementação dos programas de acção sub-regionais para a África Central, África do Leste, África do Norte, África Austral e África do Oeste e, relativamente a isso, eles podem delegar às organizações intergovernamentais sub-regionais competentes, as seguintes responsabilidades:

- (a) Assumir as funções de centros de ligação para as actividades preparatórias e coordenar a implementação dos programas de acção sub-regionais;
- (b) Ajudar a elaborar e a executar os programas de acção nacionais;
- (c) Facilitar a troca de informações, de experiências e de "savoir-faire" e dar conselhos sobre o estudo das legislações nacionais; e

(d) Qualquer outra responsabilidade ligada à implementação dos programas de acção sub-regionais.

2. As instituições especializadas sub-regionais podem, sob pedido, prestar um apoio e/ou ser encarregadas de coordenar as actividades provenientes do seu respectivo domínio de competência.

Artigo 11º

Conteúdo e elaboração dos programas de acção sub-regionais

Os programas de acção sub-regionais estão no centro das questões, que são tratadas melhor, a nível sub-regional. Os programas de acção sub-regionais criam, quando existem, mecanismos para a gestão dos recursos naturais compartilhados. Tais mecanismos permitem regulamentar, de forma eficaz, os problemas transfronteiriços ligados à desertificação e/ou à seca e que prestam um apoio à implementação harmoniosa dos programas de acção nacionais. Os programas de acção sub-regionais são orientados, da forma mais conveniente, nos seguintes domínios prioritários:

- (a) Programas mútuos para assegurar, da forma mais conveniente, uma gestão durável dos recursos naturais transfronteiriços, por meio de mecanismos bilaterais e multilaterais;
- (b) Coordenação dos programas de valorização das fontes de energia de substituição;
- (c) Cooperação na gestão e na fiscalização da luta contra os destruidores, bem como na luta contra as doenças das plantas e dos animais;
- (d) Actividades de reforço das capacidades, de educação e de sensibilização do público que são realizadas e apoiadas melhor, a nível sub-regional;
- (e) Cooperação científica e técnica, especialmente nos domínios climatológico, meteorológico e hidrológico, nomeadamente a constituição das redes para a recolha e avaliação de dados, a junção de informações e a fiscalização dos projectos, a coordenação das actividades de investigação-desenvolvimento e o estabelecimento de uma ordem de prioridade neste domínio;
- (f) Sistemas de alerta precoce e de planificação mútua para diminuir os efeitos da seca, nomeadamente medidas para fazer face aos problemas consecutivos às migrações provocadas por factores ecológicos;
- (g) Procura de meios que permitam partilhar as experiências, principalmente no que diz respeito à participação das populações e das colectividades locais, e à criação de um ambiente favorável a uma melhor gestão das terras e à utilização de tecnologias apropriadas;
- (h) Reforço da capacidade das organizações sub-regionais em coordenarem e em prestarem serviços técnicos, bem como a criação, reo-

rientação e reforço de centros e instituições sub-regionais; e

- (i) Elaboração de políticas em domínios que, tal como o comércio, têm incidências nas zonas e nas populações afectadas, e principalmente políticas de coordenação dos regimes de comercialização regionais e da implementação de infraestruturas comuns.

Artigo 12º

Quadro da organização do programa de acção regional

1. Em aplicação do artigo 11º da Convenção, os países africanos Partes, conjuntamente, determinam os procedimentos a seguir, para elaborar e executar o programa de acção regional.

2. As Partes podem prestar um apoio apropriado às instituições e às organizações regionais africanas competentes, para permitir-lhes ajudar os países africanos Partes a cumprir as responsabilidades que lhes são impostas pela Convenção.

Artigo 13º

Conteúdo do programa de acção regional

O programa de acção regional compreende as medidas relativas à luta contra a desertificação e/ou à diminuição dos efeitos da seca, nos seguintes domínios prioritários:

- (a) Desenvolvimento da cooperação regional e a coordenação dos programas de acção sub-regionais para chegar a um consenso regional sobre os principais domínios de acção, nomeadamente através de consultas regulares com as organizações sub-regionais;
- (b) Promoção do reforço das capacidades, no quadro das actividades que são preferíveis de realizar, a nível regional;
- (c) Procura, com a Comunidade Internacional, de soluções para os problemas económicos e sociais que têm incidências nas zonas afectadas, tendo em conta o parágrafo 2 (b) do artigo 4º da Convenção;
- (d) Promoção de troca de informações e de técnicas apropriadas, de "savoir-faire" técnico e de experiências entre os países Partes e sub-regiões afectadas da África, bem como com outras regiões afectadas; promoção da cooperação científica e técnica, nomeadamente nos domínios climatológico, meteorológico, hidrológico, da valorização dos recursos em água e das fontes de energia alternativas; coordenação das actividades de investigação sub-regionais e regionais; e determinação das prioridades regionais para a investigação-desenvolvimento;
- (e) Coordenação das redes de observação e de avaliação sistemáticas e de troca de informações, bem como a sua integração nas redes mundiais; e

- (f) coordenação e reforço dos sistemas sub-regionais e regionais de alerta e de planos de urgência em caso de seca.

Artigo 14º

Recursos financeiros

1. Em aplicação do artigo 20º da Convenção e do parágrafo 2 do artigo 4º, os países africanos afectados Partes esforçam-se para assegurar um quadro macro-económico próprio para facilitar a mobilização dos recursos financeiros e adoptam políticas e implementam procedimentos que, de uma forma mais eficaz, permitam, da forma mais conveniente, afectar os recursos aos programas de desenvolvimento local, nomeadamente por intermédio de organizações não governamentais.

2. Em aplicação dos parágrafos 4º e 5º do artigo 21º da Convenção, as Partes concordam em elaborar um inventário das fontes de financiamento a nível nacional, sub-regional, regional e internacional para assegurar a utilização racional dos recursos existentes e para determinar as lacunas a preencher, a fim de facilitar a implementação dos programas de acção. Este inventário é, regularmente, analisado e divulgado.

3. Relativamente às disposições do artigo 7º da Convenção, os países desenvolvidos Partes continuam a conceder recursos importantes e/ou recursos acrescentados aos países africanos afectados Partes, bem como outras formas de ajuda, na base de acordos e de mecanismos de parceria, apontados no artigo 18º, prestando devidamente atenção, nomeadamente nas questões relacionadas com a concessão de dívidas, as trocas internacionais e as medidas de comercialização, de acordo com o parágrafo 2 (b) do artigo 4º da Convenção.

Artigo 15º

Mecanismos financeiros

1. De acordo com as disposições do artigo 7º da Convenção, que sublinha que, a prioridade deve ser concedida principalmente aos países africanos afectados Partes, e tendo em conta a situação particular que esta região atravessa, as Partes dedicam-se especialmente a aplicar em África as disposições dos parágrafos 1 (d) e 1 (e) do artigo 21º da convenção, nomeadamente:

- (a) Facilitando a criação de mecanismos, tais como os fundos nacionais para a luta contra a desertificação, para encaminhar os recursos financeiros a nível local; e
- (b) Reforçando os fundos e os mecanismos financeiros existentes, a nível sub-regional e regional.

2. No que toca as disposições dos artigos 20º e 21º da Convenção, as Partes que também são membros dos órgãos dirigentes das instituições financeiras regionais e sub-regionais pertinentes, nomeadamente o Banco Africano de Desenvolvimento e o Fundo Africano de Desenvolvimento, encorajam os esforços para conceder o grau de prioridade e de atenção que convém, às actividades destas instituições que fazem progredir a implementação do presente anexo.

3. As Partes racionalizam, tanto quanto se pode fazer, as modalidades de encaminhamento dos fundos aos países africanos afectados Partes.

Artigo 16º

Assistência técnica e cooperação

As Partes comprometem-se, em função das suas respectivas capacidades, a racionalizar a assistência técnica concedida aos países africanos Partes e a cooperação realizada com os mesmos, a fim de aumentar a eficácia dos projectos e dos programas, procurando entre outros:

- (a) Limitar as despesas de apoio e de protecção, sobretudo os custos gerais; seja como fôr, estas despesas só representam uma fraca percentagem do custo total do projecto para otimizar os efeitos;
- (b) Apelar, de preferência, pelos serviços de peritos nacionais competentes ou, se necessário, de peritos competentes da sub-região e/ou da região, para a concepção, elaboração e implementação dos projectos e formar peritos locais quando não os houver; e
- (c) Fazer com que a assistência técnica a ser concedida seja bem gerida e coordenada, e utilizada com eficácia.

Artigo 17º

Transferência, aquisição e adaptação de tecnologias ecológicamente racionais e acesso a estas tecnologias

No quadro da aplicação do artigo 18º da Convenção, relativo à transferência, aquisição, adaptação e funcionamento de tecnologias, as Partes comprometem-se a dar prioridade aos países africanos Partes e, se necessário, a desenvolver com eles novos modelos de parceria e de cooperação, com vista a aumentar o reforço das capacidades nos domínios da investigação e do desenvolvimento científico, bem como na recolha e na difusão de informações para permitir-lhes implementar as suas estratégias, para lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca.

Artigo 18º

Coordenação e acordos de parceria

1. Os países africanos Partes coordenam a elaboração, a negociação e a implementação dos programas de acção nacionais, sub-regionais e regionais. Eles podem, da forma mais conveniente, associar outras Partes e organizações intergovernamentais e não governamentais competentes, a este processo.

2. Esta coordenação tem por objectivo fazer com que a cooperação técnica e financeira seja realizada de acordo com a Convenção e assegurar a continuidade necessária na utilização e na gestão dos recursos.

3. Os países africanos Partes organizam procedimentos consultativos a nível nacional, sub-regional e regional. Estes procedimentos consultativos podem, entre outros:

- (a) Servir de quadro à negociação e à conclusão de acordos de parceria, baseados nos programas de acção nacionais, sub-regionais e regionais; e
- (b) Permitir a precisão das contribuições dos países africanos Partes e de outros membros dos grupos consultativos aos programas, e definir as prioridades e identificar os acordos relativos à implementação e os critérios de avaliação, bem como os mecanismos de financiamento com vista a implementação.

4. O Secretariado permanente pode, a pedido dos países africanos Partes e de acordo com o artigo 23º da Convenção, facilitar a convocatória de tais procedimentos consultativos:

- (a) Dando conselhos sobre a organização das disposições consultativas eficazes, tirando ao mesmo tempo partido das experiências de outras medidas deste tipo;
- (b) Informando as agências bilaterais e multilaterais competentes sobre as reuniões ou procedimentos de consulta e encorajando-os a participar neles activamente; e
- (c) Fornecendo outras informações que possam ser utilizadas para estabelecer ou melhorar as disposições consultativas.

5. Os órgãos de coordenação sub-regionais e regionais, entre outros:

- (a) Fazem recomendações sobre as disposições que convem incluir nos acordos de parceria;
- (b) Analizam e avaliam a implementação dos programas sub-regionais e regionais aprovados, e elaboram relatórios sobre isso; e
- (c) Esforçam-se para garantir que os países africanos Partes comuniquem e cooperem de forma eficaz uns com os outros.

6. A participação dos grupos consultativos é, da forma mais conveniente, aberta aos governos, aos grupos e aos doadores interessados, aos órgãos, fundos e programas pertinentes do sistema das Nações Unidas, às organizações sub-regionais e regionais competentes e aos representantes das organizações não governamentais competentes. As modalidades de gestão e de funcionamento de cada grupo consultativo são determinadas pelos seus participantes.

7. Em aplicação do artigo 14º da Convenção, os países desenvolvidos Partes são encorajados a instaurar entre eles, de sua própria iniciativa, um procedimento informal de consulta e de coordenação a nível nacional, sub-regional e regional e a participar, a pedido de um país africano afectado Parte ou da organização sub-regional ou regional competente, num procedimento consultativo nacional, sub-regional ou regional, tendo por objectivo avaliar as necessidades de ajuda e procurar respondê-las, a fim de facilitar a implementação do programa da acção.

Artigo 19º

Disposições relativas ao acompanhamento

Os países africanos Partes dão continuidade ao presente anexo, em conformidade com a Convenção, por meio:

- (a) A nível nacional, de um mecanismo cuja composição deveria ser determinada por cada país africano afectado Parte e que compreenda representantes das colectividades locais e dependa do órgão nacional de coordenação, apontado no artigo 9º;
- (b) A nível sub-regional, de um comité consultativo científico e técnico pluridisciplinar, cuja composição e modalidades de funcionamento sejam determinadas pela sub-região a que pertence; e
- (c) A nível regional, de mecanismos definidos em conformidade com as disposições pertinentes do Tratado instituindo a Comunidade Económica Africana e por meio de um comité consultativo científico e técnico africano.

ANEXO II

Anexo relativo à implementação a nível regional para a Ásia

Artigo 1º

Objecto

O presente anexo tem por objecto dar as linhas directrices e indicar as disposições a adoptar com vista a uma implementação eficaz da Convenção nos países afectados Partes na região da Ásia, tendo em conta as particularidades desta região.

Artigo 2º

Particularidades da região asiática

Para cumprir as obrigações que lhes são impostas pela Convenção, as Partes tomam em consideração, como fôr mais conveniente, as seguintes particularidades que se aplicam, em diversos níveis, aos países afectados Partes da região:

- (a) A forte proporção de zonas afectadas, ou susceptíveis de serem afectadas, no território destes países, e a grande diversidade destas zonas no que diz respeito ao clima, à topografia, à utilização dos solos e aos sistemas socio-económicos;
- (b) Uma forte pressão sobre os recursos naturais para garantir a subsistência;
- (c) A existência de sistemas de produção directamente ligadas a uma pobreza generalizada, que provoca uma degradação das terras e esgota os recursos em água;
- (d) As importantes consequências da situação da economia mundial e de problemas sociais tais como a pobreza, as más condições de saúde e de nutrição, a ausência de segurança alimentar, as migrações, as pessoas deslocadas e a dinâmica demográfica;

- (e) A capacidade crescente, mas ainda insuficiente, destes países fazerem face aos problemas da desertificação e da seca, a nível nacional, bem como do quadro institucional que eles dispõem; e
- (f) A necessidade para eles de uma cooperação internacional para poderem atingir os objectivos de desenvolvimento durável relativamente à luta contra a desertificação e à diminuição dos efeitos da seca.

Artigo 3º

Quadro dos programas de acção nacionais

1. Os programas de acção nacionais inscrevem-se no quadro mais alargado das políticas nacionais de desenvolvimento durável elaboradas pelos países afectados Partes da região.

2. Os países afectados Partes elaboram, como fôr mais conveniente, programas de acção nacionais apontados nos artigos 9º a 11º da Convenção, dispensando uma atenção especial ao parágrafo 2 (f) do artigo 10º. Se fôr o caso, organismos de cooperação bilaterais e multilaterais podem ser associados a este processo, a pedido do país afectado Parte a que diz respeito.

Artigo 4º

Programas de acção nacionais

1. Para elaborar e implementar os programas de acção nacionais, os países afectados Partes da região podem, entre outros, como fôr mais conveniente e em função da sua própria situação e das suas próprias políticas:

- (a) Designar órgãos apropriados encarregados de elaborar, coordenar e executar os seus programas de acção;
- (b) Associar as populações afectadas, incluindo as colectividades locais, à elaboração, coordenação e implementação dos seus programas de acção, mediante a um processo de consulta local, com a cooperação das autoridades locais e de organizações nacionais e não governamentais competentes;
- (c) Estudar o estado do ambiente nas zonas afectadas a fim de analisar as causas e as consequências da desertificação e determinar os domínios de acção prioritários;
- (d) Com a participação das populações afectadas, avaliar os programas anteriores e os em curso, com vista a lutar contra a desertificação e a diminuir os efeitos da seca a fim de conceber uma estratégia e de precisar as actividades a contemplar nos seus programas de acção;
- (e) Elaborar programas técnicos e financeiros a partir das informações obtidas graças às actividades apontadas nas alíneas (a) a (d);
- (f) Desenvolver e aplicar os procedimentos e os critérios para avaliar a implementação dos seus programas de acção;

- (g) Promover a gestão integrada das bacias hidrográficas, a protecção dos recursos pedológicos bem como o aumento e o uso racional dos recursos água;
- (h) Reforçar e/ou estabelecer sistemas de informação, avaliação, acompanhamento e de alerta precoce nas regiões sujeitas à desertificação e à seca, tendo em conta os factores climatológicos, meteorológicos, hidrológicos, biológicos e outros factores pertinentes; e

- (i) Desenvolver mecanismos apropriados para apoiar os seus programas de acção, num espírito de parceria, quando uma cooperação internacional, que inclui recursos financeiros e técnicos, está em jogo.

2. No cumprimento das disposições do artigo 10º da Convenção, a estratégia geral a ser aplicada no quadro dos programas de acção nacionais dá lugar aos programas integrados de desenvolvimento local, para as zonas afectadas, que assentam em mecanismos participativos e numa integração de estratégias de eliminação da pobreza nos esforços que visam lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca. As medidas sectoriais previstas nos programas de acção são classificadas segundo domínios prioritários, tendo em conta a grande diversidade das zonas afectadas da região a que se refere o parágrafo (a) do artigo 2º.

Artigo 5º

Programas de acção sub-regionais e comuns

1. Em aplicação do artigo 11º da Convenção, os países da Ásia afectados Partes podem concordar, de comum acordo, em realizar consultas e em cooperar com outras Partes, como fôr mais conveniente, para elaborar e executar programas de acção sub-regionais ou comuns, como fôr mais conveniente, a fim de completar os programas de acção nacionais e de tornar mais eficaz a sua implementação. Em cada um destes casos, as Partes implicadas podem conjuntamente concordar em confiar a organizações sub-regionais, incluindo bilaterais ou nacionais, ou a instituições especializadas sub-regionais ou nacionais, responsabilidades relativas à elaboração, coordenação e implementação dos programas. Estas organizações ou instituições podem também desempenhar um papel de ligação enquanto encarregadas da promoção e da coordenação das actividades a serem realizadas em aplicação dos artigos 16º a 18º da Convenção.

2. Para elaborar e executar os programas de acção sub-regionais ou comuns, os países afectados Partes da região devem, entre outros, como fôr mais conveniente:

- (a) Definir, em cooperação com as instituições nacionais, as prioridades em matéria de luta contra a desertificação e de diminuição dos efeitos da seca em conformidade com estes programas, bem como as actividades pertinentes que estes permitiriam realizar a bem, com eficácia;
- (b) Avaliar os meios de acção e as actividades operacionais das instituições regionais, sub-regionais e nacionais competentes;

(c) Analisar os programas existentes que digam respeito à desertificação e à seca e que associam todos os países da região ou da sub-região ou alguns deles, bem como as suas relações com os programas de acção nacionais;

e

(d) Desenvolver, num espírito de parceria, quando uma cooperação internacional, incluindo os recursos financeiros e técnicos, está em jogo, mecanismos bilaterais e/ou multilaterais apropriados para apoiar os programas.

3. Entre os programas de acção sub-regionais ou comuns podem figurar programas comuns determinados para gerir duravelmente os recursos naturais transfronteiriços que tenham uma relação com a desertificação, prioridades relativas à coordenação e outras actividades no domínio do reforço das capacidades, da cooperação científica e técnica, em particular dos sistemas de alerta precoce da seca e dos mecanismos de recolha de informação, bem como meios de reforçar as organizações ou instituições sub-regionais e outros.

Artigo 6º

Actividades regionais

No quadro das actividades regionais que têm em vista consolidar os programas de acção sub-regionais ou comuns, podem ser previstas, entre outros, medidas próprias para reforçar as instituições e os mecanismos de coordenação e de cooperação aos níveis nacional, sub-regional e regional e para favorecer a implementação dos artigos 16º a 19º da Convenção. Estas actividades podem também consistir em:

- (a) Promover e reforçar as redes de cooperação técnica;
- (b) Estabelecer os inventários das tecnologias, conhecimentos, "savoir-faire" e práticas, bem como das tecnologias e "savoir-faire" tradicionais e locais e em encorajar a sua difusão e utilização;
- (c) Avaliar as necessidades no que diz respeito à transferência de tecnologia e promover a sua adaptação e utilização; e
- (d) Encorajar os programas de sensibilização do público e promover o reforço das capacidades a todos os níveis intensificando as actividades de formação e de investigação-desenvolvimento e instaurando sistemas próprios para valorizar os recursos humanos.

Artigo 7º

Recursos e mecanismos financeiros

1. Visto a importancia que revestem a luta contra a desertificação e a diminuição dos efeitos da seca na região asiática, as Partes favorizam a mobilização de recursos financeiros substanciais e a disponibilidade de mecanismos financeiros, em conformidade com os artigos 20º e 21º da Convenção.

2. De acordo com a Convenção e na base do mecanismo de coordenação previsto no artigo 8º e em conformidade com as suas políticas nacionais de desenvolvimento, os países afectados Partes da região, agindo individual ou colectivamente:

- (a) Adoptam medidas requeridas para racionalizar e reforçar os mecanismos de financiamento fazendo apelo aos investimentos públicos e privados com vista a alcançar resultados concretos nas acções de luta contra a desertificação e na diminuição dos efeitos da seca;
- (b) Determinam as necessidades no domínio da cooperação internacional, principalmente em matéria financeira, técnica e tecnológica, para apoiar os esforços empreendidos a nível nacional; e
- (c) Favorizam a participação das instituições de cooperação financeiras bilaterais a fim de assegurar a implementação da Convenção.

3. As Partes racionalizam, na medida do possível, os procedimentos para o encaminhamento de fundos aos países afectados Partes da região.

Artigo 8º

Mecanismos de cooperação e de coordenação

1. Os países afectados Partes, agindo por intermédio dos órgãos apropriados designados de acordo com o parágrafo 1 (a) do artigo 4º, e as outras Partes da região, podem, como fôr mais conveniente, criar um mecanismo cujos fins seriam, entre outros, os seguintes:

- (a) Troca de informações, experiências, conhecimentos e "savoir-faire";
- (b) Cooperação e coordenação das acções, incluindo os acordos bilaterais e multilaterais, aos níveis sub-regional e regional;
- (c) Promoção da cooperação científica, técnica, tecnológica e financeira de acordo com os artigos 5º a 7º;
- (d) Indicação das necessidades de cooperação externa; e
- (e) Acompanhamento e avaliação da implementação dos programas de acção.

2. Os países afectados Partes, agindo por intermédio dos órgãos apropriados designados, de acordo com o parágrafo 1 (a) do artigo 4º, e as outras Partes da região podem também, como fôr mais conveniente, realizar consultas e assegurar uma coordenação relativa aos programas de acção nacionais, sub-regionais e comuns. Podem associar a este procedimento, como fôr mais conveniente, outras Partes e organizações intergovernamentais e não governamentais competentes. Esta coordenação tem em vista, entre outros, chegar à conclusão de um acordo sobre as possibilidades de cooperação internacional, em conformidade com os artigos 20º e 21º da Convenção, reforçar a cooperação técnica e aplicar os recursos de modo a serem utilizados de forma eficaz.

3. Os países afectados Partes da região organizam periodicamente reuniões de coordenação e o Secretariado Permanente pode, a pedido deles, de acordo com o artigo 23º da Convenção, facilitar a convocatória de tais reuniões de coordenação:

- (a) Aconselhando sobre a organização de disposições de coordenação eficazes, aproveitando estes ensinamentos para fazer outras disposições deste género;
- (b) Informando as agências bilaterais e multilaterais competentes sobre as reuniões de coordenação e encorajando-as a participarem nelas activamente; e
- (c) Fornecendo outras informações que podem ser úteis para estabelecer ou melhorar os procedimentos de coordenação.

ANEXO III

Anexo relativo à implementação a nível regional para a América Latina e as Caraíbas

Artigo 1º

Objecto

O presente anexo tem por objecto dar orientações gerais para a implementação da Convenção na região da América Latina e das Caraíbas tendo em conta as suas particularidades.

Artigo 2º

Particularidades da região da América Latina e das Caraíbas

Em conformidade com as disposições da Convenção, as Partes tomam em consideração as seguintes particularidades da região:

- (a) A existência de vastas superfícies vulneráveis e gravemente afectadas pela desertificação e/ou pela seca, que apresentam características heterogéneas que dependem da localidade onde se dão estes fenómenos; este procedimento acumulativo marcado cada vez mais por efeitos sociais, culturais, económicos e ambientais negativos que são ainda mais graves, do ponto de vista da diversidade biológica, os recursos da região encontram-se entre os mais importantes do mundo;
- (b) O recurso frequente, nas zonas afectadas, às práticas incompatíveis com o desenvolvimento durável em consequência das interações complexas entre os factores físicos, biológicos, políticos, sociais, culturais e económicos, incluindo os factores económicos internacionais tais como a contracção de dívida externa, a deterioração dos termos de troca e as práticas comerciais que têm repercussões nos mercados dos produtos agrícolas, da pesca e da silvicultura; e
- (c) Uma nítida redução da productividade dos ecossistemas, que é a principal consequência da desertificação e da seca e que se traduz por uma diminuição de rendimento na agricultura, na criação de gado e na silvicultura, bem como por uma diminuição da diversi-

dade biológica; do ponto de vista social, isso resulta dos fenómenos de empobrecimento, das migrações, das deslocações internas de população e de uma deterioração da qualidade de vida; a região deverá, por conseguinte, abordar de maneira integrada os problemas da desertificação e da seca encorajando os modos de desenvolvimento durável apropriados à realidade ambiental, económica e social de cada país.

Artigo 3º

Programas de acção

1. Em conformidade com a Convenção, em particular com os seus artigos 9º a 11º, e com a sua política nacional de desenvolvimento, os países afectados Partes da região elaboram e executam, como fôr mais conveniente, programas de acção nacionais destinados a lutar contra a desertificação e a diminuir os efeitos da seca, que fazem parte integrante da sua política de desenvolvimento durável. Podem ser elaborados e executados, em função das necessidades da região, programas sub-regionais e regionais.

2. Aquando da elaboração dos seus programas de acção nacionais, os países afectados Partes da região dispensam uma atenção particular ao parágrafo 2 (f) do artigo 10º da Convenção.

Artigo 4º

Conteúdo dos programas de acção nacionais

Segundo a sua respectiva situação, os países afectados Partes da região podem, entre outros, considerar no quadro da elaboração da sua estratégia nacional de luta contra a desertificação e para a diminuição dos efeitos da seca em aplicação do artigo 5º da Convenção, os seguintes domínios de actividades:

- (a) O crescimento das capacidades, a educação e a sensibilização do público, a cooperação técnica, científica e tecnológica, bem como os recursos e os mecanismos financeiros;
- (b) A eliminação da pobreza e a melhoria da qualidade de vida humana;
- (c) A realização da segurança alimentar e de um desenvolvimento e de uma gestão duráveis das actividades agrícolas, da criação de gado e da silvicultura, bem como das actividades intersectoriais;
- (d) A gestão durável dos recursos naturais, em particular a exploração racional das bacias hidrográficas;
- (e) A gestão durável dos recursos naturais nas zonas de alta altitude;
- (f) A gestão e a conservação racionais dos recursos terra, e a exploração e utilização eficazes dos recursos água;
- (g) A elaboração e a implementação de planos de urgência para diminuir os efeitos da seca;

- (h) O reforço e/ou a realização nas zonas sujeitas à desertificação e à seca de sistemas de informação, avaliação e de acompanhamento bem como de alerta precoce tendo em conta os factores climatológicos, meteorológicos, hidrológicos, biológicos, pedológicos, económicos e sociais;
- (i) O desenvolvimento, a valorização e a utilização racional das diversas fontes de energia, incluindo a promoção de energias de substituição;
- (j) A conservação e a utilização durável da diversidade biológica, em conformidade com as disposições da Convenção sobre a Diversidade Biológica;
- (k) A tomada em conta dos aspectos demográficos relacionados com a desertificação e a seca; e
- (l) A realização ou o reforço dos quadros institucionais e jurídicos que permitam aplicar a Convenção e que tenham em vista, entre outros, descentralizar as estruturas e as funções administrativas ligadas à desertificação e à seca, com a participação das comunidades afectadas e da sociedade em geral.

Artigo 5º

Cooperação técnica, científica e tecnológica

Em conformidade com a Convenção, em particular com os seus artigos 16º a 18º, e no quadro do mecanismo de coordenação previsto no artigo 7º do presente anexo, os países afectados Partes da região, agindo individual ou colectivamente:

- (a) Favorizam o reforço de redes de cooperação técnica e de sistemas de informação nacionais, sub-regionais e regionais, bem como a sua integração, como for mais conveniente, nas fontes mundiais de informação;
- (b) Elaboram um inventário das tecnologias e dos conhecimentos disponíveis e favorizam a sua difusão e a sua utilização;
- (c) Encorajam a utilização das tecnologias, conhecimentos, "savoir-faire" e práticas tradicionais, em aplicação do parágrafo 2 (b) do artigo 18º da Convenção;
- (d) Indicam as necessidades em matéria de transferência de tecnologia; e
- (e) Irabalham em favor do desenvolvimento, adaptação, adopção e transferência de novas tecnologias ecológicamente racionais.

Artigo 6º

Recursos e mecanismos financeiros

Em conformidade com a Convenção, em particular com os seus artigos 20º e 21º, no quadro do mecanismo de coordenação previsto no artigo 7º e em conformidade com as suas políticas de desenvolvimento nacional, os países afectados Partes da região, agindo individual ou colectivamente:

- (a) Adoptam medidas para racionalizar e reforçar os mecanismos de financiamento, fazendo apelo aos investimentos públicos e privados com vista a alcançar resultados concretos na acção criada para lutar contra a desertificação e diminuir os efeitos da seca;
- (b) Determinam as necessidades no domínio da cooperação internacional para apoiar os esforços empreendidos a nível nacional; e
- (c) Favorizam a participação de organismos de cooperação financeira bilateral e/ou multilateral com vista a assegurar a implementação da Convenção.

Artigo 7º

Quadro institucional

1. Para efeito do presente anexo, os países afectados Partes da região:

- (a) Criam e/ou reforçam a nível nacional centros de ligação encarregados de coordenar as acções realizadas para lutar contra a desertificação e/ou diminuir os efeitos da seca; e
- (b) Realizam um mecanismo de coordenação dos centros de ligação nacionais que tenham por objectivo:
 - (I) a troca de informações e experiências,
 - (II) a coordenação das actividades aos níveis sub-regional e regional,
 - (III) a promoção da cooperação técnica, científica, tecnológica e financeira,
 - (IV) a definição das necessidades em matéria de cooperação externa, e
 - (V) o acompanhamento e a avaliação da implementação dos programas de acção.

2. Os países afectados Partes da região organizam periodicamente reuniões de coordenação e o Secretariado

Permanente pode, a pedido deles, de acordo com o artigo 23º da Convenção, facilitar a convocatória de tais reuniões de coordenação:

- (a) Aconselhando sobre a organização de disposições de coordenação eficazes, aproveitando estes ensinamentos para fazer outras disposições deste género;
- (b) Informando as agências bilaterais e multilaterais competentes sobre as reuniões de coordenação e encorajando-as a participarem nelas activamente; e
- (c) Fornecendo outras informações que podem ser úteis para estabelecer ou melhorar os procedimentos de coordenação.

ANEXO IV

Anexo relativo à implementação a nível regional para o Mediterrâneo Setentrional

Artigo 1º

Objecto

O presente anexo tem por objecto dar as linhas directrizes e indicar as disposições a adoptar com vista a uma implementação eficaz da Convenção nos países afectados Partes na região do Mediterrâneo Setentrional, tendo em conta as particularidades desta região.

Artigo 2º

Particularidades da região do Mediterrâneo Setentrional

As particularidades da região do Mediterrâneo Setentrional referidas no artigo 1º são, nomeadamente, as seguintes:

- (a) As condições climáticas semi-áridas que abrangem vastas superfícies, as secas próprias da época, uma grande variabilidade do regime pluviométrico e quedas de chuvas repentinas e muito violentas;
- (b) Os solos pobres e sensíveis à erosão, sujeitos à formação de camadas superficiais;
- (c) Um relevo irregular com grandes encostas e paisagens muito variadas;
- (d) Perdas importantes da cobertura florestal provocadas por incendios contínuos de florestas;
- (e) Uma crise da agricultura tradicional, marcada pelo abandono das terras e pela deterioração das estruturas de protecção dos solos e da água;
- (f) A exploração não durável dos recursos água provocando graves prejuízos ao ambiente, incluindo a poluição química, a salinização e o desaparecimento dos lençóis aquíferos; e
- (g) Uma concentração da actividade económica nas zonas costeiras imputável (atribuível) ao desenvolvimento da urbanização, às actividades industriais, ao turismo e à agricultura de irrigação.

Artigo 3º

Quadro de planificação estratégica para um desenvolvimento durável

1. Os programas de acção nacionais fazem parte integrante do quadro da planificação estratégica para o desenvolvimento durável dos países afectados Partes do Mediterrâneo Setentrional e dele constituem um elemento essencial.

2. Está sendo criado, com o fim de dar indicações sobre a estratégia a adoptar, segundo uma planificação flexível, de modo a permitir uma participação optimal a nível local, em aplicação do parágrafo 2 (f) do artigo 10º da Convenção, um procedimento consultativo e participativo, que faz apelo aos poderes públicos a níveis apropriados, às colectividades locais e às organizações não governamentais.

Artigo 4º

Obrigações de elaborar programas de acção nacionais e calendário

Os países afectados Partes da região do Mediterrâneo Setentrional elaborarão programas de acção nacionais e, como fôr mais conveniente, programas de acção sub-regionais, regionais ou comuns. A elaboração destes programas será concluída o mais cedo possível.

Artigo 5º

Elaboração e implementação dos programas de acção nacionais

Para elaborar e implementar os programas de acção nacionais, em aplicação dos artigos 9º e 10º da Convenção, cada país afectado Parte da região deve, nomeadamente, como fôr mais conveniente:

- (a) Designar órgãos apropriados encarregados de elaborar, coordenar e executar o seu programa;
- (b) Associar as populações afectadas, incluindo as colectividades locais, à elaboração, coordenação e implementação do programa, graças a um procedimento de consulta realizado localmente, com a colaboração das autoridades locais e de organizações não governamentais competentes;
- (c) Estudar o estado do ambiente nas zonas afectadas, a fim de analisar as causas e as consequências da desertificação e determinar os domínios de acção prioritários;
- (d) Com a participação das populações afectadas, avaliar os programas anteriores e os em curso, com vista a conceber uma estratégia e elaborar as actividades a serem previstas no programa de acção;
- (e) Estabelecer programas técnicos e financeiros a partir das informações obtidas através das actividades apontadas nas alíneas (a) a (d); e
- (f) Desenvolver e aplicar os procedimentos e os critérios para fiscalizar e avaliar a implementação do programa.

Artigo 6º

Conteúdo dos programas de acção nacionais

Os países afectados Partes da região podem prevêr nos seus programas de acção nacionais medidas sobre:

- (a) Os domínios legislativo, institucional e administrativo;
- (b) As formas de utilização das terras, a gestão dos recursos água, a conservação dos solos, as actividades florestais, as actividades agrícolas e a disposição das pastagens e percursos;

- (c) A gestão e a conservação da fauna e da flora e outras formas de diversidade biológica;
- (d) A protecção contra os incendios das florestas;
- (e) A promoção dos meios alternativos de subsistência; e
- (f) A investigação, a formação e a sensibilização do público.

Artigo 7º

Programas de acção sub-regionais, regionais e comuns

1. Os países afectados Partes da região podem, em conformidade com o artigo 11º da Convenção, elaborar e executar um programa de acção sub-regional e/ou regional destinado a completar os programas de acção nacionais e a torna-los mais eficazes. Duas ou mais Partes da região poderão da mesma forma, acordar em elaborar um programa de acção comum.

2. As disposições dos artigos 5º e 6º aplicam-se *mutatis mutandis* à elaboração e à implementação dos programas de acção sub-regionais, regionais e comuns. Estes programas podem, para além disso, englobar actividades de investigação-desenvolvimento relativo a certos ecossistemas nas zonas afectadas.

3. Para elaborar e implementar os programas de acção sub-regionais, regionais ou comuns, os países afectados Partes da região devem, como fôr mais conveniente:

- (a) definir, em colaboração com as instituições nacionais, os objectivos nacionais em matéria de luta contra a desertificação em conformidade com estes programas, bem como as actividades que estes permitiriam realizar com sucesso e de forma eficaz;
- (b) avaliar as capacidades e as actividades operacionais das instituições regionais, sub-regionais e nacionais competentes; e

- (c) Analisar os programas existentes em matéria de desertificação, comuns às Partes da região bem como as suas relações com os programas de acção nacionais.

Artigo 8º

Coordenação dos programas de acção sub-regionais, regionais e comuns

Os países afectados Partes que elaboram um programa de acção sub-regional, regional ou comum podem criar um comité de coordenação composto por representantes de cada país afectado Parte, a fim de examinarem os progressos da luta contra a desertificação, harmonizarem os programas de acção nacionais, fazerem recomendações às diferentes etapas da elaboração e da implementação dos programas sub-regionais, regionais ou comuns, e de servirem de centro de ligação para a coordenação e para a promoção da cooperação técnica, em aplicação dos artigos 16º a 19º da Convenção.

Artigo 9º

Partes que não têm direito a uma assistência financeira

Os países desenvolvidos afectados Partes da região não têm direito a uma assistência financeira para a implementação dos programas nacionais, sub-regionais e comuns a título da presente Convenção.

Artigo 10º

Coordenação com as outras sub-regiões e regiões

Os programas de acção sub-regionais, regionais e comuns da região do Mediterrâneo Setentrional podem ser elaborados e implementados em colaboração com os das outras sub-regiões ou regiões, em particular com os da sub-região da África do Norte.